

ORES Assets srl

RAPPORT FINANCIER 2016

ORES Assets scrl

RAPPORT FINANCIER 2016

Dénomination et forme

ORES Assets. Association intercommunale coopérative à responsabilité limitée.

Siège social

Avenue Jean Monnet 2, 1348 Louvain-la-Neuve.

Constitution

Acte de constitution publié à l'annexe du Moniteur belge du 10 janvier 2014 sous le numéro 14012014.

Statuts

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 25 juin 2015 et publiés à l'annexe du Moniteur belge du 4 août 2015 sous le numéro 15112270.

Sommaire

| | |
|--|--------------|
| I. COMPTES STATUTAIRES | p.4 |
| Rapport de gestion | p.4 |
| Éthique et gouvernance | p.16 |
| Comptes annuels | p.26 |
| Bilan | p.26 |
| Bilan par secteur | p.28 |
| Compte de résultats | p.32 |
| Compte de résultats par secteur | p.33 |
| Affectations et prélèvement | p.42 |
| Annexes | p.44 |
| Règles d'évaluation | p.58 |
| Répartition bénéficiaire 2016 | p.62 |
| Rapport spécifique sur les prises de participation | p.66 |
| Rapport des commissaires | p.67 |
| Annexe 1 point 1 – Liste des associés – mise à jour au 31 décembre 2016 | p.77 |
| | |
| II. COMPTES CONSOLIDÉS | p.82 |
| Rapport de gestion consolidé | p.82 |
| Comptes annuels consolidés | p.87 |
| Bilan consolidé | p.87 |
| Compte de résultats consolidé | p.89 |
| Annexes aux comptes consolidés | p.91 |
| Règles d'évaluation | p.109 |
| Rapport des commissaires | p.114 |
| | |
| III. LISTE DES AJDUDICATAIRES | p.116 |



I. COMPTES STATUTAIRES

RAPPORT DE GESTION

Mesdames, Messieurs,

Conformément au Code des sociétés et à nos statuts, nous avons l'honneur de vous rendre compte de notre gestion durant l'exercice social clôturé au 31 décembre 2016 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2016.

Exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de la société

A. REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Depuis le 31 décembre 2013, ORES Assets scrl est officiellement le gestionnaire des réseaux de distribution (GRD) des 197 communes jusqu'alors associées au sein des huit anciennes intercommunales mixtes wallonnes gestionnaires des réseaux de distribution qu'étaient Ideg, IEH, IGH, Interlux, Intermosane (secteur 2), Interest, Sedilec et Simogel.

ORES Assets évolue dans un cadre particulier. C'est une intercommunale qui a pris la forme d'une scrl et a été désignée gestionnaire des réseaux de distribution. La gestion des réseaux de distribution est une activité régulée, à laquelle un monopole est octroyé pour une période donnée. Un cadre réglementaire, composé de lois, décrets, arrêtés et décisions des régulateurs, encadre l'activité d'ORES Assets. Ainsi, les tarifs facturés par notre intercommunale pour l'utilisation de son réseau ou pour diverses prestations réalisées à la demande des clients utilisateurs du réseau doivent être préalablement approuvés par le régulateur et l'application de ces tarifs est contrôlée a posteriori par celui-ci. Les principes et modalités de détermination et de

contrôle des tarifs sont prévus dans le cadre réglementaire. Celui-ci précise ainsi notamment les coûts pouvant être répercutés dans les tarifs et leur classification ; il instaure un système de type « Cost plus », détermine la rémunération des capitaux investis octroyée aux associés du GRD, fixe les taux d'amortissement, définit les soldes réglementaires et leur affectation, etc.

Depuis la libéralisation complète des marchés de l'énergie, c'est la rémunération équitable qui rémunère le capital investi dans les réseaux de distribution (REMCI = Rémunération Equitable Moyenne des Capitaux Investis). Celle-ci est établie en multipliant la valeur de l'actif régulé du gestionnaire des réseaux (« Regulated Asset Base » ou RAB) par les pourcentages de rendement déterminés par le régulateur dans sa méthodologie tarifaire.

La méthodologie tarifaire adoptée par la CWaPE (ci-après « la méthodologie tarifaire CWaPE ») constitue le principal texte du cadre réglementaire tarifaire.

MARGE ÉQUITABLE

Dans le cadre cette méthodologie tarifaire CWaPE, une distinction a été faite entre :

- la marge équitable primaire qui est fixée chaque année en appliquant le pourcentage de rendement « primaire » sur la valeur moyenne de l'actif régulé « primaire » ;
- la marge équitable secondaire qui est fixée chaque année en appliquant le pourcentage de rendement « secondaire » sur la valeur moyenne de l'actif régulé « secondaire ». (cf. ci-dessous)

La marge équitable totale est la somme de la marge équitable primaire et de la marge équitable secondaire.

Pour chaque année de la période régulatoire transitoire, le gestionnaire des réseaux de distribution calcule également la valeur de la marge équitable selon les règles et paramètres repris aux articles 3 à 8 de l'Arrêté Royal du 2 septembre 2008 (ci-après « la marge équitable AR 2008 »), à savoir la méthodologie de détermination de la REMCI applicable de 2008 à 2014.

La marge équitable retenue pour la détermination des tarifs est la valeur maximale entre d'une part, la somme des marges équitables primaire et secondaire et d'autre part, la « marge équitable AR 2008 ».

ACTIF RÉGULÉ : PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Dans le cadre la méthodologie tarifaire CWaPE, une distinction a été faite entre :

- les actifs régulés acquis avant le 1^{er} janvier 2014, qui sont repris dans l'actif régulé « primaire » ;
- les actifs régulés acquis après le 1^{er} janvier 2014, qui sont repris dans l'actif régulé « secondaire ».

En outre, la CWaPE a autorisé les GRD à reprendre dans l'actif régulé secondaire les logiciels informatiques.

Au contraire de la méthodologie tarifaire au cours de la période 2009-2012 (prolongée par la CREG jusque fin 2014), la RAB prise en compte pour le calcul de la rémunération des capitaux investis ne tient plus compte du besoin en fonds de roulement net.

POURCENTAGE DE RENDEMENT : PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Le pourcentage de rendement « primaire » est appliqué à la valeur moyenne de la valeur de l'actif régulé primaire.

Le pourcentage de rendement « secondaire » est appliqué à la valeur moyenne de la valeur de l'actif régulé secondaire.

La formule applicable pour le calcul du pourcentage de rendement primaire et secondaire se présente comme suit :

- si $S = 33\%$ ou $S < 33\%$, le pourcentage de rendement est:

$$(a) 33\% \times (1 + \alpha) \times (\text{intérêt OLO } n + (R_p \times 'b\grave{e}ta'));$$

- si $S > 33\%$, le pourcentage de rendement est la somme de:

$$(a) 33\% \times (1 + \alpha) \times (\text{intérêt OLO } n + (R_p \times 'b\grave{e}ta'))$$

$$\text{et (b) } (S - 33\%) \times (\text{intérêt OLO } n + 70 \text{ bp})$$

avec: **S**taux primaire = rapport entre la valeur moyenne des fonds propres de l'année 2013 et la valeur moyenne de l'actif régulé de l'année 2013, plafonné à 100%;

Staux secondaire = rapport entre la valeur moyenne des fonds propres de l'année concernée et la valeur moyenne de l'actif régulé primaire + secondaire de l'année concernée, plafonné à 100%;

Alpha = le facteur d'illiquidité dont la valeur est fixée à 0,2 pour la période régulatoire 2015-2016;

OLO n = taux de rendement moyen réel sur les obligations linéaires de l'État belge à 10 ans:

- émises au cours de l'année concernée pour déterminer le taux de rendement secondaire
- émises au cours de l'exercice 2013 pour déterminer le taux de rendement primaire

Rp = prime de risque de marché = 3,50%;

Bêta = 0,65 pour l'électricité et 0,85 pour le gaz (tant que les gestionnaires du réseau de distribution ne sont pas cotés en Bourse);

Pour les fonds propres jusqu'au taux de référence (**a**):

Le taux de rémunération défini par le régulateur pour l'année « n » est égal à la somme du taux sans risque (taux moyen des obligations linéaires belges à 10 ans) et de la prime de risque pondérée par le facteur bêta. En outre, un facteur d'illiquidité de 1,2 est appliqué à la rémunération des fonds propres. À noter que le régulateur recommande un ratio dit de solvabilité (fonds propres moyens / actif régulé moyen) égal à 33% ; ce ratio est appliqué sur la valeur moyenne de l'actif régulé d'ORES Assets pour déterminer les fonds propres de référence de celle-ci.

Pour les fonds propres au-delà du taux de référence (**b**):

Si les fonds propres dépassent les fonds propres de référence, à savoir 33% de l'actif régulé, le surplus est rémunéré à un taux réduit calculé sur base de la formule (OLO n + 70 points de base).

Pour la période régulatoire 2015 2016, une majoration de 100 points de base est ajoutée à la valeur du pourcentage de rendement secondaire.



COÛTS

En ce qui concerne les coûts, il y a lieu de distinguer les coûts non-contrôlables des coûts contrôlables.

Les coûts non-contrôlables sont ceux sur lesquels ORES Assets n'exerce pas de contrôle direct ; ils font partie intégrante des coûts pris en compte pour l'élaboration des tarifs.

Les coûts contrôlables sont ceux sur lesquels ORES Assets exerce un contrôle direct.

Les soldes relatifs aux coûts non-contrôlables mais également les écarts imputables à la différence entre les volumes de transit réels et prévisionnels constituent soit une créance (actif régulateur ou déficit constaté), soit une dette (passif régulateur ou excédent constaté) à l'égard des clients et sont transférés aux comptes de régularisation du bilan d'ORES Assets.

La différence annuelle entre les coûts contrôlables réels et les coûts contrôlables estimés fait partie du résultat comptable d'ORES Assets. Elle est intégralement restituée aux associés si les coûts contrôlables réels sont inférieurs aux coûts contrôlables estimés (bonus) ; elle est intégralement à charge de ceux-ci dans le cas inverse (malus).

TARIFS

Les tarifs sont fixés sur la base de valeurs prévisionnelles de l'ensemble des coûts. La CWaPE a approuvé le 5 février 2015 les propositions tarifaires adaptées déposées par ORES Assets pour la période 2015-2016. Elles sont entrées en vigueur le 1^{er} mars de la même année.

Les tarifs ont été revus :

- le 26 février 2015 (nouvelles surcharges du gestionnaire du réseau de transport – ci-après GRT) avec entrée en vigueur le 1^{er} mars 2015,
- le 21 mai 2015 (soumission à l'impôt des sociétés) avec entrée en vigueur le 1^{er} juin 2015,
- le 14 janvier 2016 (nouveaux tarifs GRT) avec entrée en vigueur le 1^{er} février 2016.

La CWaPE a approuvé le 15 décembre 2016 les propositions tarifaires déposées par ORES Assets pour l'exercice 2017 (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017). Les tarifs ont été revus le 13 février 2017 (nouvelles surcharges du GRT et refacturation des coûts de transport) avec entrée en vigueur le 1^{er} mars 2017.

SOLDES RÉGULATEIRES

En ce qui concerne l'affectation des soldes régulateires de 2008 à 2013, la CWaPE a autorisé que 10% du cumul de ces soldes (par secteur et par énergie) soient répercutés sous forme d'acompte dans les tarifs 2015 et 2016 afin d'initier l'apurement du solde régulateur cumulé. La CWaPE souhaite apurer intégralement le solde régulateur cumulé 2008-2014 résiduel sur la période régulateur qui suivra la période régulateur transitoire.

Il faut noter que la CWaPE a autorisé que 20% du cumul des soldes portant sur la période 2008-2014 soient répercutés sous forme d'acomptes dans les tarifs 2017 et 2018.

SECTEUR COMMUN

Comme évoqué lors de la constitution d'ORES Assets et comme cela a été prévu dans ses statuts, un neuvième secteur dit « commun » a été mis en place en 2014. Destiné à héberger l'ensemble des développements partagés précédemment par les 8 GRD mixtes, il regroupe les actifs de ces GRD fusionnés détenus en copropriété.

COMMENTAIRES DES ÉVÈNEMENTS DE L'EXERCICE 2016

- En janvier, ORES a lancé son programme « Optimum ». Ce programme, mis en place dans le contexte de la préparation d'une nouvelle méthodologie tarifaire pour la période 2019-2023, vise à améliorer les performances et à créer de la valeur au sein de l'entreprise dans le cadre de la réalisation de ses grands projets stratégiques dans les années à venir (notamment relatifs à Atrias, ainsi qu'aux réseaux et comptage intelligents).



- Au 1^{er} janvier 2016, l'apport en nature d'une partie la commune de Frasnes-lez-Anvaing est effectif, de même que la scission partielle ORES Assets/Fourons, la commune de Fourons étant transférée à Inter-Energa/Infrac.
- En février, soit six mois après le début de notre opération de promotion du gaz naturel, l'ensemble des gestionnaires des réseaux de distribution, Fluxys (le gestionnaire du réseau de transport) et l'ARGB (l'Association Royale des Gaziers Belges) s'associent pour une campagne marketing nationale.
- Fin 2016, ORES a décidé de participer au mécanisme dit du « tax shelter », via le financement d'une œuvre audiovisuelle.
- Tout comme cela a été le cas en 2015, une recapitalisation a été réalisée par les associés à la fin de l'exercice.
- Le 31 décembre 2016, Engie/Electrabel est sortie du capital d'ORES Assets par la cession de ses participations aux intercommunales pures de financement associées. Engie/Electrabel n'a pas participé à la recapitalisation de 2016, mais a droit au dividende 2016 complet relatif à sa participation, celle-ci ayant été détenue durant l'ensemble de l'exercice.
- Le protocole d'accord de 2011 relatif au réseau de distribution d'électricité sur le territoire de la Ville de Liège, ainsi que sa convention d'exécution, prévoyaient notamment qu'à partir du 1^{er} janvier 2017, l'exploitation de ce réseau, réalisée jusqu'à cette date par ORES, serait reprise par RESA. Dans ce cadre, une part d'ORES avait été cédée par ORES Assets à RESA et devait lui être rétrocédée le 31 décembre 2016. Il est apparu toutefois qu'il ne serait pas possible pour RESA de reprendre certaines données informatiques au 1^{er} janvier 2017 (essentiellement des bases de données clients). À cette date, à l'exception de ces bases de données, la gestion opérationnelle et journalière sur le territoire du centre-ville de Liège a effectivement été reprise par RESA. La rétrocession de la part d'ORES par RESA à ORES Assets a été reportée à la date de reprise complète de ces bases de données informatiques.

B. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

(montants en k€)

| ÉVOLUTION DES RÉSULTATS | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|--------------------|--------------------|
| Ventes et prestations | 1.085.503,72 | 1.091.379,92 |
| Coût des ventes et prestations | - 888.276,80 | - 890.256,52 |
| Bénéfice d'exploitation | 197.226,92 | 201.123,40 |
| Produits financiers | 113,94 | 1.079,32 |
| Charges financières | - 65.878,60 | - 66.864,71 |
| Bénéfice de l'exercice avant impôts | 131.462,26 | 135.338,01 |
| Impôts sur le résultat | - 37.941,73 | - 49.209,20 |
| Transfert aux réserves immunisées | -744,00 | 0,00 |
| Bénéfice de l'exercice à affecter | 92.776,53 | 86.128,82 |
| Dotations aux réserves disponibles | - 11.372,12 | - 15.012,77 |
| Prélèvement sur réserves disponibles | 2.843,03 | 0,00 |
| BÉNÉFICE À DISTRIBUER | 84.247,44 | 71.116,05 |

| BÉNÉFICES À DISTRIBUER PAR ACTIVITÉ | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|-------------------------------------|------------------|------------------|
| Gestion des réseaux électricité | 55.735,54 | 44.683,26 |
| Gestion des réseaux gaz | 28.101,68 | 25.912,45 |
| Autres activités | 410,22 | 520,34 |
| TOTAL | 84.247,44 | 71.116,05 |

| BÉNÉFICES À DISTRIBUER PAR SECTEUR | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|------------------|------------------|
| ORES Namur | 13.463,43 | 10.658,94 |
| ORES Hainaut Electricité | 18.965,63 | 15.007,07 |
| ORES Hainaut Gaz | 17.458,23 | 16.092,75 |
| ORES Est | 3.199,17 | 2.625,73 |
| ORES Luxembourg | 10.585,88 | 9.506,22 |
| ORES Verviers (y compris Fourons en 2015) | 3.976,89 | 3.454,00 |
| ORES Brabant wallon | 13.008,26 | 10.756,36 |
| ORES Mouscron | 2.086,50 | 1.909,77 |
| ORES Commun | 1.503,45 | 1.105,20 |
| TOTAL | 84.247,44 | 71.116,05 |

1. RÉSULTATS ANALYTIQUES

a) Remarque générale concernant les résultats des activités « Gestion des réseaux » pour l'exercice 2016

Le nombre de codes EAN (European Article Numbering = point de fourniture) relevant de la responsabilité directe d'ORES Assets en 2016 s'élève à 1.303.190 en électricité (+ 0,9% par rapport à 2015) et 467.240 en gaz naturel (+1,5% par rapport à 2015).

La REMCI de l'ensemble des secteurs d'ORES Assets s'élève, en 2016, à :

- Électricité : 56.638 k€ c/ 55.747 k€ en 2015, soit + 1,6%
- Gaz : 29.014 k€ c/ 28.183 k€ en 2015, soit + 3%

Rappelons que la REMCI est influencée par les paramètres suivants :

- Taux OLO 10 ans moyen de l'exercice
- La RAB moyenne de l'exercice
- Les fonds propres moyens de l'exercice.

Pour rappel, pour déterminer le taux de rendement 'primaire', suivant la méthodologie de la CWaPE 2015-2016, c'est le taux OLO 10 ans moyen de l'exercice 2013 qui doit être utilisé, soit 2,43%.

Tous secteurs confondus, les écarts sur coûts contrôlables 2016 (bonus (+) / malus (-)) sont les suivants :

- Électricité : + 5.381 k€
- Gaz : + 2.077 k€

Des passifs réglementaires ont été comptabilisés en 2016 pour 48.850,7 k€. Ils s'élèvent à :

- Électricité : 14.610 k€
- Gaz : 34.240 k€

En 2015, ce sont des actifs réglementaires qui avaient dû être comptabilisés pour 46.363 k€.

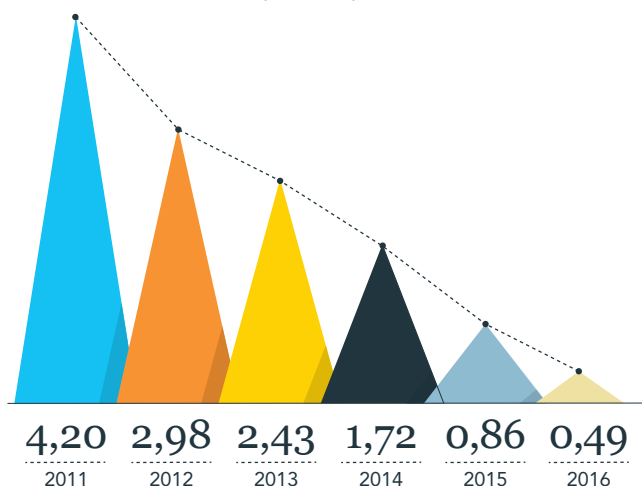
Les actifs et les passifs réglementaires enregistrés respectivement en 2015 et 2016 peuvent être, en partie, expliqués par l'impôt des sociétés (ci-après ISOC). L'ISOC des exercices 2015 et 2016 a dû être récupéré du 1^{er} juin 2015 au 31 décembre 2016.

Comme en 2015, un acompte de 10% sur les actifs/passifs réglementaires de la période 2008 à 2013 a été récupéré en 2016 auprès du marché (en électricité, récupération de 3.629 k€ et en gaz naturel, récupération de 3.114 k€).

Le cumul des actifs et passifs réglementaires tous secteurs confondus des exercices 2008 à 2016 s'élève à 81.489 k€ et se décompose comme suit :

- Électricité : 59.916 k€
- Gaz : 21.573 k€.

TAUX OLO 10 ANS MOYEN (EN %)



b) Résultat Électricité (tous secteurs confondus)

Vu sous l'angle analytique, le résultat de l'activité « Gestion réseaux » (61.407 k€ c/ 55.655 k€) est constitué :

De produits (850.324 k€ c/ 863.657 k€) tels que :

- Les redevances de transit : elles s'élèvent à 868.563 k€ en 2016 contre 828.449 k€ en 2015 et comprennent la RTNR (redevance transit non relevée) ;
- Les actifs/passifs réglementaires :
 - en 2016 : - 14.610 k€ (PR)
 - en 2015 : 38.889 k€ (AR) (Fourons compris)
- L'acompte de 10% récupéré (-) / restitué (+) :
 - en 2016 : - 3.629 k€
 - en 2015 : - 3.682 k€ (Fourons compris)

De frais d'exploitation (788.306 k€ c/ 808.002 k€) en baisse de 19.696 k€ par rapport à l'exercice 2015. Ils sont constitués de coûts contrôlables qui s'élèvent à 150.207 k€ en 2016, en diminution de 6.720 k€, et de coûts non-contrôlables d'un montant de 638.098 k€, en baisse de 12.976 k€.

Les coûts contrôlables comprennent notamment les coûts de distribution et de gestion du réseau, les frais d'entretien des infrastructures et les coûts de l'activité de mesure et de comptage.

Pour ce qui concerne les coûts non-contrôlables, ils comprennent notamment :

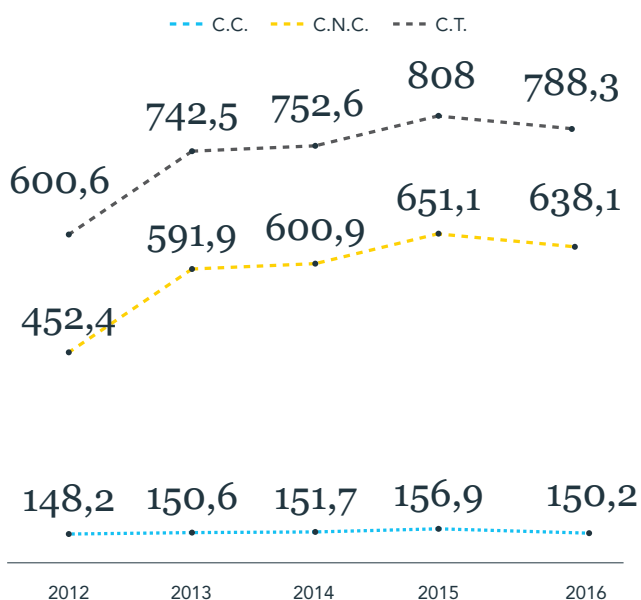
- Les amortissements et désaffectations en ce compris l'amortissement de la plus-value, en hausse de 6.092 k€ soit 6,9% (94.556 k€ en 2016)

- L'utilisation des infrastructures d'Elia et de tiers en hausse de 846 k€ (349.330 k€ en 2016)
- Le coût des OSP (obligations de service public) en baisse de 8.143 k€ soit - 16% (42.623 k€ en 2016). Les principales raisons de cette diminution sont la diminution des coûts des compteurs à budget pour la clientèle non-protégée, l'amélioration du rapport V-A (ventes - achats d'énergie) et la diminution du coût de l'entretien d'éclairage public.
- La redevance de voirie électricité en augmentation de 422 k€ (26.537 k€ en 2016)
- Le coût de la compensation des pertes, en baisse en 2016 de 2.969 k€, soit - 8% (effet prix) (33.851 k€ en 2016)
- Les charges de pension non capitalisées en baisse de 2.860 k€, soit -13% (18.658 k€ en 2016)
- Les impôts en baisse de 9.347 k€ (31.176 k€ en 2016), suite à la régularisation relative à l'exercice 2015. Pour rappel, ORES Assets est assujettie depuis le 1^{er} janvier 2015 à l'impôt des sociétés.
- Le résultat financier (hors pension et OSP) en hausse de 692 k€ (40.369 k€ en 2016).

Le résultat de l'activité « autres » s'élève à 354 k€ contre 456 k€ en 2015.

Le résultat total 2016 s'élève à 61.761 k€ contre 56.111 k€ en 2015, soit une augmentation de 5.650 k€ (+ 10%).

ÉVOLUTION DES COÛTS ÉLECTRICITÉ (EN M€)



Dans le cadre de l'affectation des résultats, une dotation aux réserves disponibles a été réalisée pour un montant de 7.562 k€ et ce dans le respect de la politique de distribution de dividendes mise en place. Étant donné qu'Electrabel a cédé ses participations le 31 décembre 2016 aux intercommunales pures associées, un prélèvement du montant de sa quote-part sur ces réserves a été opéré, soit 1.891 k€. En 2015, la dotation aux réserves disponibles s'était élevée à 10.972 k€.

Les dividendes 2016 revenant aux associés s'élèvent à :

- Secteur public : 42.470 k€ c/ 35.970 k€ en 2015
- Electrabel : 13.619 k€ c/ 9.168 k€ en 2015

c) Résultat Gaz (tous secteurs confondus)

Vu sous l'angle analytique, le résultat de l'activité « Gestion réseaux » (30.959 k€ c/ 29.954 k€) est constitué :

De produits (179.910 k€ c/ 176.720 k€), tels que :

- Les redevances de transit : elles s'élèvent à 217.265 k€ en 2016 contre 171.954 k€ en 2015 et comprennent la RTNR (redevance transit non relevée). Il faut signaler que 2016 a été une année plus froide, avec une augmentation de 10,3% du nombre de degrés-jours par rapport à 2015. Comparativement à une année dite normale (moyenne sur 30 ans, de 1986 à 2015), les degrés-jours de l'année 2016 n'augmentent toutefois que de 1,3%.
- Les actifs / passifs réglementaires :
 - en 2016 : - 34.241 k€ (PR)
 - en 2015 : 7.880 k€ (AR)
- L'acompte de 10% récupéré (-) / restitué (+) :
 - en 2016 : - 3.114 k€
 - en 2015 : - 3.114 k€

De frais d'exploitation (148.818 k€ c/ 146.766 k€) en hausse de 2.052 k€, soit + 1,4% par rapport à l'exercice 2015. Ils sont constitués de coûts contrôlables qui s'élèvent à 41.175 k€, en hausse de 2.550 k€ (+ 6,6%), et de coûts non-contrôlables d'un montant de 107.643 k€ en diminution de 498 k€, soit - 0,5%.

Les coûts contrôlables comprennent notamment les coûts de distribution et de gestion du réseau, les frais d'entretien de l'infrastructure et les coûts de l'activité de mesure et de comptage.

En ce qui concerne les coûts non-contrôlables, ils comprennent notamment:

- Les amortissements et désaffectations, en ce compris l'amortissement de la plus-value, en hausse de 2.927 k€, soit 7,7% (41.050 k€ en 2016)
- Le coût des OSP en baisse de 4.857 k€, soit - 22% (17.289 k€ en 2016). La diminution est principalement due à l'amélioration du V-A (ventes - achats d'énergie)
- La redevance de voirie gaz en hausse de 934 k€ (16.719 k€ en 2016)
- Les impôts en baisse de 2.037 k€ suite à la régularisation relative à l'exercice 2015 (6.776 k€ en 2016) ; pour rappel, ORES Assets est assujettie depuis le 1^{er} janvier 2015 à l'impôt des sociétés.
- Les résultats financiers (hors pension et OSP) en diminution de 408 k€, soit -1,8% (22.013 k€ en 2016)
- Les charges de pension non capitalisées en baisse de 672 k€, soit - 12,3% (4.753 k€ en 2016).

Le résultat de l'activité « autres » s'élève à 57 k€ contre 65 k€ en 2015.

Le résultat total 2016 s'élève à 31.016 k€ contre 30.018 k€ en 2015, soit une hausse de 998 k€.

Dans le cadre de l'affectation des résultats, une dotation aux réserves disponibles a été réalisée pour un montant de 3.810 k€ et ce dans le respect de la politique de distribution de dividendes mise en place en ORES Assets. Étant donné qu'Engie/Electrabel a cédé ses participations le 31 décembre 2016 aux intercommunales pures associées, un prélèvement du montant de sa quote-part sur ces réserves a été opéré, soit 953 k€. En 2015, la dotation aux réserves disponibles s'était élevée à 4.041 k€.

Les dividendes 2016 revenant aux associés s'élèvent à :

- Secteur public : 21.063 k€ c/ 20.274 k€ en 2015
- Electrabel: 7.096 k€ c/ 5.703 k€ en 2015.

ÉVOLUTION DES COÛTS GAZ (EN M€)



2. ÉVOLUTIONS BILANTAIRES

Le total bilantaire d'ORES Assets s'élève au 31 décembre 2016 à 3.899.195 k€ contre 3.840.154 k€ au 31 décembre 2015.

a) Actif

Les immobilisations incorporelles, en augmentation de 7.956 k€ (28.582 k€ au 31 décembre 2016), sont constituées de dépenses relatives à des projets informatiques et de frais de développement. Les investissements de l'exercice 2016 concernent principalement le projet « Atrias ».

Les immobilisations corporelles augmentent de 83.577 k€ du fait des investissements de l'exercice (228.712 k€), compensés par les amortissements pratiqués pour 129.261 k€ (en ce compris « l'amortissement » de la plus-value RAB de 20.335 k€) et les mises « hors service » d'installations pour un montant de 8.738 k€. Il faut noter que le transfert de la commune de Fourons a généré une diminution de la valeur comptable des immobilisations corporelles de 7.135 k€ et que la reprise des réseaux d'une partie de la commune de Frasnes-lez-Anvaing a généré quant à elle une hausse de 7.426 k€ (compris dans les investissements de l'exercice).

En ce qui concerne la différence entre la RAB initiale et la valeur comptable des immobilisations corporelles, nous renvoyons le lecteur aux commentaires figurant dans les règles d'évaluation.

En ce qui concerne les immobilisations financières, signalons qu'ORES Assets détient les participations suivantes :

- 2.452 parts d'ORES sclr
- 7 parts de Laborelec
- 2.400 parts d'Igretec

Les stocks et commandes en cours d'exécution d'un montant de 9.310 k€ sont composés des travaux en cours pour compte des particuliers et des communes.

Les créances commerciales s'élèvent à 145.121 k€, en diminution de 8.911 k€ par rapport au 31 décembre 2015. Ces créances commerciales se composent notamment des créances vis-à-vis des fournisseurs d'énergie dans le cadre de la facturation des redevances de transit, ainsi que des créances sur la clientèle protégée et sous « fournisseur X ». Le montant des créances impayées diminue de 9.431 k€ (179.975 k€ au 31 décembre 2016) alors que le montant des réductions de valeur actées diminue quant à lui de 520 k€ (34.854 k€ au 31 décembre 2016).

En 2016, des montants importants de créances impayées ont été passés en irrécouvrable (10.716 k€); les réductions de valeur constituées pour couvrir ces créances douteuses ont été utilisées.

La rubrique « autres créances » qui s'élève au 31 décembre 2016 à 12.246 k€ comprend notamment les créances relatives aux dégâts aux réseaux occasionnés par des tiers (2.336 k€), la TVA à récupérer (2.085 k€), ainsi que l'impôt des sociétés à récupérer (7.085 k€).

Les comptes de régularisation d'actif d'un montant de 243.258 k€ au 31 décembre 2016 comprennent notamment le solde des capitaux pensions restant à prendre en charge pour un montant de 57.364 k€, la redevance de voirie gaz de 16.719 k€, les actifs réglementaires pour 135.415 k€, ainsi que la RTNR (redevance transit non relevée) pour 27.470 k€.

b) Passif

Les fonds propres au 31 décembre 2016 s'élèvent à 1.692.741 k€, en hausse de 11.215 k€ par rapport au 31 décembre 2015.

Le capital s'élève au 31 décembre 2016 à 795.979 k€ et est réparti en :

- Parts A : 438.991 k€
- Parts R : 356.988 k€

Le capital a augmenté de 2.809 k€ suite à la recapitalisation de 11.059 k€ survenue fin 2016 pour financer les investissements de l'exercice. Une partie de cette augmentation de capital (8.986 k€) a été financée par les associés publics via la conversion de parts R en parts A.

Signalons également le transfert de la commune de Fourons au 1^{er} janvier 2016 vers Inter-Energa/Infrac avec un impact à la baisse sur le capital (- 505 k€), ainsi que la reprise, au 1^{er} janvier 2016, des réseaux électriques de la commune de Frasnes-lez-Anvaing gérés jusque-là par Gaselwest avec un impact à la hausse sur le capital pour 1.240 k€ (apport en nature ayant fait l'objet d'une augmentation de capital).

Il faut noter aussi qu'en date du 31 décembre 2016, Engie / Electrabel a cédé ses participations aux intercommunales pures de financement associées en ORES Assets.

Dès lors, au 31 décembre 2016, la structure de l'actionariat se présente comme suit :

| Structure de l'actionariat au 31/12/2016 ORES ASSETS | Parts A ORES ASSET | | Parts R ORES ASSET | |
|--|--------------------|--------------|--------------------|--------------|
| | Nombre | % | Nombre | % |
| Parts détenues par les communes | 417.543 | 0,86 % | 149.610 | 4,19 % |
| Parts détenues par IGRETEC | 4 | 0,00 % | - | - |
| Parts détenues par IDEFIN | 7.238.973 | 15,00 % | 605.351 | 16,96 % |
| Parts détenues par IPFH | 21.110.383 | 43,73 % | 2.025.377 | 56,74 % |
| Parts détenues par FINEST | 2.268.811 | 4,70 % | - | - |
| Parts détenues par SOFILUX | 5.532.961 | 11,46 % | 514.050 | 14,40 % |
| Parts détenues par FINIMO | 2.866.683 | 5,94 % | 2.221 | 0,06 % |
| Parts détenues par SEDIFIN | 7.494.678 | 15,53 % | 228.687 | 6,41 % |
| Parts détenues par IEG | 1.341.137 | 2,78 % | 44.583 | 1,25 % |
| Total | 48.271.173 | 100 % | 3.569.879 | 100 % |

Les parts A donnent droit au vote et au dividende, les parts R ne donnent droit qu'au dividende.

La réévaluation des immobilisations corporelles s'élevant à 562.796 k€ représente la différence initiale entre la RAB et la valeur comptable de ces mêmes immobilisations. Cette rubrique est en diminution de 20.908 k€ suite à l'amortissement de la plus-value pratiqué au taux de 2% l'an (20.334 k€) et au transfert de la commune de Fourons (-574 k€).

Les réserves augmentent de 29.315 k€ suite :

- Au transfert en réserves indisponibles de l'amortissement de la plus-value de réévaluation pour un montant de 20.334 k€ (à partir de la rubrique « Plus-value de réévaluation »)
- Au transfert de la commune de Fourons vers Inter-Energa/Infrac : pour un montant de 251 k€ (impact à la baisse) au niveau des

réserves indisponibles et pour un montant de 41 k€ au niveau des réserves disponibles

- À la dotation, dans le cadre de l'affectation des résultats, aux réserves disponibles pour un montant de 11.372 k€
- Au prélèvement sur les réserves disponibles constituées en 2016 et qui concerne la quote-part d'Engie / Electrabel : - 2.843 k€
- Au transfert aux réserves immunisées pour 744 k€ relatif au tax shelter.

Les provisions pour risques et charges passent de 18.003 k€ à 17.105 k€ en 2016 soit une baisse de 898 k€. Elles sont constituées de provisions environnementales pour 6.353 k€ et de provisions pour litiges pour 10.752 k€. Parmi ces dernières provisions pour litiges, les provisions pour déplacements d'installations représentent 5.584 k€ et la provision pour couverture des risques applicatifs associés à la transition vers de nouveaux systèmes informatiques nécessaires aux processus de marchés et à leurs évolutions pour 5.169 k€.

Les dettes à plus d'un an de 1.713.726 k€ sont en diminution de 21.922 k€. Elles représentent notamment les emprunts contractés auprès d'établissements de crédit (899.763 k€), ainsi que les fonds mis à disposition d'ORES Assets par ORES scrl (810.750 k€).

Les dettes à plus d'un an échéant dans l'année sont constituées par le capital des emprunts bancaires (159.631 k€) à rembourser en 2017. Les dettes financières à court terme qui s'élèvent à 50.000 k€ au 31 décembre 2016 représentent des fonds à court terme mis à disposition d'ORES Assets par ORES scrl.

Les fournisseurs divers ainsi que les factures à recevoir constituent l'essentiel des dettes commerciales (107.480 k€ au 31 décembre 2016) : redevance Elia, frais de gestion d'ORES scrl, achats d'énergie pour les pertes et les OSP, etc

Les acomptes reçus sur commande (24.235 k€) comprennent les facturations intermédiaires adressées à la clientèle protégée et sous « fournisseur X » (OSP), ainsi que les acomptes des clients pour travaux à effectuer.

Le précompte mobilier à verser sur les dividendes (acompte) (5.260 k€) constitue l'essentiel des dettes fiscales.

La rubrique autres dettes (72.761 k€) comprend principalement le solde des dividendes bruts de l'exercice 2016 à payer aux associés après l'Assemblée générale ordinaire de juin 2017 (36.373 k€), ainsi que le solde du compte courant avec ORES scrl (27.641 k€).

Les comptes de régularisation du passif (56.135 k€) sont principalement constitués des soldes réglementaires (53.926 k€).



3. REMARQUES COMPLÉMENTAIRES

a) Description des mesures prises face aux risques et incertitudes auxquels ORES est confrontée.

Les paragraphes qui suivent décrivent les mesures prises pour remédier aux risques et incertitudes connus auxquels le groupe économique ORES est confronté. Certains risques non identifiés dans cette liste pourraient exister ou, alors qu'ils paraissent limités aujourd'hui, gagner en importance dans le futur. Il faut noter aussi que les risques ne sont pas présentés ci-après par ordre d'importance.

RISQUES ET INCERTITUDES JURIDIQUES ET RÉGULATOIRES

Un cadre juridique et réglementaire définit les activités d'ORES. Tout changement apporté par le législateur ou le régulateur peut impacter l'entreprise à des degrés divers. La CWaPE est le régulateur compétent pour l'activité de distribution d'électricité et de gaz sur le territoire des communes associées d'ORES. Une méthodologie tarifaire transitoire et des tarifs ont été approuvés par le régulateur pour les exercices 2015, 2016 et 2017. Ils s'inscrivent dans la continuité du cadre applicable aux gestionnaires de réseau de distribution (GRD) depuis 2009. ORES doit veiller à son efficacité opérationnelle et à la maîtrise de ses coûts afin de respecter les enveloppes budgétaires approuvées par le régulateur et ce, en tenant compte des nouveaux besoins en ressources liés à l'indispensable adaptation de ses réseaux à la transition énergétique.

La CWaPE a prévu de modifier la méthodologie tarifaire applicable pour la prochaine période réglementaire qui devrait porter sur les exercices 2019-2023. La période transitoire serait prolongée en 2018. ORES participe à la démarche, notamment en vue de permettre l'adaptation de la méthode tarifaire aux contraintes et à la structure de coûts des GRD, et afin d'assurer la pérennité de ses activités dans une perspective de long terme. Bien que la modification de la méthodologie tarifaire puisse avoir un impact sur la rentabilité d'ORES, l'obligation pour le régulateur de tenir compte des principes des directives européennes du « troisième paquet énergie » ainsi que ceux du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité limite ce risque.

Par ailleurs, des mesures prises par les autorités régionales wallonnes peuvent impacter ORES. Ainsi, la Déclaration de politique régionale adoptée par le Gouvernement wallon au début de chaque législature – dont un chapitre est consacré à l'énergie – fixe les grandes lignes de la politique énergétique, notamment en matière d'efficacité énergétique. Autre exemple : l'étude demandée par le Ministre de l'Énergie sur l'harmonisation tarifaire. ORES adopte une attitude proactive face aux modifications qui en découlent, tout comme pour l'ensemble des autres adaptations légales et réglementaires pouvant avoir des effets sur son activité. Cela s'inscrit dans sa volonté d'agir comme facilitateur de marchés et de se positionner comme le partenaire légitime et reconnu, l'interlocuteur privilégié des autorités en matière de politique énergétique.

RISQUES LIÉS À LA GOUVERNANCE ET À L'ACTIONNARIAT

Un ensemble détaillé de règles et de procédures internes relatives à la gouvernance d'entreprise a été mis en place afin d'assurer le bon fonctionnement des organes de l'entreprise, notamment en matière de gestion et d'audit. Pour le 1^{er} juillet 2017, l'intercommunale ORES Assets scrl aura finalisé la mise en conformité de ses règles internes de fonctionnement par rapport au Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Les Comités de secteur seront ainsi supprimés à cette date. Par ailleurs, le groupe se dotera d'une gouvernance commune, les administrateurs des deux sociétés devenant identiques et agissant dans le cadre de règles de fonctionnement et d'organisation quasi similaires, les différences – aussi minimes soient-elles – se justifiant par l'application de normes légales différentes. Ces administrateurs ne seront plus rémunérés que pour leur mandat au sein d'une seule des deux sociétés.

RISQUES OPÉRATIONNELS

RISQUES LIÉS À LA DÉGRADATION DES RÉSEAUX

ORES gère ses réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel avec un objectif : garantir leur fiabilité et la continuité de l'alimentation des clients en énergie. Cependant, des phénomènes naturels – tempêtes, inondations, chutes de neige combinées à du gel brutal, etc. – ainsi que des dégradations causées par tiers – accidents de la route, terrassements hasardeux, vandalisme – peuvent entraîner des incidents et des dommages sur ces réseaux. Ces événements sont soit couverts par les assurances des tiers, soit par les assurances d'ORES. Dans certaines hypothèses, ORES est son propre assureur.

RISQUES LIÉS AU PROGRÈS DES TECHNOLOGIES ET À L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ

L'évolution rapide du nombre d'installations de production décentralisée d'électricité tout comme le développement de nouvelles technologies contribuent à modifier l'environnement dans lequel ORES évolue. Les rôles de différents acteurs du marché sont moins délimités et de nouveaux rôles apparaissent. Le stockage d'électricité, la flexibilité, le recours aux fibres télécom, la conduite à distance des réseaux et des appareils électriques se développent ; de nouveaux matériaux et technologies apparaissent pour l'éclairage public ; les clients participent plus activement à la gestion de leur énergie, en étant parfois consommateurs et parfois producteurs. ORES est très attentive à ces évolutions et souhaite réaffirmer le rôle de facilitateur qui lui est reconnu en tant que GRD depuis le début de la libéralisation des marchés. Dans ce contexte, ORES examine, à l'intérieur du cadre réglementaire wallon, les éventuelles opportunités d'activités nouvelles liées à ses métiers de base. Elle participe aussi aux études visant à définir les interactions entre les opérateurs du marché, les rôles de chacun et les responsabilités qui y sont associées, dans le but de consolider ses propres activités.

De même, le caractère intermittent et aléatoire des productions électriques décentralisées fait apparaître des incertitudes quant aux spécificités auxquelles devront répondre les réseaux de distribution de demain. Pour appréhender ces incertitudes, ORES mène différents projets axés notamment sur la conduite des réseaux et l'intégration de « plus d'intelligence » dans les infrastructures de distribution et le comptage (informatique, télécommunications).

RISQUES LIÉS AUX SYSTÈMES D'INFORMATION

De manière générale, l'altération ou la perte de bases de données, une défaillance des systèmes ou applications informatiques, la propagation de virus, le piratage ou encore une défaillance du réseau de télécommunications peuvent entraver la bonne marche de l'entreprise et le service à la clientèle. ORES prend les mesures nécessaires pour protéger ses systèmes, ses applications et ses données, ainsi que leur communication, et éviter toute intrusion dans la gestion de ses activités. L'entreprise veille à d'être en capacité de réagir de manière adéquate en cas d'intrusion ou de risque de sécurité sur ses systèmes d'information.

RISQUES LIÉS À LA QUALITÉ DES DONNÉES ET À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

La maîtrise des données et le respect de la protection des données à caractère personnel sont des enjeux essentiels pour satisfaire aux obligations réglementaires et assurer un contrôle interne performant. Il s'agit aussi de garantir que les processus de gestion des données sont sous contrôle. Des projets et programmes sont en cours depuis 2013 afin de renforcer ces aspects et également tenir compte du nouveau règlement européen en matière de protection des données à caractère personnel.

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX, DE SANTÉ PUBLIQUE ET CONTRAINTES URBANISTIQUES

Les activités d'ORES, ainsi que ses actifs, sont soumis aux réglementations européennes, nationales et régionales relatives aux matières environnementales et urbanistiques traitant notamment de la pollution des sols, des équipements de sécurité des installations électriques, de l'information, de la coordination et l'organisation des chantiers ou encore de la gestion des déchets. Ces dispositions sont souvent complexes et sujettes à changements – résultant potentiellement en un cadre plus strict. Leur respect peut donc imposer d'importants coûts additionnels pour ORES, voire induire le report de projets en cours. Des provisions sont constituées pour faire face aux surcoûts éventuels.

RISQUES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET BIEN-ÊTRE

Quelle que soit leur activité dans l'entreprise, ORES considère qu'il est crucial que les membres de son personnel aient en permanence à l'esprit les impératifs de prévention et le respect des prescriptions de santé et de sécurité, afin de limiter les risques d'accident et d'incident sur leur lieu de travail. Dans ce cadre, l'entreprise met en œuvre un plan d'action global (à 5 ans), un plan d'action annuel, ainsi qu'un programme pluriannuel de sensibilisation (intitulé « Vigilance partagée »).

RISQUE LIÉ À LA STRATÉGIE D'ORES

La stratégie d'ORES peut être remise en question par certains facteurs externes pouvant amener l'entreprise à s'adapter. Parmi ces facteurs, citons un changement de régulation ou de législation, un modèle de marché inadapté, un manque de ressources disponibles – financières, logistiques, humaines ou autres –, etc. Sur le plan interne, les risques potentiels sont liés au respect des calendriers ou plus largement, à la gestion globale des projets.

RISQUE LIÉ AUX RESSOURCES HUMAINES

Pour faire face aux nombreux défis auxquels elle est confrontée, ORES doit attirer des profils qualifiés répondant à ses besoins futurs. Elle doit aussi être en mesure de garder ces talents au sein de l'entreprise. Pour ce faire, l'entreprise met en place un programme de changement culturel favorisant la créativité, l'interaction, ainsi que le management de confiance et de proximité.

RISQUE DE LITIGES JURIDIQUES

Le risque de litiges juridiques est inhérent aux activités d'ORES. Des provisions adéquates ont été ou seront constituées pour couvrir ce risque.

RISQUES FINANCIERS

RISQUES DE CRÉDIT

Un programme de billets de trésorerie a été instauré début 2011 par ORES scrl avec garantie d'ORES Assets scrl. De 2012 à fin 2016, un fonds de garantie a été apporté par ORES Assets scrl en faveur d'ORES scrl. Il permet de garantir le financement qu'ORES scrl est chargée de trouver pour financer les activités du groupe.

Les montants récoltés via les emprunts obligataires en 2012, 2014 et 2015, l'émission de placements privés ainsi que la souscription à des emprunts bancaires en 2016 permettent de couvrir les besoins de financement de l'entreprise. Deux lignes de crédit court terme ont été souscrites par ORES scrl pour un montant global de 100 M€ et sont disponibles jusque fin 2017. ORES poursuit une politique de financement faisant appel à des sources diversifiées sur le marché des capitaux.

RISQUES DE TAUX D'INTÉRÊT

Toute modification des taux d'intérêt a un impact sur la hauteur des charges financières. Pour réduire ce risque au minimum, ORES applique une politique de financement et de gestion de la dette qui vise à atteindre un équilibre optimal entre taux d'intérêt fixes et variables. En outre, des instruments financiers de couverture sont utilisés pour se prémunir des incertitudes. La politique de financement tient également compte de la maturité de la dette.

En vue de maîtriser le risque de taux, ORES utilise des instruments financiers dérivés tels que des swaps (taux court terme vers taux long terme) et des CAP de taux d'intérêt. La gestion de la dette et les données du marché sont suivies attentivement. Aucun instrument dérivé n'est utilisé à des fins de spéculation.

RISQUE FISCAL

ORES Assets scrl et ORES scrl sont toutes deux soumises à l'impôt des sociétés. Les évolutions de la réglementation fiscale et son interprétation par l'administration peuvent impacter le groupe. Toutefois, la méthodologie tarifaire prévoit que toute charge fiscale est actuellement intégrée dans les tarifs; l'impact de ces évolutions et de leurs interprétations est donc limité pour le groupe ORES.

RISQUES DE PATRIMOINE ET DE LIQUIDITÉ

Dans le cadre de la gestion de ces risques, ORES a la possibilité de demander une garantie bancaire aux contreparties pour la facturation des redevances d'utilisation des réseaux. L'entreprise renforce aussi les actions spécifiques de recouvrement des créances relatives aux travaux réalisés dans le cadre de la gestion des réseaux, via l'attribution de marchés publics à des sociétés de recouvrement.

ORES dispose d'une capacité de financement court terme par l'intermédiaire de son programme de billets de trésorerie et des lignes de crédit évoquées ci-avant ; on peut considérer que le risque de liquidité est quasi-nul. La gestion de la trésorerie permet de limiter les risques de marché, de structure de patrimoine et de liquidité. Les organes de gestion ont mis en place une politique prudente de placements, se basant sur la diversification ainsi que le recours à des produits au risque (de crédit et de taux) limité. ORES est attentive à la problématique des taux négatifs dans la gestion de sa trésorerie. Enfin, il faut noter que la méthodologie tarifaire prévoit que tous les coûts liés à la politique de financement sont couverts par l'enveloppe réglementaire.

RISQUES MACRO-ÉCONOMIQUES ET CONJONCTURELS

La situation économique actuelle pourrait avoir des répercussions sur la demande d'électricité et de gaz naturel ou encore sur les conditions de financement d'ORES, voire sur le résultat à distribuer aux associés. Ces risques et leurs effets ne sont normalement pas supportés par le Groupe. La méthodologie tarifaire prévoit en effet leur prise en compte dans le cadre de l'approbation des soldes réglementaires et leur imputation, en principe, dans les tarifs de la période réglementaire suivante.

RISQUES LIÉS À L'IMAGE ET À LA RÉPUTATION

De manière générale, certaines circonstances, événements ou des prestations de moindre qualité fournies par ORES peuvent avoir une influence négative sur son image. L'entreprise est attentive à la qualité des services prestés ; elle met notamment en place des projets relatifs à l'amélioration de la qualité des données ou de celle des services offerts aux clients. Elle veille aussi à éviter la propagation d'idées reçues, notamment via une communication adaptée et multicanaux sur ses métiers et ses activités, sur la maîtrise des coûts de la distribution ou encore sur la composition de la facture énergétique du client.

b. Données sur les événements importants survenus après la clôture de l'exercice

« néant »

c. Indications sur les circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société

« néant »

d. Indications relatives aux activités en matière de recherche et de développement

« néant »

e. Indications relatives à l'existence de succursales de la société

« néant »

f. Le bilan ne fait apparaître aucune perte reportée ou le compte de résultats ne fait pas apparaître pendant deux exercices successifs une perte de l'exercice

g. Toutes les informations qui doivent y être insérées en vertu du présent code

« néant »

h. L'utilisation des instruments financiers par la société.

ORES Assets dispose d'un compte courant auprès de la société exploitante en cas de besoin de fonds.

ORES Assets a conclu ses emprunts bancaires auprès de grands organismes financiers belges dans le respect des procédures de marché public de services.

ORES scrl a, en 2016, contracté un nouvel emprunt bancaire pour 50 M€.

ORES devra poursuivre à l'avenir une politique de financement faisant appel à des sources diversifiées sur le marché des capitaux.

Une modification des taux d'intérêt a un impact sur la hauteur des charges financières. Pour réduire ce risque au minimum, ORES scrl et ORES Assets appliquent une politique de financement qui cherche à atteindre un équilibre optimal entre taux d'intérêt fixes et variables. En outre, des instruments financiers de couverture sont utilisés pour couvrir les évolutions incertaines. La politique de financement tient compte de la différence de durée de vie des emprunts et de la durée de vie des actifs. Ces trois points (taux d'intérêt, durée des emprunts et utilisation des produits dérivés de couverture) ont fait l'objet de décisions dans les organes compétents d'ORES Assets / des 8 GRD mixtes avant la fusion et d'ORES scrl qui ont permis de fixer une politique financière nécessaire à la gestion active de la dette. Cette politique financière a été adaptée aux circonstances de marché en 2016.

En vue de maîtriser le risque de taux, ORES scrl et ORES Assets utilisent des instruments financiers dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt (taux court terme vers taux long terme), ainsi que des CAP de taux d'intérêt. La gestion de la dette et les données du marché sont suivies attentivement. Aucun instrument dérivé n'est utilisé à des fins de spéculation.



ÉTHIQUE ET GOUVERNANCE

REMARQUE LIMINAIRE

En termes de gouvernance et de structures, notre intercommunale s'est engagée dans un processus de rationalisation.

La première étape a été franchie en décembre 2013. Les huit intercommunales mixtes wallonnes ont alors fusionné pour constituer ORES Assets, une intercommunale unique regroupant à ce moment 197 communes wallonnes ainsi que la commune flamande des Fourons (Voeren). Avec cette opération de simplification de structures, ce sont sept intercommunales et plus de 200 mandats d'administrateur qui ont été supprimés, ce qui s'est traduit aussi par une diminution des rémunérations liées à ces mandats de quelque 250.000 €/an.

L'objectif poursuivi dans le cadre de ce processus est lié aux nombreux défis rencontrés par le secteur de la distribution : transition énergétique, développement des productions renouvelables raccordées au réseau de distribution, numérisation des activités, amélioration du service client, renforcement de l'efficacité opérationnelle, nécessité de meilleure lisibilité du groupe sur les marchés des capitaux... Mais préserver le lien fort et la proximité qui existent avec les pouvoirs locaux était une priorité. La création de cette intercommunale unique – la plus grande intercommunale d'énergie du pays – s'est accompagnée de la mise en place de huit Comités de secteur, dotés

de compétences décisionnelles importantes et comptant au total 90 mandats d'administrateur.

Le lien entre l'intercommunale, son Conseil d'administration et les Comités de secteur d'une part et la société exploitante, ORES scrl, d'autre part est assuré par l'Administrateur délégué d'ORES scrl, le Secrétariat des instances de la société et par les Directeurs régionaux d'ORES. Ceux-ci sont par nature les correspondants privilégiés des autorités communales pour les questions de dimension locale. La mise en place des Comités de secteur a permis un échange structuré et constant entre d'une part les Directeurs régionaux et leurs services d'exploitation, et d'autre part les représentants des autorités communales, dans une volonté commune de gestion efficace de la distribution au service de l'intérêt public. Car outre les grands défis stratégiques du secteur rappelés ci-avant, la distribution d'électricité et de gaz naturel demeure aussi une activité de service public de proximité : raccordement au réseau des ménages et des entreprises, aménagement de lotissements et de zonings, entretien et développement des réseaux ou encore gestion de l'éclairage public communal. L'ensemble de ces politiques se traduit dans des programmes d'investissement et d'adaptation, approuvés et validés au sein des Comités de secteur.

Comité de rémunération

Instauré par le décret wallon du 19/07/2006, le Comité de rémunération a pour mission d'assister le Conseil d'administration dans toutes les matières relatives à la rémunération des administrateurs et des membres des Comités. Il est composé

de cinq administrateurs, dont le Président, qui interviennent ici à titre gratuit. Le Comité de rémunération d'ORES Assets s'est réuni le 23 mars 2016. Tous les membres du Comité étaient présents lors de cette réunion.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est l'organe de décision de la société, sauf pour les matières réservées à l'Assemblée générale par la loi, le décret ou les statuts. Son objectif premier est d'assurer le succès à long terme de la société dans le respect, d'une part, des intérêts de toutes les tierces parties prenantes essentielles à la réalisation de cet objectif, à savoir les actionnaires, le personnel, les clients, les fournisseurs et les autres créanciers, et, d'autre part, des obligations de service public qu'elle assume.

Dans cette optique, le Conseil d'administration identifie les défis stratégiques et les risques auxquels la société est confrontée, définit les valeurs de la société, sa stratégie, le niveau de risques qu'elle accepte de prendre et ses politiques clés, et contrôle la marche des affaires.

En 2016, le Conseil d'administration d'ORES Assets comptait 30 mandats et il s'est réuni à 11 reprises.

NIVEAU DE RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS EN 2016

Les rémunérations versées pour les mandats du Conseil d'administration s'établissent comme suit :

| Fonction | Montant de la rémunération | Fréquence de paiement de la rémunération |
|--|---|---|
| Président du Conseil d'administration | 21.500 € brut annuel + jeton de présence de 538 € | Semestrielle (rémunération* + jeton de présence + frais km**) |
| Vice-Président du Conseil d'administration | 10.500 € brut annuel + jeton de présence de 538 € | Semestrielle (rémunération* + jeton de présence + frais km**) |
| Membre du Conseil d'administration n'exerçant pas de fonction spécifique | 5.400 € brut annuel + jeton de présence à 538 € | Semestrielle (rémunération* + jeton de présence + frais km**) |

(*) pondérée en fonction du taux de présence – soumise à clause d'assiduité.

(**) 0,35 €/km

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION POUR LE PROCHAIN EXERCICE

Il faut noter qu'à compter du 1^{er} juillet 2017, l'intercommunale ORES Assets et sa filiale ORES scrl se doteront d'un Conseil d'administration « miroir ». En conséquence, les mêmes personnes composeront les deux Conseils ; elles seront rémunérées pour un seul de ces deux mandats (en l'occurrence, en ORES scrl) en fonction de leur présence effective aux réunions et conformément aux limites de rémunération prescrites par le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD), l'autre mandat (exercé en ORES Assets) s'exerçant à titre gratuit.

APERÇU DES ÉMOLUMENTS INDIVIDUELS DES ADMINISTRATEURS D'ORES ASSETS EN 2016

| Nom | Prénom | Fonction | Présences effectives aux réunions | Nombre de réunions | Présence (en %) | Montant total brut perçu (en €) |
|----------------------------|-------------|----------------|-----------------------------------|--------------------|-----------------|---------------------------------|
| BARBEAUX | Cécile | Administrateur | 10 | 11 | 91% | 11.137 |
| BORREMANS | Jean-Luc | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 11.534 |
| BOUVIEZ | Pol | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 11.880 |
| BULTOT | Claude | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 12.020 |
| CAFFONETTE | Yves | Administrateur | 10 | 11 | 91% | 11.259 |
| CAPPE | Robert | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 11.566 |
| DE GHORAIN | Benoît | Administrateur | 10 | 11 | 91% | 11.234 |
| DE RIEMAECKER ¹ | Olivier | Administrateur | 9 | 11 | 82% | 10.242 |
| DEBIEVE | Jean-Claude | Administrateur | 9 | 11 | 82% | 10.729 |
| DEHU | Maurice | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 11.573 |
| DEMORTIER | Nathalie | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 11.380 |
| DENIS | Jean-Pierre | Administrateur | 10 | 11 | 91% | 11.367 |
| DESQUESNES ² | François | Vice-Président | 6 | 11 | 55% | 10.578 |
| DEVILERS | Cyprien | Président | 11 | 11 | 100% | 27.833 |
| EVARD | Philippe | Administrateur | 10 | 11 | 91% | 10.791 |
| GAHOUCI | Latifa | Administrateur | 5 | 11 | 45% | 5.008 |
| GILLIS | Alain | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 11.472 |
| GOISSE | Nicole | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 11.623 |
| JANSSENS ³ | Alain | Administrateur | 7 | 10 | 70% | 8.626 |
| LANGENDRIES | Benoît | Administrateur | 10 | 11 | 91% | 11.113 |
| LASSEAUX | Stéphane | Administrateur | 10 | 11 | 91% | 11.263 |
| MEURENS | Jean-Claude | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 12.172 |
| PALERMO | Vincent | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 12.173 |
| SCHUSTER | Guy | Administrateur | 10 | 11 | 91% | 11.904 |
| SIEUX | Marc | Administrateur | 10 | 11 | 91% | 11.761 |
| STAQUET | Danièle | Vice-Président | 10 | 11 | 91% | 16.276 |
| STOFFELS | Heribert | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 12.622 |
| THIRY | Michel | Administrateur | 6 | 11 | 55% | 7.688 |
| VAN HOUT | Florence | Administrateur | 11 | 11 | 100% | 11.880 |
| WOLFF | Claudy | Administrateur | 10 | 11 | 91% | 11.949 |

1. Représentant effectif d'Engie/Electrabel. Le 31 décembre 2016, Engie/Electrabel a cédé les 25% de participation qu'elle détenait encore dans le capital d'ORES Assets aux Pouvoirs publics associés, par le biais des intercommunales pures de financement. Les administrateurs désignés sur proposition d'Engie/Electrabel sont salariés de cette société et les montants afférents à la rémunération de leur mandat ont été versés directement à leur employeur.

2. Mandat vacant depuis le 25 février 2017

3. Représentant effectif d'Engie/Electrabel. Le 31 décembre 2016, Engie/Electrabel a cédé les 25% de participation qu'elle détenait encore dans le capital d'ORES Assets aux Pouvoirs publics associés, par le biais des intercommunales pures de financement. Les administrateurs désignés sur proposition d'Engie/Electrabel sont salariés de cette société et les montants afférents à la rémunération de leur mandat ont été versés directement à leur employeur.

Remarque : en annexe de ce chapitre figure le rapport reprenant les rémunérations globales versées aux mandataires d'ORES Assets scrl, établi par le Comité de rémunération et approuvé par le Conseil d'administration d'ORES Assets le 22 mars 2017, conformément au prescrit de l'article 19.6 des statuts de l'intercommunale.

Comités de secteur

En 2016, ORES Assets comptait huit Comités de secteur (ORES Brabant wallon, ORES Est, ORES Hainaut Électricité, ORES Hainaut Gaz, ORES Luxembourg, ORES Mouscron, ORES Namur et ORES Verviers), composés de mandataires communaux proposés par les associés publics en vertu de l'article 21 des statuts de l'entreprise. Le nombre total de membres total de ces huit comités représentait 90 mandats.

RESPONSABILITÉS ET ANCRAGE LOCAL

En séance du 31 janvier 2017, le Conseil d'administration d'ORES Assets a approuvé les bases d'une réforme comprenant la suppression des Comités de secteur au 1^{er} juillet 2017. Ces Comités de secteur, mis en place en 2013, ont été une étape essentielle dans le processus de rationalisation des structures et de la gouvernance d'ORES Assets. Ils présentaient des caractéristiques fortes qui ont justifié leur création et qu'il convient de rappeler.

- a) Ils détenaient des responsabilités décisionnelles dans des matières essentielles au fonctionnement et aux activités mêmes de l'entreprise. Par exemple, la compétence de présenter au régulateur les propositions tarifaires et donc le tarif qui sera effectivement payé par les citoyens ou encore la compétence d'approuver les plans pluriannuels d'adaptation et d'investissement.
- b) Les membres des Comités de secteur avaient le statut de mandataire de la société ; ils engageaient donc leur responsabilité par rapport aux décisions prises.
- c) Les rémunérations octroyées aux mandataires étaient directement liées à leur présence effective aux réunions. Pour l'essentiel, la rémunération était constituée d'un jeton de présence qui, comme son nom l'indique, n'était attribué que si le mandataire était présent à la réunion. Pour le Président et les Vice-Présidents de chaque Comité de secteur, des montants fixes étaient en vigueur, mais une clause d'assiduité s'appliquait au montant fixe octroyé ; celui-ci était adapté en fonction du taux de participation de l'intéressé(e) aux réunions du Comité de secteur (voir composition ci-après).
- d) Vu les compétences décisionnelles des Comités de secteur, ceux-ci devaient se réunir régulièrement afin d'approuver les grands dossiers sur lesquels ils exerçaient une compétence. En moyenne, et sauf situations exceptionnelles, une dizaine de réunions par an étaient organisées.
- e) La composition et le fonctionnement de ces comités ont toujours été parfaitement transparents. Les informations y relatives sont disponibles sur le site internet d'ORES Assets.



COMPOSITION DES COMITÉS DE SECTEUR

ORES BRABANT WALLON

Gérard COURONNE (Président) - André GYRE (Vice-Président) - Jean-Marc ZOCASTELLO (Vice-Président)
Daniel BURNOTTE - Nathalie DEMORTIER - Pascal DISPA - Christian FAYT - Alain GILLIS - René HAGNOUL
Valéry KALUT - Laurent MASSON - Vincent SCOURNEAU

Secrétaire : Stéphanie RAUSS

ORES HAINAUT ÉLECTRICITÉ

Jean-Luc BORREMANS (Président) - Maxime SEMPO (Vice-Président) - Jean-Pierre LEPINE (Vice-Président)
Véronique DAMEE - Benoît DE GHORAIN - François DEVILLERS - Guy FLAMENT - Nathalie MAGHE
Bruno ROSSI - Danièle STAQUET - Sylvain UYSTPRUYST - Bernard VAN DYCK - Michaël VAN HOOLAND
Jean-Philippe VANDAMME - Pierre VECHE

Observateurs : Olivier BONTEMS - Katherine CHEVALIER - Caroline DECAMPS - Tim KAIRET

Secrétaire : Alain GOUTIÈRE **Secrétaire IPFH :** Raphaël DURANT

ORES HAINAUT GAZ

Pol BOUVIEZ (Président) - Léon CASAERT (Vice-Président) - Fabienne DEVILERS (Vice-Président) - Marc BOITTE
Karine COSYNS - Frédéric DE BON - Jean-Pierre DELPLANQUE - Léon-Henri DOEM - Laurent DOUCY
Jean GODIN - Philippe HEMBISE - Dominique JADOT - Olivier MATHIEU - Daniel PREAUX - Marc VERSLYPE

Observateurs : Olivier BONTEMS - Katherine CHEVALIER - Caroline DECAMPS - Luc PARMENTIER

Secrétaire : Alain GOUTIÈRE **Secrétaire IPFH :** Raphaël DURANT

ORES EST

Heribert STOFFELS (Président) - Otto AUDENAERD (Vice-Président) - Christoph HEEREN (Vice-Président)
Arthur GENTEN - Joseph MARAITE - Norbert MERTEZ - Jean OHN - Thierry WIMMER

Observateurs : Laurent CRASSON - Erwin FRANZEN - Ersel KAYNAK - Christian KRINGS

Secrétaire : Stéphanie RAUSS

ORES LUXEMBOURG

Guy SCHUSTER (Président) - Roger KIRSCH (Vice-Président) - Christoph MOUZON (Vice-Président) - André BALON
Olivier BARTHELEMY - Marcelle CHARLIER-GUILLAUME - Jean-François COLLIN - Jean-Marc DEVILLET
Olivier DULON - Claude PAUL - Charles RACOT - Dominique ROISEUX

Observateurs : Jean-François GERKENS - Michel THIRY **Secrétaire :** Alain GOUTIÈRE

ORES MOUSCRON

Marc SIEUX (Président) - Marianne DELPORTE (Vice-Présidente) - Marc D'HAENE - Michel FRANCEUS
Christian LECLERCQ - Éric MAHIEU - Philippe VERZELE - Ruddy VYNCKE

Observateurs : Philippe ANNECOUR - Guy BRUTSAERT - Marc CASTEL **Secrétaire :** Stéphanie RAUSS

ORES NAMUR

Stéphane LASSEAUX (Président) - Claude BULTOT (Vice-Président) - André CHABOTAUX (Vice-Président)
Olivier ANSELME - Tanguy AUSPERT - Cécile BARBEAUX - Robert CAPPE - Roger DEWART - Julien GRANDJEAN
Jean-Claude NIHOUL - Valère TOUSSAINT - Christophe TUMERELLE

Observateur : Renaud DEGUELDRE **Secrétaire :** Stéphanie RAUSS

ORES VERVIERS

Marie-Christine PIRONNET (Présidente) - Hasan AYDIN (Vice-Président) - Didier D'OULTREMONT (Vice-Président)
Jean-Pol DELLICOUR - André GOFFIN - Éric MESTREZ - Bernard PIRON - Jean-Pierre VAN DE WAUWER

Observateurs : Philippe KRIESCHER - Gérard LAVAL - Michel LEGROS - Jean-Claude MEURENS

Secrétaire : Alain GOUTIÈRE

NIVEAU DE RÉMUNÉRATION SELON LA FONCTION OCCUPÉE

Les principes de rémunération des mandats au sein des Comités de secteurs ont été arrêtés et consignés dans l'acte constitutif du 31 décembre 2013 – publié aux annexes du Moniteur belge du 10 janvier 2014 sous le numéro de publication 14012014 – et modalisée par l'Assemblée générale de juin 2014.

| Fonction | Montant de la rémunération | Fréquence de paiement de la rémunération |
|---|----------------------------|---|
| Président de Comité de secteur | 15.000 € brut annuel | Semestrielle (rémunération* + frais km**) |
| Vice-Président de Comité de secteur | 7.500 € brut annuel | Semestrielle (rémunération* + frais km**) |
| Membre de Comité de secteur n'exerçant pas de fonction spécifique | Jeton de présence de 160 € | Semestrielle (jeton de présence + frais km**) |

(*) pondérée en fonction du taux de présence – soumise à une clause d'assiduité

(**) 0,35 €/km

La rémunération des mandats des Comités de secteur est donc directement liée à la participation aux réunions. En cas de non-participation aux réunions, les membres ne percevaient pas de jeton de présence.

Les indemnités brutes annuelles (Président et Vice-Président) sont quant à elles pondérées en fonction du taux de participation aux séances – selon la délibération de l'Assemblée générale du 26 juin 2014.

- La rétribution annuelle était attribuée à concurrence de 100% si le mandataire précité était présent à 80% des séances des organes de gestion.
- La rémunération était réduite de 10% si le mandataire

était présent à moins de 80% des réunions des organes de gestion.

- Si la présence aux réunions des organes de gestion s'avérait inférieure à 70% ou 50%, la retenue se montait alors à 30% ou 60% respectivement.

En séance du 25 janvier 2017, le Comité de rémunération d'ORES Assets a par ailleurs recommandé à l'Assemblée générale de mettre les rémunérations de mandats exercés au sein des Comités de secteur en conformité avec le prescrit du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation tel que modifié par l'article 39 du décret-programme du 21 décembre 2016 et ce, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017.

Suite à cette recommandation, les rémunérations ont été établies comme suit :

| Fonction | Montant de la rémunération | Fréquence de paiement de la rémunération |
|---|----------------------------|--|
| Président de Comité de secteur | Jeton de présence de 300 € | Semestrielle (jeton de présence + frais km*) |
| Vice-Président de Comité de secteur | Jeton de présence de 250 € | Semestrielle (jeton de présence + frais km*) |
| Membre de Comité de secteur n'exerçant pas de fonction spécifique | Jeton de présence de 150 € | Semestrielle (jeton de présence + frais km*) |

(*) 0,35 €/km

Remarque : en annexe de ce chapitre figure le rapport reprenant les rémunérations globales établi par le Comité de rémunération et approuvé par le Conseil d'administration d'ORES Assets le 22 mars 2017, conformément au prescrit de l'article 19.6 des statuts de l'intercommunale.

APERÇU DES ÉMOLUMENTS INDIVIDUELS DES MEMBRES DES COMITÉS DE SECTEUR PERÇUS EN 2016

ORES HAINAUT GAZ

| Nom | Prénom | Montant total brut perçu (en €) |
|---------------------|-------------|---------------------------------|
| BOITTE | Marc | 679 |
| BOUVIEZ | Pol | 15.123 |
| CASAERT | Léon | 6.838 |
| COSYNS | Karine | 732 |
| DE BON | Frédéric | 752 |
| DELPLANQUE | Jean-Pierre | 0 |
| DEVILERS | Fabienne | 3.022 |
| DOEM | Léon-Henri | 1.086 |
| DOUCY | Laurent | 965 |
| DURANT ⁴ | Raphaël | 8.750 |
| GODIN | Jean | 821 |
| HEMBISE | Philippe | 895 |
| JADOT | Dominique | 1.375 |
| MATHIEU | Olivier | 1.252 |
| PREAUX | Daniel | 975 |
| VERSLYPE | Marc | 344 |

ORES HAINAUT ÉLECTRICITÉ

| Nom | Prénom | Montant total brut perçu (en €) |
|---------------------|---------------|---------------------------------|
| BORREMANS | Jean-Luc | 15.162 |
| DAMEE | Véronique | 189 |
| DE GHORAIN | Benoît | 341 |
| DEVILLERS | François | 524 |
| DURANT ⁴ | Raphaël | 6.250 |
| FLAMENT | Guy | 1.203 |
| LEPINE | Jean-Pierre | 7.627 |
| MAGHE | Nathalie | 524 |
| ROSSI | Bruno | 0 |
| SEMPO | Maxime | 7.613 |
| STAQUET | Danièle | 975 |
| UYSTPRUYST | Sylvain | 204 |
| VAN DYCK | Bernard | 1.099 |
| VAN HOOLAND | Michaël | 994 |
| VANDAMME | Jean-Philippe | 1.065,00 |
| VECHE | Pierre | 1.482,60 |

ORES BRABANT WALLON

| Nom | Prénom | Montant total brut perçu (en €) |
|------------|-----------|---------------------------------|
| BURNOTTE | Daniel | 713 |
| COURONNE | Gérard | 15.147 |
| DEMORTIER | Nathalie | 1.162 |
| DISPA | Pascal | 853 |
| FAYT | Christian | 758 |
| GILLIS | Alain | 640 |
| GYRE | André | 7.588 |
| HAGNOUL | René | 1.272 |
| KALUT | Valéry | 1.247 |
| MASSON | Laurent | 870 |
| SCOURNEAU | Vincent | 0 |
| ZOCASTELLO | Jean-Marc | 6.911 |

ORES EST

| Nom | Prénom | Montant total brut perçu (en €) |
|----------------------|-----------|---------------------------------|
| AUDENAERD | Otto | 6.452 |
| CRASSON ⁵ | Laurent | 1.078 |
| FRANZEN ⁵ | Erwin | 1.103 |
| GENTEN | Arthur | 1.127 |
| HEEREN | Christoph | 6.506 |
| KAYNAK ⁵ | Ersel | 1.282 |
| KRINGS ⁵ | Christian | 1.191 |
| MARAITE | Joseph | 850 |
| MERTES | Norbert | 1.170 |
| OHN | Jean | 853 |
| STOFFELS | Heribert | 13.034 |
| WIMMER | Thierry | 519,9 |

ORES LUXEMBOURG

| Nom | Prénom | Montant total brut perçu (en €) |
|--------------------|---------------|---------------------------------|
| BALON | André | 1.375 |
| BARTHELEMY | Olivier | 1.282 |
| CHARLIER-GUILLAUME | Marcelle | 589 |
| COLLIN | Jean-François | 480 |
| DEVILLET | Jean-Marc | 1.124 |
| DULON | Olivier | 905 |
| KIRSCH | Roger | 7.769 |
| MOUZON | Christoph | 7.521 |
| PAUL | Claude | 1.198 |
| RACOT | Charles | 749 |
| ROISEUX | Dominique | 832 |
| SCHUSTER | Guy | 15.218 |

ORES NAMUR

| Nom | Prénom | Montant total brut perçu (en €) |
|-----------|-------------|---------------------------------|
| ANSELME | Olivier | 640 |
| AUSPERT | Tanguy | 1.169 |
| BARBEAUX | Cécile | 699 |
| BULTOT | Claude | 7.745 |
| CAPPE | Robert | 1.031 |
| CHABOTAUX | André | 7.790 |
| DEWART | Roger | 1.044 |
| GRANDJEAN | Julien | 1.275 |
| LASSEAUX | Stéphane | 15.155,40 |
| NIHOUL | Jean-Claude | 1.218,00 |
| TOUSSAINT | Valère | 1.218,00 |
| TUMERELLE | Christophe | 1.316,00 |

ORES MOUSCRON

| Nom | Prénom | Montant total brut perçu (en €) |
|----------|-----------|---------------------------------|
| DELPORTE | Marianne | 7.534 |
| D'HAENE | Marc | 1.036 |
| FRANCEUS | Michel | 800 |
| LECLERCQ | Christian | 1.006 |
| MAHIEU | Eric | 1.010 |
| SIEUX | Marc | 15.012 |
| VERZELE | Philippe | 1.149 |
| VYNCKE | Ruddy | 0 |

ORES VERVIERS

| Nom | Prénom | Montant total brut perçu (en €) |
|---------------|-----------------|---------------------------------|
| AYDIN | Hasan | 7.505 |
| DELLICOUR | Jean-Pol | 994 |
| D'OULTREMONT | Didier | 7.563 |
| GOFFIN | André | 1.218 |
| MESTREZ | Eric | 981 |
| PIRON | Bernard | 493 |
| PIRONNET | Marie-Christine | 15.039 |
| VAN DE WAUWER | Jean-Pierre | 1.130 |

4 En 2016, Raphaël Durant a occupé la fonction de Secrétaire de l'Intercommunale pure de Financement du Hainaut et a été rémunéré comme tel.

5 Au sein du Comité de secteur Est, Laurent CRASSON, Erwin FRANZEN, Ersel KAYNAK et Christian KRINGS ont occupé en 2016 la fonction d'Observateur et ont perçu une rémunération pour cette mission. Il est à noter que leurs émoluments ont été soustraits des rémunérations prévues en 2016 pour le Président et les Vice-Présidents de ce même Comité de secteur.

Perspectives

Le 31 janvier 2017, les Conseils d'administration d'ORES Assets et d'ORES scrl ont pris des décisions relatives à la poursuite de la rationalisation des structures et de la gouvernance du groupe, en approuvant les principes suivants.

1. La suppression des Comités de secteur au 30 juin 2017.
2. Suite à cette suppression, la création de structures de concertation destinées à consolider l'ancrage local de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la politique tarifaire, les investissements et les dividendes.
3. La mise en place de Conseils d'administration « miroir » dans les deux sociétés ORES Assets et ORES scrl. Cela signifie que les mêmes personnes composeront les deux Conseils ; elles seront rémunérées pour un seul de ces deux mandats en fonction de leur présence effective aux réunions et conformément aux limites de rémunération prescrites par le CDLD, l'autre mandat s'exerçant à titre gratuit.

Cette réforme sera proposée à l'Assemblée générale de 22 juin 2017, afin d'entrer en vigueur dès le 1^{er} juillet de la même année. Elle sera bien évidemment mise en œuvre dans le respect des lois et décrets applicables et, le cas échéant, adaptée en fonction d'évolutions du prescrit légal.



**Rapport du Comité de rémunération d'ORES Assets
relatif aux rémunérations versées aux mandataires de l'intercommunale en 2016.**

Remarque préalable :

Le présent rapport est établi par le Comité de rémunération et proposé à l'approbation du Conseil d'administration d'ORES Assets conformément au prescrit de l'article 19.6 des statuts de l'intercommunale.

Les montants repris ci-après sont les montants bruts indexés annuels versés aux mandataires d'ORES Assets pour l'exercice de leur mandat en 2016 en application des rémunérations arrêtées et consignées dans l'acte constitutif d'ORES Assets du 31 décembre 2013 - et publié aux annexes du Moniteur belge du 10 janvier 2014 sous le numéro 14012014.

Il est à noter que les indemnités brutes annuelles des Président et vice-président sont modalisées au prorata de leur présence aux réunions - Cette clause d'assiduité - extraite des délibérations de l'Assemblée générale d'ORES Assets du 26 juin 2014 est reprise en annexe du présent Rapport.

Les Comités de secteurs sont au nombre de 8. Les montants repris ci-après sont des totaux par fonction au sein de l'organe concerné étant entendu que ces 8 comités sont, ensemble, composés de 90 mandataires.

Il importe de préciser que dans le cadre de la poursuite de la réforme d'ORES Assets, les mandats afférents aux Comités de secteur seront :


- à dater du 1^{er} janvier 2017, rémunérés selon le prescrit du Décret du 21 décembre 2016
- à dater du 1^{er} juillet 2017, non rémunérés voire supprimés.


Rémunérations brutes indexées payées en 2016 (€)


| | |
|---|------------|
| indemnités du Président du Conseil d'administration | 27.418,00 |
| indemnités (total) versés aux Présidents des Comités de secteur (8) | 117.862,86 |
| indemnités des Vice-présidents du Conseil d'administration (2) | 26.458,00 |
| indemnités (total) versés aux Vice-présidents des Comités de secteur (15) | 104.362,84 |
| les jetons de présence (total) des administrateurs (27) | 284.584,00 |
| les jetons de présence total des membres des Comités de secteurs (77) | 56.800,00 |
| les indemnités km des administrateurs | 14.192,15 |
| les indemnités km des membres des Comités de secteur | 8.971,55 |


TOTAL **640.649,40**


Louvain-la-Neuve, le 22 mars 2017


Claude BULTOT


Cyprien DEVILERS


Alain GILLIS


Stéphane LASSEAUX


Danièle STAQUET

COMPTES ANNUELS 2016

BILAN

| | (montants en €) | | | |
|--|-----------------|-------|------------------|--------------------|
| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
| ACTIF | | | | |
| FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | 6.1 | 20 | | |
| ACTIFS IMMOBILISÉS | | 21/28 | 3.488.750.135,08 | 3.397.203.517,75 |
| Immobilisations incorporelles | 6.2 | 21 | 28.581.611,12 | 20.625.204,09 |
| Immobilisations corporelles | 6.3 | 22/27 | 3.459.500.184,66 | 3.375.922.907,87 |
| Terrains et constructions | | 22 | 90.672.570,46 | 85.182.029,62 |
| Installations, machines et outillage | | 23 | 3.339.229.156,62 | 3.257.667.480,04 |
| Mobilier et matériel roulant | | 24 | 28.908.485,65 | 28.770.274,30 |
| Location-financement et droits similaires | | 25 | | |
| Autres immobilisations corporelles | | 26 | 689.971,93 | 4.303.123,91 |
| Immobilisations en cours et acomptes versés | | 27 | | |
| Immobilisations financières | 6.4/6.5.1 | 28 | 668.339,3 | 655.405,79 |
| Entreprises liées | 6.15 | 280/1 | 456.072 | 456.072 |
| Participations | | 280 | 456.072 | 456.072 |
| Créances | | 281 | | |
| Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation | 6.15 | 282/3 | | |
| Participations | | 282 | | |
| Créances | | 283 | | |
| Autres immobilisations financières | | 284/8 | 212.267,3 | 199.333,79 |
| Actions et parts | | 284 | 16.891,92 | 16.891,92 |
| Créances et cautionnements en numéraire | | 285/8 | 195.375,38 | 182.441,87 |
| ACTIFS CIRCULANTS | | 29/58 | 410.444.594,8 | 442.950.715,44 |
| Créances à plus d'un an | | 29 | 509.476,1 | 74.566,03 |
| Créances commerciales | | 290 | | |
| Autres créances | | 291 | 509.476,1 | 74.566,03 |
| Stocks et commandes en cours d'exécution | | 3 | 9.310.222,59 | 7.672.574,74 |
| Stocks | | 30/36 | | |
| Approvisionnements | | 30/31 | | |
| En-cours de fabrication | | 32 | | |
| Produits finis | | 33 | | |
| Marchandises | | 34 | | |
| Immeubles destinés à la vente | | 35 | | |
| Acomptes versés | | 36 | | |
| Commandes en cours d'exécution | | 37 | 9.310.222,59 | 7.672.574,74 |
| Créances à un an au plus | | 40/41 | 157.366.886,31 | 157.381.898,23 |
| Créances commerciales | | 40 | 145.120.630,11 | 154.032.323,59 |
| Autres créances | | 41 | 12.246.256,2 | 3.349.574,64 |
| Placements de trésorerie | 6.5.1/6.6 | 50/53 | - | - |
| Actions propres | | 50 | | |
| Autres placements | | 51/53 | | |
| Valeurs disponibles | | 54/58 | 9,13 | |
| Comptes de régularisation | 5.6 | 490/1 | 243.258.000,67 | 277.821.676,44 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 20/58 | 3.899.194.729,88 | 3.840.154.233,19 |

(montants en €)

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|----------------|--------------|-------------------------|-------------------------|
| PASSIF | | | | |
| CAPITAUX PROPRES | | 10/15 | 1.692.741.349,36 | 1.681.526.156,01 |
| Capital | 6.7 | 10 | 795.978.580,93 | 793.170.006,99 |
| Capital souscrit | | 100 | 795.978.580,93 | 793.170.006,99 |
| Capital non appelé | | 101 | | |
| Primes d'émission | | 11 | | |
| Plus-values de réévaluation | | 12 | 562.796.234,87 | 583.704.646,49 |
| Réserves | | 13 | 333.966.533,56 | 304.651.502,53 |
| Réserve légale | | 130 | 366.819,18 | 366.819,18 |
| Réserves indisponibles | | 131 | 197.406.358,85 | 177.322.839,01 |
| Pour actions propres | | 1310 | | |
| Autres | | 1311 | 197.406.358,85 | 177.322.839,01 |
| Réserves immunisées | | 132 | 744.000,00 | |
| Réserves disponibles | | 133 | 135.449.355,53 | 126.961.844,34 |
| Bénéfice (Perte) reporté(e) | (+)/(-) | 14 | | |
| Subsides en capital | | 15 | | |
| PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | | 16 | 17.104.975,06 | 18.002.727,93 |
| Provisions pour risques et charges | | 160/5 | 17.104.975,06 | 18.002.727,93 |
| Pensions et obligations similaires | | 160 | | |
| Charges fiscales | | 161 | | |
| Grosses réparations et gros entretien | | 162 | | |
| Obligations environnementales | | 163 | 6.352.515,01 | 6.374.213,01 |
| Autres risques et charges | 6.8 | 164/5 | 10.752.460,05 | 11.628.514,92 |
| Impôts différés | | 168 | | |
| DETTES | | 17/49 | 2.189.348.405,46 | 2.140.625.349,25 |
| Dettes à plus d'un an | 6.9 | 17 | 1.713.725.599,29 | 1.735.647.634,87 |
| Dettes financières | | 170/4 | 1.712.569.946,02 | 1.733.947.126,99 |
| Emprunts subordonnés | | 170 | | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | | 171 | | |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | | 172 | | |
| Etablissements de crédit | | 173 | 899.762.803,16 | 999.179.315,72 |
| Autres emprunts | | 174 | 812.807.142,86 | 734.767.811,27 |
| Dettes commerciales | | 175 | | |
| Fournisseurs | | 1750 | | |
| Effets à payer | | 1751 | | |
| Acomptes reçus sur commandes | | 176 | | |
| Autres dettes | | 178/9 | 1.155.653,27 | 1.700.507,88 |
| Dettes à un an au plus | 6.9 | 42/48 | 419.487.930,93 | 356.545.961,30 |
| Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | | 42 | 159.631.063,37 | 109.107.877,88 |
| Dettes financières | | 43 | 50.000.000,00 | 50.000.000,00 |
| Etablissements de crédit | | 430/8 | | |
| Autres emprunts | | 439 | 50.000.000,00 | 50.000.000,00 |
| Dettes commerciales | | 44 | 107.479.956,27 | 104.018.456,98 |
| Fournisseurs | | 440/4 | 107.479.956,27 | 104.018.456,98 |
| Effets à payer | | 441 | | |
| Acomptes reçus sur commandes | | 46 | 24.234.664,58 | 22.423.356,13 |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | 6.9 | 45 | 5.381.146,90 | 8.378.257,21 |
| Impôts | | 450/3 | 5.381.146,90 | 8.378.257,21 |
| Rémunérations et charges sociales | | 454/9 | | |
| Autres dettes | | 47/48 | 72.761.099,81 | 62.618.013,10 |
| Comptes de régularisation | 6.9 | 492/3 | 56.134.875,24 | 48.431.753,08 |
| TOTAL DU PASSIF | | 10/49 | 3.899.194.729,88 | 3.840.154.233,19 |

BILAN PAR SECTEUR

(montants en €)

| ACTIF | Codes | ORES Namur | ORES Hainaut électricité | ORES Hainaut gaz | ORES Est | ORES Luxembourg |
|---|--------------|-----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| ACTIFS IMMOBILISÉS | 21/28 | 551.684.096,05 | 758.008.025,63 | 690.648.865,51 | 169.186.166,66 | 409.802.881,29 |
| Immobilisations incorporelles | 21 | 473.964,20 | 933.098,98 | 856.403,77 | 99.502,88 | 278.582,23 |
| Immobilisations corporelles | 22/27 | 551.149.007,52 | 756.823.730,90 | 689.683.093,74 | 169.047.801,45 | 409.469.366,63 |
| Terrains et constructions | 22 | 9.551.210,45 | 26.108.151,68 | 1.857.081,50 | 3.939.723,48 | 4.840.637,57 |
| Installations techniques et machines | 23 | 538.284.811,52 | 723.114.104,99 | 687.166.089,14 | 164.113.404,12 | 402.092.545,88 |
| Mobilier et matériel roulant et outillage | 24 | 3.312.458,39 | 6.912.029,46 | 659.923,10 | 994.673,85 | 2.536.183,18 |
| Autres immobilisations corporelles | 26 | 527,16 | 689.444,77 | | | |
| Immobilisations financières | 28 | 61.124,33 | 251.195,75 | 109.368,00 | 38.862,33 | 54.932,43 |
| Entreprises liées | | | | | | |
| Participations | 280 | 60.636,00 | 119.226,00 | 109.368,00 | 12.834,00 | 35.526,00 |
| Autres entreprises avec lien de participation | | | | | | |
| Actions et parts | 282 | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | | |
| Actions et parts | 284 | 288,33 | 15.161,94 | | 288,33 | 288,33 |
| Créances et cautionnements en numéraire | 285/8 | 200,00 | 116.807,81 | | 25.740,00 | 19.118,10 |
| ACTIFS CIRCULANTS | 29/58 | 42.486.906,81 | 159.092.917,86 | 88.645.038,61 | 11.498.299,08 | 25.114.706,01 |
| Créances à plus d'un an | 29 | | 442.720,39 | | 3.748,50 | 661,50 |
| Créances commerciales | 290 | | | | | |
| Autres créances | 291 | | 442.720,39 | | 3.748,50 | 661,50 |
| Stocks et commandes en cours d'exécution | 3 | 326.001,40 | 5.830.635,26 | | 521.849,60 | 528.242,79 |
| Commandes en cours d'exécution | 37 | 326.001,40 | 5.830.635,26 | | 521.849,60 | 528.242,79 |
| Créances à un an au plus | 40/41 | 23.743.832,55 | 54.438.049,07 | 23.315.051,79 | 5.226.353,71 | 15.570.290,01 |
| Créances commerciales | 40 | 21.946.365,24 | 50.060.258,90 | 21.790.068,28 | 4.721.122,29 | 14.330.496,80 |
| Autres créances | 41 | 1.797.467,31 | 4.377.790,17 | 1.524.983,51 | 505.231,42 | 1.239.793,21 |
| Valeurs disponibles | 54/58 | | | | | |
| Comptes de régularisation | 490/1 | 18.417.072,86 | 98.381.513,14 | 65.329.986,82 | 5.746.347,27 | 9.015.511,71 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 594.171.002,86 | 917.100.943,49 | 779.293.904,12 | 180.684.465,74 | 434.917.587,30 |

(montants en €)

| ACTIF | Codes | ORES Verviers | ORES Brabant Wallon | ORES Mouscron | Secteur commun | TOTAL ORES Assets |
|---|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------|
| ACTIFS IMMOBILISÉS | 21/28 | 194.826.566,15 | 539.460.733,29 | 97.207.913,43 | 77.924.887,07 | 3.488.750.135,08 |
| Immobilisations incorporelles | 21 | 172.933,12 | 555.367,60 | 200.426,90 | 25.011.331,44 | 28.581.611,12 |
| Immobilisations corporelles | 22/27 | 194.631.210,70 | 538.824.611,36 | 96.981.716,20 | 52.889.646,16 | 3.459.500.184,66 |
| Terrains et constructions | 22/27 | 7.108.206,14 | 8.161.505,16 | 1.316.245,84 | 27.789.808,64 | 90.672.570,46 |
| Installations techniques et machines | 23 | 186.355.838,55 | 527.493.576,07 | 95.393.047,76 | 15.215.738,59 | 3.339.229.156,62 |
| Mobilier et matériel roulant et outillage | 24 | 1.167.166,01 | 3.169.530,13 | 272.422,60 | 9.884.098,93 | 28.908.485,65 |
| Autres immobilisations corporelles | 26 | | | | | 689.971,93 |
| Immobilisations financières | 28 | 22.422,33 | 80.754,33 | 25.770,33 | 23.909,47 | 668.339,30 |
| Entreprises liées | | | | | | |
| Participations | 280 | 22.134,00 | 70.866,00 | 25.482,00 | | 456.072,00 |
| Autres entreprises avec lien de participation | | | | | | |
| Actions et parts | 282 | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | | |
| Actions et parts | 284 | 288,33 | 288,33 | 288,33 | | 16.891,92 |
| Créances et cautionnements en numéraire | 285/8 | | 9.600,00 | | 23.909,47 | 195.375,38 |
| ACTIFS CIRCULANTS | 29/58 | 31.171.924,11 | 43.100.173,81 | 18.682.377,09 | -9.347.748,58 | 410.444.594,80 |
| Créances à plus d'un an | 29 | 2.692,38 | 59.653,33 | | | 509.476,10 |
| Créances commerciales | 290 | | | | | |
| Autres créances | 291 | 2.692,38 | 59.653,33 | | | 509.476,10 |
| Stocks et commandes en cours d'exécution | 3 | 257.142,80 | 1.639.017,69 | 207.333,05 | | 9.310.222,59 |
| Commandes en cours d'exécution | 37 | 257.142,80 | 1.639.017,69 | 207.333,05 | | 9.310.222,59 |
| Créances à un an au plus | 40/41 | 9.704.197,65 | 21.726.188,34 | 12.990.680,90 | -9.347.757,71 | 157.366.886,31 |
| Créances commerciales | 40 | 9.200.049,80 | 17.701.634,28 | 5.370.634,52 | | 145.120.630,11 |
| Autres créances | 41 | 504.147,85 | 4.024.554,06 | 7.620.046,38 | -9.347.757,71 | 12.246.256,20 |
| Valeurs disponibles | 54/58 | | | | 9,13 | 9,13 |
| Comptes de régularisation | 490/1 | 21.207.891,28 | 19.675.314,45 | 5.484.363,14 | | 243.258.000,67 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 225.998.490,26 | 582.560.907,10 | 115.890.290,52 | 68.577.138,49 | 3.899.194.729,88 |

BILAN PAR SECTEUR (SUITE)

(montants en €)

| | Codes | ORES Namur | ORES Hainaut électricité | ORES Hainaut gaz | ORES Est | ORES Luxembourg |
|---|--------------|-----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| PASSIF | | | | | | |
| CAPITAUX PROPRES | 10/15 | 256.147.402,66 | 451.620.064,72 | 346.996.083,56 | 59.367.896,44 | 207.782.887,71 |
| Capital | 10 | 177.962.449,13 | 168.456.791,06 | 172.239.289,30 | 24.619.200,46 | 129.194.522,76 |
| Capital souscrit | 100 | 177.962.449,13 | 168.456.791,06 | 172.239.289,30 | 24.619.200,46 | 129.194.522,76 |
| Plus-values de reevaluation | 12 | 36.610.781,26 | 190.368.642,56 | 115.739.352,25 | 21.567.811,83 | 37.368.033,12 |
| Réserves | 13 | 41.574.172,27 | 92.794.631,10 | 59.017.442,01 | 13.180.884,15 | 41.220.331,83 |
| Réserves légales | 130 | 137.674,53 | 37.184,67 | 30.987,34 | 8.259,81 | 16.397,76 |
| Réserves indisponibles | 131 | | | | | |
| Autres | 1311 | 27.519.714,63 | 48.031.355,40 | 27.094.811,29 | 9.748.041,43 | 26.170.128,76 |
| Réserves immunisées | 132 | 116.287,20 | 256.456,80 | 85.932,00 | 30.801,60 | 75.888,00 |
| Réserves disponibles | 133 | 13.800.495,91 | 44.469.634,23 | 31.805.711,38 | 3.393.781,31 | 14.957.917,31 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 16 | 1.012.441,31 | 6.361.979,76 | 5.286.382,64 | 208.128,12 | 471.237,00 |
| Provisions et impôts différés | 16 | 1.012.441,31 | 6.361.979,76 | 5.286.382,64 | 208.128,12 | 471.237,00 |
| Provisions pour risques et charges | 160/5 | 1.012.441,31 | 6.361.979,76 | 5.286.382,64 | 208.128,12 | 471.237,00 |
| Obligations environnementales | 163 | 169.515,00 | 2.863.000,00 | 2.445.000,01 | | |
| Autres risques et charges | 164/5 | 842.926,31 | 3.498.979,76 | 2.841.382,63 | 208.128,12 | 471.237,00 |
| DETTES | 17/49 | 337.011.158,89 | 459.118.899,01 | 427.011.437,92 | 121.108.441,18 | 226.663.462,59 |
| Dettes à plus d'un an | 17 | 265.177.558,71 | 339.020.410,23 | 353.725.414,62 | 97.407.480,43 | 166.088.446,32 |
| Dettes financières | 170/4 | | | | | |
| Etablissement de crédit | 173 | 135.570.588,29 | 174.956.994,06 | 153.154.021,52 | 57.149.515,85 | 91.929.464,32 |
| Autres emprunts | 174 | 129.595.970,42 | 163.213.302,00 | 200.297.854,00 | 40.255.964,58 | 74.156.982,00 |
| Autres dettes | 179 | 11.000,00 | 850.114,17 | 273.539,10 | 2.000,00 | 2.000,00 |
| Dettes à un an au plus | 42/48 | 66.101.175,67 | 113.840.414,76 | 72.090.982,01 | 23.083.434,95 | 42.325.594,52 |
| Dettes + 1 an échéant dans l'années | 42 | 23.982.010,86 | 29.618.154,50 | 34.740.289,65 | 11.666.586,41 | 20.005.328,90 |
| Dettes financières | 43 | 10.716.814,00 | 8.791.146,00 | 11.844.785,00 | 1.327.367,00 | 4.057.583,00 |
| Dettes commerciales | 44 | | | | | |
| Fournisseurs | 440/4 | 13.706.686,08 | 41.667.434,74 | 6.080.626,14 | 4.179.373,91 | 9.417.935,39 |
| Acomptes reçus sur commandes | 46 | 3.994.102,88 | 8.244.049,95 | 2.368.445,68 | 466.082,19 | 1.441.285,52 |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | 45 | 421.924,40 | 598.525,33 | 643.398,66 | 494.290,95 | 338.583,40 |
| Autres dettes | 47/48 | 13.279.637,45 | 24.921.104,24 | 16.413.436,88 | 4.949.734,49 | 7.064.878,31 |
| Comptes de régularisation | 492/3 | 5.732.424,51 | 6.258.074,02 | 1.195.041,29 | 617.525,80 | 18.249.421,75 |
| TOTAL DU PASSIF | | 594.171.002,86 | 917.100.943,49 | 779.293.904,12 | 180.684.465,74 | 434.917.587,30 |

(montants en €)

| PASSIF | Codes | ORES Verviers | ORES Brabant Wallon | ORES Mouscron | Secteur commun | TOTAL ORES Assets |
|---|--------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------|
| CAPITAUX PROPRES | 10/15 | 82.622.926,55 | 233.645.507,44 | 41.168.318,27 | 13.390.262,01 | 1.692.741.349,36 |
| Capital | 10 | 37.850.342,91 | 61.877.973,91 | 10.387.749,39 | 13.390.262,01 | 795.978.580,93 |
| Capital souscrit | 100 | 37.850.342,91 | 61.877.973,91 | 10.387.749,39 | 13.390.262,01 | 795.978.580,93 |
| Plus-values de reevaluation | 12 | 22.144.964,60 | 117.045.817,72 | 21.950.831,53 | | 562.796.234,87 |
| Réserves | 13 | 22.627.619,04 | 54.721.715,81 | 8.829.737,35 | | 333.966.533,56 |
| Réserves légales | 130 | 2.305,41 | 4.759,56 | 129.250,10 | | 366.819,18 |
| Réserves indisponibles | 131 | | | | | |
| Autres | 1311 | 12.159.345,94 | 41.206.171,65 | 5.476.789,75 | | 197.406.358,85 |
| Réserves immunisées | 132 | 45.532,80 | 105.127,20 | 27.974,40 | | 744.000,00 |
| Réserves disponibles | 133 | 10.420.434,89 | 13.405.657,40 | 3.195.723,10 | | 135.449.355,53 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 16 | 233.938,00 | 1.895.446,81 | 1.635.421,42 | | 17.104.975,06 |
| Provisions et impôts différés | 16 | 233.938,00 | 1.895.446,81 | 1.635.421,42 | | 17.104.975,06 |
| Provisions pour risques et charges | 160/5 | 233.938,00 | 1.895.446,81 | 1.635.421,42 | | 17.104.975,06 |
| Obligations environnementales | 163 | | | 875.000,00 | | 6.352.515,01 |
| Autres risques et charges | 164/5 | 233.938,00 | 1.895.446,81 | 760.421,42 | | 10.752.460,05 |
| DETTES | 17/49 | 143.141.625,71 | 347.019.952,85 | 73.086.550,83 | 55.186.876,48 | 2.189.348.405,46 |
| Dettes à plus d'un an | 17 | 116.923.777,26 | 278.990.476,15 | 46.565.737,57 | 49.826.298,00 | 1.713.725.599,29 |
| Dettes financières | 170/4 | | | | | |
| Etablissement de crédit | 173 | 69.055.363,54 | 194.859.866,87 | 23.086.988,71 | | 899.762.803,16 |
| Autres emprunts | 174 | 47.868.413,72 | 84.130.609,28 | 23.478.748,86 | 49.809.298,00 | 812.807.142,86 |
| Autres dettes | 179 | | | | 17.000,00 | 1.155.653,27 |
| Dettes à un an au plus | 42/48 | 25.135.678,93 | 53.925.467,87 | 17.624.603,74 | 5.360.578,48 | 419.487.930,93 |
| Dettes + 1 an échéant dans l'années | 42 | 12.222.459,52 | 22.543.518,49 | 4.852.715,04 | | 159.631.063,37 |
| Dettes financières | 43 | 55.519,00 | 5.982.252,00 | 2.686.245,00 | 4.538.289,00 | 50.000.000,00 |
| Dettes commerciales | 44 | | | | | |
| Fournisseurs | 440/4 | 6.600.346,72 | 13.596.318,30 | 4.773.711,22 | 7.457.523,77 | 107.479.956,27 |
| Acomptes reçus sur commandes | 46 | 700.780,48 | 3.308.137,04 | 3.711.780,84 | | 24.234.664,58 |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | 45 | 600.487,63 | 1.865.406,03 | 321.789,64 | 96.740,86 | 5.381.146,90 |
| Autres dettes | 47/48 | 4.956.085,58 | 6.629.836,01 | 1.278.362,00 | -6.731.975,15 | 72.761.099,81 |
| Comptes de régularisation | 492/3 | 1.082.169,52 | 14.104.008,83 | 8.896.209,52 | | 56.134.875,24 |
| TOTAL DU PASSIF | | 225.998.490,26 | 582.560.907,10 | 115.890.290,52 | 68.577.138,49 | 3.899.194.729,88 |

COMPTES DE RÉSULTATS

(montants en €)

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|---------------|-------------------------|-------------------------|
| Ventes et prestations | | 70/76A | 1.085.503.724,51 | 1.091.379.922,45 |
| Chiffre d'affaires | 6.10 | 70 | 1.059.282.073,18 | 1.063.626.028,18 |
| En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction) (+)/(-) | | 71 | 1.640.087,22 | -954.422,49 |
| Production immobilisée | | 72 | | |
| Autres produits d'exploitation | 6.10 | 74 | 24.581.564,11 | 28.708.316,76 |
| Produits d'exploitation non récurrents | 6.12 | 76A | | |
| Coût des ventes et des prestations | | 60/66A | 888.276.800,71 | 890.256.515,11 |
| Approvisionnements et marchandises | | 60 | 11.059.434,18 | 12.740.402,07 |
| Achats | | 600/8 | 11.059.434,18 | 12.740.402,07 |
| Stocks: réduction (augmentation) (+)/(-) | | 609 | | |
| Services et bien divers | | 61 | 714.910.720,39 | 729.970.921,88 |
| Rémunérations, charges sociales et pensions (+)/(-) | 6.10 | 62 | | 46,55 |
| Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 630 | 136.108.336,35 | 129.871.033,46 |
| Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-) | 6.10 | 631/4 | -336.879,65 | -19.153.362,98 |
| Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises) (+)/(-) | 6.10 | 635/8 | -897.752,87 | 3.271.751,68 |
| Autres charges d'exploitation | 6.10 | 640/8 | 27.432.942,31 | 33.555.722,45 |
| Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-) | | 649 | | |
| Charges d'exploitation non récurrentes | 6.12 | 66A | | |
| Bénéfice (Perte) d'exploitation (+)/(-) | | 9901 | 197.226.923,8 | 201.123.407,34 |
| Produits financiers | | 75/76B | 113.937,5 | 1.079.320,05 |
| Produits financiers récurrents | | 75 | 113.937,5 | 1.079.320,05 |
| Produits des immobilisations financières | | 750 | | |
| Produits des actifs circulants | | 751 | 100.076,86 | 213.289,89 |
| Autres produits financiers | 6.11 | 752/9 | 13.860,64 | 866.030,16 |
| Produits financiers non récurrents | 6.12 | 76B | | |
| Charges financières | | 65/66B | 65.878.602,13 | 66.864.710,67 |
| Charges financières récurrentes | 6.11 | 65 | 65.878.602,13 | 66.864.710,67 |
| Charges des dettes | | 650 | 65.830.263,32 | 66.725.383,51 |
| Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-) | | 651 | | |
| Autres charges financières | | 652/9 | 48.338,81 | 139.327,16 |
| Charges financières non récurrentes | 6.12 | 66B | | |
| Bénéfice (Perte) courant(e) avant impôts (+)/(-) | | 9903 | 131.462.259,17 | 135.338.016,72 |
| Prélèvements sur les impôts différés | | 780 | | |
| Transfert aux impôts différés | | 680 | | |
| Impôts sur le résultat | 6.13 | 66/67 | 37.941.732,21 | 49.209.198,47 |
| Impôts | | 670/3 | 46.139.264,60 | 49.211.694,94 |
| Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales | | 77 | 8.197.532,39 | 2.496,47 |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice (+)/(-) | | 9904 | 93.520.526,96 | 86.128.818,25 |
| Prélèvements sur les réserves immunisées | | 789 | | |
| Transfert aux réserves immunisées | | 689 | 744.000,00 | |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter (+)/(-) | | 9905 | 92.776.526,96 | 86.128.818,25 |

COMPTES DE RÉSULTATS PAR SECTEUR

ORES ASSETS BRABANT WALLON

| | Codes | Gestion Réseau de distribution Électricité | Gestion Réseau de distribution Gaz | Secteur "Autres activités" | TOTAL |
|--|--------------|--|------------------------------------|----------------------------|------------------------|
| | | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 |
| Ventes et prestations | | 112.889.228,40 | 36.108.422,13 | 47.090,02 | 149.044.740,55 |
| A. Chiffre d'affaires | 70 | 110.894.241,61 | 34.947.080,63 | | 145.841.322,24 |
| B. Variation des commandes en cours | 71 | 80.593,86 | | | 80.593,86 |
| C. Production immobilisée | 72 | | | | |
| D. Autres produits d'exploitation | 74 | 1.914.392,93 | 1.161.341,50 | 47.090,02 | 3.122.824,45 |
| Coût des ventes et des prestations | 60/64 | -96.660.879,51 | -23.985.007,04 | -1.748,45 | -120.647.635,00 |
| A. Approvisionnements et marchandises | 60 | -577.951,03 | -466.854,66 | | -1.044.805,69 |
| B. Services et biens divers | 61 | -82.309.553,84 | -14.785.083,96 | -1.625,52 | -97.096.263,32 |
| C. Rémunérations, charges sociales et pensions | 62 | | | | |
| D. Amortissements | 630 | -12.071.365,23 | -7.644.776,02 | | -19.716.141,25 |
| E. Réductions de valeur | 631/4 | 186.000,59 | 43.860,72 | | 229.861,31 |
| F. Provisions pour risques et charges | 635/8 | 61.698,00 | | | 61.698,00 |
| G. Autres charges d'exploitation | 640/8 | -1.949.708,00 | -1.132.153,12 | -122,93 | -3.081.984,05 |
| IV. Produits financiers | 75 | 11.229,71 | 7.429,91 | | 18.659,62 |
| A. Produits des immobilisations financières | 750 | | | | |
| B. Produits des actifs circulants | 751 | 11.024,19 | 7.428,44 | | 18.452,63 |
| C. Autres produits financiers | 752/9 | 205,52 | 1,47 | | 206,99 |
| Charges financières | 65 | -4.500.828,44 | -4.361.468,98 | | -8.862.297,42 |
| A. Charges des dettes | 650 | -4.496.079,84 | -4.359.885,40 | | -8.855.965,24 |
| B. Réductions de valeur sur actifs circulants | 651 | | | | |
| C. Autres charges financières | 652/9 | -4.748,60 | -1.583,58 | | -6.332,18 |
| Impôts | 67/77 | -4.063.802,66 | -1.267.815,87 | -15.411,60 | -5.347.030,13 |
| A. Impôts | 670/3 | -4.946.446,87 | -1.543.181,20 | -15.411,60 | -6.505.039,67 |
| B. Régularisation d'impôts | 77 | 882.644,21 | 275.365,33 | | 1.158.009,54 |
| XI Transfert aux réserves immunisées | 689 | -80.128,80 | -24.998,40 | | -105.127,20 |
| XII Bénéfice de l'exercice | 7-6 | 7.594.818,70 | 6.476.561,75 | 29.929,97 | 14.101.310,42 |
| MOUVEMENTS SUR RÉSERVES | | -433.143,93 | -659.903,24 | | -1.093.047,17 |
| DIVIDENDES | | 7.161.674,77 | 5.816.658,51 | 29.929,97 | 13.008.263,25 |

COMPTES DE RÉSULTATS PAR SECTEUR (SUITE)

ORES ASSETS SECTEUR HAINAUT ÉLECTRICITÉ

| | Codes | Gestion Réseau de distribution Électricité | Secteur "Autres activités" | TOTAL |
|--|--------------|--|----------------------------|------------------------|
| | | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 |
| Ventes et prestations | | 367.511.002,86 | 400.313,33 | 367.911.316,19 |
| A. Chiffre d'affaires | 70 | 358.210.198,08 | | 358.210.198,08 |
| B. Variation des commandes en cours | 71 | 986.140,61 | | 986.140,61 |
| C. Production immobilisée | 72 | | | |
| D. Autres produits d'exploitation | 74 | 8.314.664,17 | 400.313,33 | 8.714.977,50 |
| Coût des ventes et des prestations | 60/64 | -320.183.547,58 | -39.392,75 | -320.222.940,33 |
| A. Approvisionnements et marchandises | 60 | -3.283.500,21 | | -3.283.500,21 |
| B. Services et biens divers | 61 | -277.556.484,52 | -4.129,90 | -277.560.614,42 |
| C. Rémunérations, charges sociales et pensions | 62 | | | |
| D. Amortissements | 630 | -29.880.256,85 | -34.713,79 | -29.914.970,64 |
| E. Réductions de valeur | 631/4 | 166.893,16 | 7.022,17 | 173.915,33 |
| F. Provisions pour risques et charges | 635/8 | 203.478,14 | | 203.478,14 |
| G. Autres charges d'exploitation | 640/8 | -9.833.677,30 | -7.571,23 | -9.841.248,53 |
| IV. Produits financiers | 75 | 30.286,36 | 189,45 | 30.475,81 |
| A. Produits des immobilisations financières | 750 | | | |
| B. Produits des actifs circulants | 751 | 26.799,77 | 189,45 | 26.989,22 |
| C. Autres produits financiers | 752/9 | 3.486,59 | | 3.486,59 |
| Charges financières | 65 | -14.080.263,95 | -5.972,07 | -14.086.236,02 |
| A. Charges des dettes | 650 | -14.065.909,27 | -5.972,07 | -14.071.881,34 |
| B. Réductions de valeur sur actifs circulants | 651 | | | |
| C. Autres charges financières | 652/9 | -14.354,68 | | -14.354,68 |
| Impôts | 67/77 | -13.006.408,82 | -120.711,39 | -13.127.120,21 |
| A. Impôts | 670/3 | -15.831.411,23 | -120.711,39 | -15.952.122,62 |
| B. Régularisation d'impôts | 77 | 2.825.002,41 | | 2.825.002,41 |
| XI Transfert aux réserves immunisées | 689 | -256.456,80 | | -256.456,80 |
| XII Bénéfice de l'exercice | 7-6 | 20.014.612,07 | 234.426,57 | 20.249.038,64 |
| MOUVEMENTS SUR RÉSERVES | | -1.283.411,78 | | -1.283.411,78 |
| DIVIDENDES | | 18.731.200,29 | 234.426,57 | 18.965.626,86 |

ORES ASSETS SECTEUR HAINAUT GAZ

| | Codes | Gestion Réseau de distribution Gaz | Secteur "Autres activités" | TOTAL |
|--|--------------|--|----------------------------|-----------------------|
| | | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 |
| Ventes et prestations | | 122.212.967,93 | 70.526,72 | 122.283.494,65 |
| A. Chiffre d'affaires | 70 | 119.529.756,88 | | 119.529.756,88 |
| B. Variation des commandes en cours | 71 | | | |
| C. Production immobilisée | 72 | | | |
| D. Autres produits d'exploitation | 74 | 2.683.211,05 | 70.526,72 | 2.753.737,77 |
| Coût des ventes et des prestations | 60/64 | -84.069.821,24 | -4.885,54 | -84.074.706,78 |
| A. Approvisionnements et marchandises | 60 | -3.309.732,94 | | -3.309.732,94 |
| B. Services et biens divers | 61 | -50.501.048,40 | -2.287,83 | -50.503.336,23 |
| C. Rémunérations, charges sociales et pensions | 62 | | | |
| D. Amortissements | 630 | -26.059.441,91 | | -26.059.441,91 |
| E. Réductions de valeur | 631/4 | -749.255,63 | 13.823,85 | -735.431,78 |
| F. Provisions pour risques et charges | 635/8 | 617.061,59 | | 617.061,59 |
| G. Autres charges d'exploitation | 640/8 | -4.067.403,95 | -16.421,56 | -4.083.825,51 |
| IV. Produits financiers | 75 | 21.860,88 | | 21.860,88 |
| A. Produits des immobilisations financières | 750 | | | |
| B. Produits des actifs circulants | 751 | 15.168,64 | | 15.168,64 |
| C. Autres produits financiers | 752/9 | 6.692,24 | | 6.692,24 |
| Charges financières | 65 | -14.505.028,20 | | -14.505.028,20 |
| A. Charges des dettes | 650 | -14.494.168,96 | | -14.494.168,96 |
| B. Réductions de valeur sur actifs circulants | 651 | | | |
| C. Autres charges financières | 652/9 | -10.859,24 | | -10.859,24 |
| Impôts | 67/77 | -4.358.117,05 | -22.311,44 | -4.380.428,49 |
| A. Impôts | 670/3 | -5.304.685,36 | -22.311,4 | -5.326.996,80 |
| B. Régularisation d'impôts | 77 | 946.568,31 | | 946.568,31 |
| XI Transfert aux réserves immunisées | 689 | -85.932,00 | | -85.932,00 |
| XII Bénéfice de l'exercice | 7-6 | 19.215.930,32 | 43.329,74 | 19.259.260,06 |
| MOUVEMENTS SUR RÉSERVES | | -1.801.029,49 | | -1.801.029,49 |
| DIVIDENDES | | 17.414.900,83 | 43.329,74 | 17.458.230,57 |

COMPTES DE RÉSULTATS PAR SECTEUR (SUITE)

ORES ASSETS SECTEUR EST

| | Codes | Gestion Réseau de distribution Électricité | Secteur "Autres activités" | TOTAL |
|--|--------------|--|----------------------------|-----------------------|
| | | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 |
| Ventes et prestations | | 44.977.534,78 | 9.747,03 | 44.987.281,81 |
| A. Chiffre d'affaires | 70 | 44.159.000,69 | | 44.159.000,69 |
| B. Variation des commandes en cours | 71 | 300.550,10 | | 300.550,10 |
| C. Production immobilisée | 72 | | | |
| D. Autres produits d'exploitation | 74 | 517.983,99 | 9.747,03 | 527.731,02 |
| Coût des ventes et des prestations | 60/64 | -36.073.562,38 | -355,39 | -36.073.917,77 |
| A. Approvisionnements et marchandises | 60 | -151.385,60 | | -151.385,60 |
| B. Services et biens divers | 61 | -29.200.132,77 | -355,39 | -29.200.488,16 |
| C. Rémunérations, charges sociales et pensions | 62 | | | |
| D. Amortissements | 630 | -5.823.400,23 | | -5.823.400,23 |
| E. Réductions de valeur | 631/4 | -62.042,36 | | -62.042,36 |
| F. Provisions pour risques et charges | 635/8 | -266,45 | | -266,45 |
| G. Autres charges d'exploitation | 640/8 | -836.334,97 | | -836.334,97 |
| IV. Produits financiers | 75 | 2.793,61 | | 2.793,61 |
| A. Produits des immobilisations financières | 750 | | | |
| B. Produits des actifs circulants | 751 | 2.781,41 | | 2.781,41 |
| C. Autres produits financiers | 752/9 | 12,20 | | 12,20 |
| Charges financières | 65 | -3.916.459,59 | | -3.916.459,59 |
| A. Charges des dettes | 650 | -3.914.039,02 | | -3.914.039,02 |
| B. Réductions de valeur sur actifs circulants | 651 | | | |
| C. Autres charges financières | 652/9 | -2.420,57 | | -2.420,57 |
| Impôts | 67/77 | -1.562.130,27 | -1.814,85 | -1.563.945,12 |
| A. Impôts | 670/3 | -1.901.419,69 | -3.901,45 | -1.905.321,14 |
| B. Régularisation d'impôts | 77 | 339.289,42 | 2.086,60 | 341.376,02 |
| XI Transfert aux réserves immunisées | 689 | -30.801,60 | | -30.801,60 |
| XII Bénéfice de l'exercice | 7-6 | 3.397.374,55 | 7.576,79 | 3.404.951,34 |
| MOUVEMENTS SUR RÉSERVES | | -205.784,07 | 0,00 | -205.784,07 |
| DIVIDENDES | | 3.191.590,48 | 7.576,79 | 3.199.167,27 |

ORES ASSETS SECTEUR LUXEMBOURG

| | Codes | Gestion Réseau de distribution Électricité | Gestion Réseau de distribution Gaz | Secteur "Autres activités" | TOTAL |
|--|--------------|--|------------------------------------|----------------------------|-----------------------|
| | | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 |
| Ventes et prestations | | 108.164.614,85 | 5.111.262,77 | 35.260,98 | 113.311.138,60 |
| A. Chiffre d'affaires | 70 | 105.771.993,10 | 4.909.647,01 | | 110.681.640,11 |
| B. Variation des commandes en cours | 71 | 117.149,59 | | | 117.149,59 |
| C. Production immobilisée | 72 | | | | |
| D. Autres produits d'exploitation | 74 | 2.275.472,16 | 201.615,76 | 35.260,98 | 2.512.348,90 |
| Coût des ventes et des prestations | 60/64 | -88.330.196,33 | -3.304.345,87 | -3.553,87 | -91.638.096,07 |
| A. Approvisionnements et marchandises | 60 | -640.197,26 | -77.845,52 | | -718.042,78 |
| B. Services et biens divers | 61 | -71.947.813,00 | -1.889.695,13 | -1.032,33 | -73.838.540,46 |
| C. Rémunérations, charges sociales et pensions | 62 | | | | |
| D. Amortissements | 630 | -13.064.010,60 | -1.207.094,92 | | -14.271.105,52 |
| E. Réductions de valeur | 631/4 | 684,74 | -21.749,86 | 597,45 | -20.467,67 |
| F. Provisions pour risques et charges | 635/8 | | 0,00 | | |
| G. Autres charges d'exploitation | 640/8 | -2.678.860,21 | -107.960,44 | -3.118,99 | -2.789.939,64 |
| IV. Produits financiers | 75 | 7.489,88 | 61,77 | 288,20 | 7.839,85 |
| A. Produits des immobilisations financières | 750 | | | | |
| B. Produits des actifs circulants | 751 | 7.013,43 | 61,57 | 288,20 | 7.363,20 |
| C. Autres produits financiers | 752/9 | 476,45 | 0,20 | | 476,65 |
| Charges financières | 65 | -5.453.628,53 | -547.961,78 | | -6.001.590,31 |
| A. Charges des dettes | 650 | -5.450.240,34 | -547.326,51 | | -5.997.566,85 |
| B. Réductions de valeur sur actifs circulants | 651 | | | | |
| C. Autres charges financières | 652/9 | -3.388,19 | -635,27 | | -4.023,46 |
| Impôts | 67/77 | -3.678.929,98 | -169.796,77 | -10.875,20 | -3.859.601,95 |
| A. Impôts | 670/3 | -4.477.981,15 | -206.676,05 | -10.875,20 | -4.695.532,40 |
| B. Régularisation d'impôts | 77 | 799.051,17 | 36.879,28 | | 835.930,45 |
| XI Transfert aux réserves immunisées | 689 | -72.540,00 | -3.348,00 | | -75.888,00 |
| XII Bénéfice de l'exercice | 7-6 | 10.636.809,89 | 1.085.872,12 | 21.120,11 | 11.743.802,12 |
| MOUVEMENTS SUR RÉSERVES | | -1.031.093,68 | -126.831,44 | | -1.157.925,12 |
| DIVIDENDES | | 9.605.716,21 | 959.040,68 | 21.120,11 | 10.585.877,00 |

COMPTES DE RÉSULTATS PAR SECTEUR (SUITE)

ORES ASSETS SECTEUR MOUSCRON

| | Codes | Gestion Réseau de distribution Électricité | Gestion Réseau de distribution Gaz | Secteur "Autres activités" | TOTAL |
|--|--------------|--|------------------------------------|----------------------------|-----------------------|
| | | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 |
| Ventes et prestations | | 29.914.679,25 | 9.143.424,29 | 29.359,17 | 39.087.462,71 |
| A. Chiffre d'affaires | 70 | 29.363.287,60 | 8.491.063,36 | | 38.304.350,96 |
| B. Variation des commandes en cours | 71 | 61.466,29 | | | 61.466,29 |
| C. Production immobilisée | 72 | | | | |
| D. Autres produits d'exploitation | 74 | 489.925,36 | 202.360,93 | 29.359,17 | 721.645,46 |
| Coût des ventes et des prestations | 60/64 | -26.548.558,21 | -6.933.673,00 | -390,73 | -33.482.621,94 |
| A. Approvisionnements et marchandises | 60 | -259.387,59 | -316.157,25 | | -575.544,84 |
| B. Services et biens divers | 61 | -23.612.567,60 | -5.009.836,73 | -390,73 | -28.622.795,06 |
| C. Rémunérations, charges sociales et pensions | 62 | | | | |
| D. Amortissements | 630 | -2.152.918,10 | -1.500.087,28 | | -3.653.005,38 |
| E. Réductions de valeur | 631/4 | 50.699,29 | 103.043,88 | | 153.743,17 |
| F. Provisions pour risques et charges | 635/8 | 15.000,00 | | | 15.000,00 |
| G. Autres charges d'exploitation | 640/8 | -589.384,21 | -210.635,62 | | -800.019,83 |
| IV. Produits financiers | 75 | 4.800,29 | 2.147,52 | 893,84 | 7.841,65 |
| A. Produits des immobilisations financières | 750 | | | | |
| B. Produits des actifs circulants | 751 | 4.455,84 | 2.147,52 | 893,84 | 7.497,20 |
| C. Autres produits financiers | 752/9 | 344,45 | | | 344,45 |
| Charges financières | 65 | -1.130.240,43 | -833.465,15 | | -1.963.705,57 |
| A. Charges des dettes | 650 | -1.128.745,03 | -832.958,34 | | -1.961.703,37 |
| B. Réductions de valeur sur actifs circulants | 651 | | | | |
| C. Autres charges financières | 652/9 | -1.495,40 | -506,80 | | -2.002,20 |
| Impôts | 67/77 | -1.082.926,06 | -335.820,28 | -10.150,19 | -1.428.896,53 |
| A. Impôts | 670/3 | -1.318.133,94 | -408.759,30 | -10.150,19 | -1.737.043,43 |
| B. Régularisation d'impôts | 77 | 235.207,88 | 72.939,02 | | 308.146,90 |
| XI Transfert aux réserves immunisées | 689 | -21.352,80 | -6.621,60 | | -27.974,40 |
| XII Bénéfice de l'exercice | 7-6 | 1.136.402,04 | 1.035.991,79 | 19.712,09 | 2.192.105,92 |
| MOUVEMENTS SUR RÉSERVES | | | -105.604,17 | | -105.604,17 |
| DIVIDENDES | | 1.136.402,04 | 930.387,62 | 19.712,09 | 2.086.501,75 |

ORES ASSETS SECTEUR NAMUR

| | Codes | Gestion Réseau de distribution Électricité | Gestion Réseau de distribution Gaz | Secteur "Autres activités" | TOTAL |
|--|--------------|--|------------------------------------|----------------------------|------------------------|
| | | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 |
| Ventes et prestations | | 154.426.665,27 | 17.175.501,30 | 56.144,83 | 171.658.311,40 |
| A. Chiffre d'affaires | 70 | 150.198.145,77 | 16.919.260,81 | | 167.117.406,58 |
| B. Variation des commandes en cours | 71 | -30.939,92 | | | -30.939,92 |
| C. Production immobilisée | 72 | | | | |
| D. Autres produits d'exploitation | 74 | 4.259.459,42 | 256.240,49 | 56.144,83 | 4.571.844,74 |
| Coût des ventes et des prestations | 60/64 | -128.811.784,64 | -11.723.294,73 | -3.314,95 | -140.538.394,32 |
| A. Approvisionnements et marchandises | 60 | -1.156.676,55 | -369.827,67 | | -1.526.504,22 |
| B. Services et biens divers | 61 | -108.060.880,38 | -6.858.229,96 | -1.854,69 | -114.920.965,03 |
| C. Rémunérations, charges sociales et pensions | 62 | | | | |
| D. Amortissements | 630 | -16.404.851,35 | -3.949.563,56 | -75,31 | -20.354.490,22 |
| E. Réductions de valeur | 631/4 | 483.579,36 | 156.942,05 | 6.737,84 | 647.259,25 |
| F. Provisions pour risques et charges | 635/8 | 781,59 | | | 781,59 |
| G. Autres charges d'exploitation | 640/8 | -3.673.737,31 | -702.615,59 | -8.122,79 | -4.384.475,69 |
| IV. Produits financiers | 75 | 14.890,78 | 1.374,33 | | 16.265,11 |
| A. Produits des immobilisations financières | 750 | | | | |
| B. Produits des actifs circulants | 751 | 13.505,08 | 1.372,86 | | 14.877,94 |
| C. Autres produits financiers | 752/9 | 1.385,70 | 1,47 | | 1.387,17 |
| Charges financières | 65 | -7.712.055,78 | -2.062.874,68 | | -9.774.930,46 |
| A. Charges des dettes | 650 | -7.706.090,85 | -2.062.863,30 | | -9.768.954,15 |
| B. Réductions de valeur sur actifs circulants | 651 | | | | |
| C. Autres charges financières | 652/9 | -5.964,93 | -11,38 | | -5.976,31 |
| Impôts | 67/77 | -5.308.978,96 | -588.628,79 | -17.956,87 | -5.915.564,62 |
| A. Impôts | 670/3 | -6.462.071,26 | -716.476,98 | -17.956,87 | -7.196.505,11 |
| B. Régularisation d'impôts | 77 | 1.153.092,30 | 127.848,19 | | 1.280.940,49 |
| XI Transfert aux réserves immunisées | 689 | -104.680,80 | -11.606,40 | | -116.287,20 |
| XII Bénéfice de l'exercice | 7-6 | 12.504.055,87 | 2.790.471,03 | 34.873,01 | 15.329.399,91 |
| MOUVEMENTS SUR RÉSERVES | | -1.701.799,03 | -164.167,90 | | -1.865.966,93 |
| DIVIDENDES | | 10.802.256,84 | 2.626.303,13 | 34.873,01 | 13.463.432,98 |

COMPTES DE RÉSULTATS PAR SECTEUR (SUITE)

ORES ASSETS SECTEUR VERVIERS

| | Codes | Gestion Réseau de distribution Électricité | Secteur "Autres activités" | TOTAL |
|--|--------------|--|-------------------------------|-----------------------|
| | | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 |
| Ventes et prestations | | 64.385.513,27 | 29.710,87 | 64.415.224,14 |
| A. Chiffre d'affaires | 70 | 62.633.643,18 | | 62.633.643,18 |
| B. Variation des commandes en cours | 71 | 125.126,69 | | 125.126,69 |
| C. Production immobilisée | 72 | | | |
| D. Autres produits d'exploitation | 74 | 1.626.743,40 | 29.710,87 | 1.656.454,27 |
| Coût des ventes et des prestations | 60/64 | -52.464.664,51 | -557,84 | -52.465.222,35 |
| A. Approvisionnements et marchandises | 60 | -449.917,90 | | -449.917,90 |
| B. Services et biens divers | 61 | -43.167.159,87 | -557,84 | -43.167.717,71 |
| C. Rémunérations, charges sociales et pensions | 62 | | | |
| D. Amortissements | 630 | -7.182.515,05 | | -7.182.515,05 |
| E. Réductions de valeur | 631/4 | -49.957,60 | | -49.957,60 |
| F. Provisions pour risques et charges | 635/8 | | | |
| G. Autres charges d'exploitation | 640/8 | -1.615.114,09 | | -1.615.114,09 |
| IV. Produits financiers | 75 | 8.200,97 | | 8.200,97 |
| A. Produits des immobilisations financières | 750 | | | |
| B. Produits des actifs circulants | 751 | 6.946,62 | | 6.946,62 |
| C. Autres produits financiers | 752/9 | 1.254,35 | | 1.254,35 |
| Charges financières | 65 | -4.600.318,47 | | -4.600.318,47 |
| A. Charges des dettes | 650 | -4.598.224,38 | | -4.598.224,38 |
| B. Réductions de valeur sur actifs circulants | 651 | | | |
| C. Autres charges financières | 652/9 | -2.094,09 | | -2.094,09 |
| Impôts | 67/77 | -2.309.236,05 | -9.909,11 | -2.319.145,16 |
| A. Impôts | 670/3 | -2.810.794,32 | -9.909,11 | -2.820.703,43 |
| B. Régularisation d'impôts | 77 | 501.558,27 | | 501.558,27 |
| XI Transfert aux réserves immunisées | 689 | -45.532,80 | | -45.532,80 |
| XII Bénéfice de l'exercice | 7-6 | 4.973.962,41 | 19.243,92 | 4.993.206,33 |
| MOUVEMENTS SUR RÉSERVES | | -1.016.320,68 | | -1.016.320,68 |
| DIVIDENDES | | 3.957.641,73 | 19.243,92 | 3.976.885,65 |

ORES ASSETS SECTEUR COMMUN

| | Codes | Gestion Réseau de distribution Électricité | Gestion Réseau de distribution Gaz | Secteur "Autres activités" | TOTAL |
|--|--------------|--|---------------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| | | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 | 12/2016 |
| Ventes et prestations | | 10.069.942,31 | 2.734.812,15 | | 12.804.754,46 |
| A. Chiffre d'affaires | 70 | 10.069.942,31 | 2.734.812,15 | | 12.804.754,46 |
| B. Variation des commandes en cours | 71 | | | | |
| C. Production immobilisée | 72 | | | | |
| D. Autres produits d'exploitation | 74 | | | | |
| Coût des ventes et des prestations | 60/64 | -7.151.415,19 | -1.981.850,96 | | -9.133.266,15 |
| A. Approvisionnements et marchandises | 60 | | | | |
| B. Services et biens divers | 61 | | | | |
| C. Rémunérations, charges sociales et pensions | 62 | | | | |
| D. Amortissements | 630 | -7.151.415,19 | -1.981.850,96 | | -9.133.266,15 |
| E. Réductions de valeur | 631/4 | | | | |
| F. Provisions pour risques et charges | 635/8 | | | | |
| G. Autres charges d'exploitation | 640/8 | | | | |
| IV. Produits financiers | 75 | | | | |
| A. Produits des immobilisations financières | 750 | | | | |
| B. Produits des actifs circulants | 751 | | | | |
| C. Autres produits financiers | 752/9 | | | | |
| Charges financières | 65 | -1.769.465,81 | -398.570,28 | | -2.168.036,09 |
| A. Charges des dettes | 650 | -1.769.189,73 | -398.570,28 | | -2.167.760,01 |
| B. Réductions de valeur sur actifs circulants | 651 | | | | |
| C. Autres charges financières | 652/9 | -276,08 | | | -276,08 |
| Impôts | 67/77 | | | | |
| A. Impôts | 670/3 | | | | |
| B. Régularisation d'impôts | 77 | | | | |
| XI Transfert aux réserves immunitées | 689 | | | | |
| XII Bénéfice de l'exercice | 7-6 | 1.149.061,31 | 354.390,91 | | 1.503.452,22 |
| MOUVEMENTS SUR RÉSERVES | | | | | |
| DIVIDENDES | | 1.149.061,31 | 354.390,91 | | 1.503.452,22 |

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

(montants en €)

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|-------|---------------|--------------------|
| Bénéfice (Perte) à affecter (+)/(-) | | 9906 | 92.776.526,96 | 86.128.818,25 |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter (+)/(-) | | 9905 | 92.776.526,96 | 86.128.818,25 |
| Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent (+)/(-) | | 14P | | |
| Prélèvements sur les capitaux propres | | 791/2 | 2.843.029,78 | |
| sur le capital et les primes d'émission | | 791 | | |
| sur les réserves | | 792 | 2.843.029,78 | |
| Affectations aux capitaux propres | | 691/2 | 11.372.119,19 | 15.012.774,24 |
| au capital et aux primes d'émission | | 691 | | |
| à la réserve légale | | 6920 | | |
| aux autres réserves | | 6921 | 11.372.119,19 | 15.012.774,24 |
| Bénéfice (Perte) à reporter (+)/(-) | | 14 | | |
| Intervention d'associés dans la perte | | 794 | | |
| Bénéfice à distribuer | | 694/7 | 84.247.437,55 | 71.116.044,01 |
| Rémunération du capital | | 694 | 84.247.437,55 | 71.116.044,01 |
| Employés | | 696 | | |
| Administrateurs ou gérants | | 695 | | |
| Autres allocataires | | 697 | | |



ANNEXES

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

| | | (montants en €) | |
|--|--------------|----------------------|--------------------|
| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
| FRAIS DE DÉVELOPPEMENT | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8051P | XXXXXXXXXX | 31.815.865,39 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8021 | 14.803.664,66 | |
| Cessions et désaffectations | 8031 | | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8041 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8051 | 46.619.530,05 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | | | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8071 | 6.847.257,63 | |
| Repris | 8081 | | |
| Acquis de tiers | 8091 | | |
| Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 8101 | | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8111 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8121 | 18.037.918,93 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 81311 | 28.581.611,12 | |

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| | | (montants en €) | |
|--|-----------|----------------------|--------------------|
| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
| TERRAINS ET CONSTRUCTIONS | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8191P | XXXXXXXXXX | 113.875.620,6 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8161 | 4.062.190,66 | |
| Cessions et désaffectations | 8171 | 75.571,28 | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8181 | 5.854.392,67 | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8191 | 123.716.632,65 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8251P | XXXXXXXXXX | 5.038.163,59 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8211 | | |
| Acquises de tiers | 8221 | | |
| Annulées | 8231 | 368,12 | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8241 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8251 | 5.037.795,47 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | | | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8271 | 2.074.132,25 | |
| Repris | 8281 | | |
| Acquis de tiers | 8291 | | |
| Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 8301 | 58,95 | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8311 | 2.276.029,79 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8321 | 38.081.857,66 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 22 | 90.672.570,46 | |

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-----------|-------------------------|--------------------|
| INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8192P | XXXXXXXXXX | 4.343.244.613,85 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8162 | 218.465.302,26 | |
| Cessions et désaffectations | 8172 | 47.115.140,05 | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8182 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8192 | 4.514.594.776,06 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8252P | XXXXXXXXXX | 1.012.966.419,88 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8212 | | |
| Acquises de tiers | 8222 | | |
| Annulées | 8232 | 2.048.454,98 | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8242 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8252 | 1.010.917.964,9 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8322P | XXXXXXXXXX | 2.098.543.553,69 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8272 | 121.122.022,62 | |
| Repris | 8282 | | |
| Acquis de tiers | 8292 | | |
| Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 8302 | 33.381.991,97 | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8312 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8322 | 2.186.283.584,34 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 23 | 3.339.229.156,62 | |

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-----------|----------------------|--------------------|
| MOBILIER ET MATERIEL ROULANT | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8193P | XXXXXXXXXX | 140.840.665,74 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8163 | 6.184.145,55 | |
| Cessions et désaffectations | 8173 | 4.126.926,85 | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8183 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8193 | 142.897.884,44 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8253P | XXXXXXXXXX | 769.326,59 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8213 | | |
| Acquises de tiers | 8223 | | |
| Annulées | 8233 | | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8243 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8253 | 769.326,59 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8323P | XXXXXXXXXX | 112.839.718,03 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8273 | 6.030.134,75 | |
| Repris | 8283 | | |
| Acquis de tiers | 8293 | | |
| Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 8303 | 4.111.127,4 | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8313 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8323 | 114.758.725,38 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 24 | 28.908.485,65 | |

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-----------|-------------------|--------------------|
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8195P | XXXXXXXXXX | 8.307.086,37 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8165 | | |
| Cessions et désaffectations | 8175 | | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8185 | -5.854.392,67 | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8195 | 2.452.693,7 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | | | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8215 | | |
| Acquises de tiers | 8225 | | |
| Annulées | 8235 | | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8245 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8255 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | | | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8275 | 34.789,1 | |
| Repris | 8285 | | |
| Acquis de tiers | 8295 | | |
| Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 8305 | | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8315 | -2.276.029,79 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8325 | 1.762.721,77 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 26 | 689.971,93 | |

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------|------------|--------------------|
| ENTREPRISES LIÉES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8391P | XXXXXXXXXX | 456.072 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions | 8361 | | |
| Cessions et désaffectations | 8371 | | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8381 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8391 | 456.072 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | | | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8411 | | |
| Acquises de tiers | 8421 | | |
| Annulées | 8431 | | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8441 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8451 | | |
| Réductions de valeur au terme de l'exercice | | | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8471 | | |
| Reprises | 8481 | | |
| Acquises de tiers | 8491 | | |
| Annulées à la suite de cessions et retraits | 8501 | | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8511 | | |
| Réductions de valeur au terme de l'exercice | 8521 | | |
| Montants non appelés au terme de l'exercice | 8551P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice (+)/(-) | 8541 | | |

| | | | |
|--|-------------|-------------------|--|
| Montants non appelés au terme de l'exercice | 8551 | | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 280 | 456.072,00 | |
| ENTREPRISES LIÉES - CRÉANCES | | | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 281P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Additions | 8581 | | |
| Remboursements | 8591 | | |
| Réductions de valeur actées | 8601 | | |
| Réductions de valeur reprises | 8611 | | |
| Différences de change (+)/(-) | 8621 | | |
| Autres (+)/(-) | 8631 | | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 281 | | |
| RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE | 8651 | | |

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|------------|------------------|--------------------|
| AUTRES ENTREPRISES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8393P | XXXXXXXXXX | 16.891,92 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions | 8363 | | |
| Cessions et retraits | 8373 | | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8383 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8393 | 16.891,92 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8453P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8413 | | |
| Acquises de tiers | 8423 | | |
| Annulées | 8433 | | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8443 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8453 | | |
| Réductions de valeur au terme de l'exercice | 8523P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8473 | | |
| Reprises | 8483 | | |
| Acquises de tiers | 8493 | | |
| Annulées à la suite de cessions et retraits | 8503 | | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8513 | | |
| Réductions de valeur au terme de l'exercice | 8523 | | |
| Montants non appelés au terme de l'exercice | 8553P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice (+)/(-) | 8543 | | |
| Montants non appelés au terme de l'exercice | 8553 | | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 284 | 16.891,92 | |

AUTRES ENTREPRISES - CRÉANCES

| | | | |
|--|---------------|-------------------|-------------------|
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 285/8P | XXXXXXXXXX | 182.441,87 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Additions | 8583 | 29.665,32 | |
| Remboursements | 8593 | 15.731,81 | |
| Réductions de valeur actées | 8603 | | |
| Réductions de valeur reprises | 8613 | | |
| Différences de change (+)/(-) | 8623 | | |
| Autres (+)/(-) | 8633 | -1.000 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 285/8 | 195.375,38 | |
| RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE | 8653 | | |

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS (SUITE)

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

| DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et, pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE | DROITS SOCIAUX DÉTENUS | | | DONNÉES EXTRAITES DES DERNIERS COMPTES ANNUELS DISPONIBLES | | | | |
|--|------------------------|-------------|-------|---|----------------------------------|----------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| | NATURE | DIRECTEMENT | | PAR LES FILIALES | COMPTES ANNUELS ARRÊTÉS AU | CODE DEVISE | CAPITAUX PROPRES (+) OU (-) | RÉSULTAT NET (EN UNITÉS) |
| | | NOMBRE | % | | | | | |
| ORES scrl BE 0897.436.971 Avenue Jean Monnet 2 1348 Louvain-la-Neuve BELGIQUE | Parts de capital | 2.452 | 99,68 | | 31-12-2016 | EUR | 480.752,97 | 0 |

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------------|----------------|--------------------|
| (montants en €) | | | |
| PLACEMENTS DE TRÉSORERIE - AUTRES PLACEMENTS | | | |
| Actions, parts et placements autres que placements à revenu fixe | 51 | | |
| Actions et parts - Valeur comptable augmentée du montant non appelé | 8681 | | |
| Actions et parts - Montant non appelé | 8682 | | |
| Métaux précieux et œuvres d'art | 8683 | | |
| Titres à revenu fixe | 52 | | |
| Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit | 8684 | | |
| Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit | 53 | | |
| Avec une durée résiduelle ou de préavis | | | |
| d'un mois au plus | 8686 | | |
| de plus d'un mois à un an au plus | 8687 | | |
| de plus d'un an | 8688 | | |
| Autres placements de trésorerie non repris ci-avant | 8689 | | |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | | | |
| Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important | | | |
| Capitaux pensions | | 57.364.458,93 | |
| Actifs réglementaires | | 135.414.570,13 | |
| Redevance de voirie gaz | | 16.718.685,25 | |
| Redevances de transit non relevées | | 27.541.254,48 | |
| Dépenses liées à l'éclairage public | | 6.219.031,88 | |

ÉTAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

| | | (montants en €) | |
|--|-------|--------------------|--------------------------|
| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
| ÉTAT DU CAPITAL | | | |
| Capital social | | | |
| Capital souscrit au terme de l'exercice | 100P | XXXXXXXXXX | 793.170.006,99 |
| Capital souscrit au terme de l'exercice | 100 | 795.978.580,93 | |
| | Codes | Montants | Nombre d'actions |
| Modifications au cours de l'exercice | | | |
| Parts A | | 11.794.573,94 | 441.428 |
| Parts R | | -8.986.000 | -89.860 |
| Représentation du capital | | | |
| Catégories d'actions | | | |
| Parts A | | 438.990.680,93 | 48.271.173 |
| Parts R | | 356.987.900 | 3.569.879 |
| Actions nominatives | 8702 | XXXXXXXXXX | 51.841.052 |
| Actions dématérialisées | 8703 | XXXXXXXXXX | |
| | Codes | Montant non appelé | Montant appelé non versé |
| Capital non libéré | | | |
| Capital non appelé | 101 | | XXXXXXXXXX |
| Capital appelé, non versé | 8712 | XXXXXXXXXX | |
| Actionnaires redevables de libération | | | |
| | Codes | Exercice | |
| Actions propres | | | |
| Détenues par la société elle-même | | | |
| Montant du capital détenu | 8721 | | |
| Nombre d'actions correspondantes | 8722 | | |
| Détenues par ses filiales | | | |
| Montant du capital détenu | 8731 | | |
| Nombre d'actions correspondantes | 8732 | | |
| Engagement d'émission d'actions | | | |
| Suite à l'exercice de droits de conversion | | | |
| Montant des emprunts convertibles en cours | 8740 | | |
| Montant du capital à souscrire | 8741 | | |
| Nombre maximum correspondant d'actions à émettre | 8742 | | |
| Suite à l'exercice de droits de souscription | | | |
| Nombre de droits de souscription en circulation | 8745 | | |
| Montant du capital à souscrire | 8746 | | |
| Nombre maximum correspondant d'actions à émettre | 8747 | | |
| Capital autorisé non souscrit | 8751 | | |

ÉTAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

| | (montants en €) | |
|---|-----------------|----------|
| | Codes | Exercice |
| Parts non représentatives du capital | | |
| Répartition | | |
| Nombre de parts | 8761 | |
| Nombre de voix qui y sont attachées | 8762 | |
| Ventilation par actionnaire | | |
| Nombre de parts détenues par la société elle-même | 8771 | |
| Nombre de parts détenues par les filiales | 8781 | |

PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

| | (montants en €) |
|---|-----------------|
| | Exercice |
| VENTILATION DE LA RUBRIQUE 164/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRÉSENTE UN MONTANT IMPORTANT | |
| Provision pour couverture des risques associés à la transition vers de nouveaux systèmes informatiques nécessaires aux processus de marchés et à leur évolution | 5.168.700 |
| Litiges "déplacements d'installations" dossiers dits du passé | 5.583.760,05 |

ÉTAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

| | (montants en €) | |
|--|-----------------|-----------------------|
| | Codes | Exercice |
| VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE | | |
| Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | | |
| Dettes financières | 8801 | 159.631.063,37 |
| Emprunts subordonnés | 8811 | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8821 | |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | 8831 | |
| Etablissements de crédit | 8841 | 99.416.512,53 |
| Autres emprunts | 8851 | 60.214.550,84 |
| Dettes commerciales | 8861 | |
| Fournisseurs | 8871 | |
| Effets à payer | 8881 | |
| Acomptes reçus sur commandes | 8891 | |
| Autres dettes | 8901 | |
| Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année | 42 | 159.631.063,37 |
| Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir | | |
| Dettes financières | 8802 | 929.259.036,23 |
| Emprunts subordonnés | 8812 | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8822 | |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | 8832 | |
| Etablissements de crédit | 8842 | 447.823.321,57 |
| Autres emprunts | 8852 | 481.435.714,66 |
| Dettes commerciales | 8862 | |
| Fournisseurs | 8872 | |
| Effets à payer | 8882 | |
| Acomptes reçus sur commandes | 8892 | |
| Autres dettes | 8902 | 1.155.653,27 |
| Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir | 8912 | 930.414.689,5 |
| Dettes ayant plus de 5 ans à courir | | |
| Dettes financières | 8803 | 783.310.909,79 |
| Emprunts subordonnés | 8813 | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8823 | |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | 8833 | |
| Etablissements de crédit | 8843 | 451.939.481,59 |
| Autres emprunts | 8853 | 331.371.428,2 |
| Dettes commerciales | 8863 | |
| Fournisseurs | 8873 | |
| Effets à payer | 8883 | |
| Acomptes reçus sur commandes | 8893 | |
| Autres dettes | 8903 | |
| TOTAL DES DETTES AYANT PLUS DE 5 ANS À COURIR | 8913 | 783.310.909,79 |

(montants en €)

| | Codes | Exercice |
|--|-------------|-----------------------|
| DETTE GARANTIES | | |
| Dettes garanties par les pouvoirs publics belges | | |
| Dettes financières | 8921 | 345.999.857,88 |
| Emprunts subordonnés | 8931 | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8941 | |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | 8951 | |
| Etablissements de crédit | 8961 | 345.999.857,88 |
| Autres emprunts | 8971 | |
| Dettes commerciales | 8981 | |
| Fournisseurs | 8991 | |
| Effets à payer | 9001 | |
| Acomptes reçus sur commandes | 9011 | |
| Dettes salariales et sociales | 9021 | |
| Autres dettes | 9051 | |
| TOTAL DES DETTES GARANTIES PAR LES POUVOIRS PUBLICS BELGES | 9061 | 345.999.857,88 |
| Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise | | |
| Dettes financières | 8922 | |
| Emprunts subordonnés | 8932 | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8942 | |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | 8952 | |
| Etablissements de crédit | 8962 | |
| Autres emprunts | 8972 | |
| Dettes commerciales | 8982 | |
| Fournisseurs | 8992 | |
| Effets à payer | 9002 | |
| Acomptes reçus sur commandes | 9012 | |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | 9022 | |
| Impôts | 9032 | |
| Rémunérations et charges sociales | 9042 | |
| Autres dettes | 9052 | |
| TOTAL DES DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES SUR LES ACTIFS DE L'ENTREPRISE | 9062 | |

| | Codes | Exercice |
|--|-------|-------------|
| DETTE FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES | | |
| Impôts | | |
| Dettes fiscales échues | 9072 | |
| Dettes fiscales non échues | 9073 | 5.381.146,9 |
| Dettes fiscales estimées | 450 | |
| Rémunérations et charges sociales | | |
| Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale | 9076 | |
| Autres dettes salariales et sociales | 9077 | |

| | Exercice |
|---|---------------|
| COMPTE DE RÉGULARISATION | |
| Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important | |
| Passifs régulatoires | 53.925.531,98 |
| Diverses charges d'exploitation à imputer | 1.148.392,48 |
| Produits à reporter | 1.060.950,78 |

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------------|----------------|--------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | |
| Chiffre d'affaires net | | | |
| Ventilation par catégorie d'activité | | | |
| Gestion réseau de distribution électricité | | 871.300.452,34 | 881.732.055,87 |
| Gestion réseau de distribution gaz | | 187.981.620,84 | 181.893.972,31 |
| Ventilation par marché géographique | | | |
| ORES Assets secteur Namur | | 167.117.406,58 | 168.643.543,64 |
| ORES Assets secteur Hainaut | | 477.739.954,96 | 479.842.298,86 |
| ORES Assets secteur Est | | 44.159.000,69 | 43.897.322,58 |
| ORES Assets secteur Luxembourg | | 110.681.640,11 | 110.273.026,72 |
| ORES Assets secteur Verviers | | 62.633.643,18 | 65.353.584,13 |
| ORES Assets secteur Barbant Wallon | | 145.841.322,24 | 147.295.006,03 |
| ORES Assets secteur Mouscron | | 38.304.350,96 | 40.147.705,14 |
| ORES Assets secteur commun | | 12.804.754,46 | 8.173.541,08 |
| Autres produits d'exploitation | | | |
| Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics | 740 | | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | |
| Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel | | | |
| Nombre total à la date de clôture | 9086 | | |
| Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein | 9087 | | |
| Nombre d'heures effectivement prestées | 9088 | | |
| Frais de personnel | | | |
| Rémunérations et avantages sociaux directs | 620 | | |
| Cotisations patronales d'assurances sociales | 621 | | 46,55 |
| Primes patronales pour assurances extralégales | 622 | | |
| Autres frais de personnel | 623 | | |
| Pensions de retraite et de survie | 624 | | |
| Provisions pour pensions et obligations similaires | | | |
| Dotations (utilisations et reprises) | (+)/(-) 635 | | |
| Réductions de valeur | | | |
| Sur stocks et commandes en cours | | | |
| Actées | 9110 | | |
| Reprises | 9111 | | |
| Sur créances commerciales | | | |
| Actées | 9112 | 3.547.274,92 | 68.366,64 |
| Reprises | 9113 | 3.884.154,57 | 19.221.729,62 |
| Provisions pour risques et charges | | | |
| Constitutions | 9115 | 266,45 | 5.288.949,58 |
| Utilisations et reprises | 9116 | 898.019,32 | 2.017.197,90 |
| Autres charges d'exploitation | | | |
| Impôts et taxes relatifs à l'exploitation | 640 | 488.132,34 | 239,58 |
| Autres | 641/8 | 26.944.809,97 | 33.555.482,87 |
| Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise | | | |
| Nombre total à la date de clôture | 9096 | | |
| Nombre moyen calculé en équivalents temps plein | 9097 | | |
| Nombre d'heures effectivement prestées | 9098 | | |
| Frais pour l'entreprise | 617 | | |

IMPÔTS ET TAXES

(montants en €)

| | Codes | Exercice |
|--|-------------|---------------------|
| IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT | | |
| Impôts sur le résultat de l'exercice | 9134 | 46.139.264,6 |
| Impôts et précomptes dus ou versés | 9135 | 45.600.025,57 |
| Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif | 9136 | |
| Suppléments d'impôts estimés | 9137 | 539.239,03 |
| Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs | 9138 | |
| Suppléments d'impôts dus ou versés | 9139 | |
| Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés | 9140 | |
| Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé | | |
| Intérêts notionnels - déduction pour capital à risques | | -9.332.460,63 |
| DNA - amortissement du Goodwill | | 1.785.139,8 |
| Amortissement de la plus-value de réévaluation - majoration des réserves imposables | | 20.334.501,8 |
| Exonération des reprises de réductions de valeur sur créances commerciales antérieures à 2015 | | -8.488.935,8 |

Incidence des résultats exceptionnels sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice

Exercice

| | Codes | Exercice |
|---|-------|----------|
| Sources de latences fiscales | | |
| Latences actives | 9141 | |
| Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs | 9142 | |
| Autres latences actives | | |
| Tax Shelter | | 744.000 |
| Latences passives | 9144 | |
| Ventilation des latences passives | | |

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------|---------------|--------------------|
| TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS | | | |
| Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte | | | |
| À l'entreprise (déductibles) | 9145 | 217.273.847,5 | 238.619.491,38 |
| Par l'entreprise | 9146 | 303.654.602,4 | 296.432.591,73 |
| Montants retenus à charge de tiers, au titre de | | | |
| Précompte professionnel | 9147 | 251.107,84 | 262.083,82 |
| Précompte mobilier | 9148 | 7.900.909,4 | 7.181.924,72 |

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

(montants en €)

| | Codes | Exercice |
|---|-------|---------------|
| GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS | 9149 | |
| Dont | | |
| Effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise | 9150 | |
| Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par l'entreprise | 9151 | |
| Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise | 9153 | |
| GARANTIES RÉELLES | | |
| Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise | | |
| Hypothèques | | |
| Valeur comptable des immeubles grevés | 9161 | |
| Montant de l'inscription | 9171 | |
| Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription | 9181 | |
| Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés | 9191 | |
| Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause | 9201 | |
| Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers | | |
| Hypothèques | | |
| Valeur comptable des immeubles grevés | 9162 | |
| Montant de l'inscription | 9172 | |
| Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription | 9182 | |
| Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés | 9192 | |
| Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause | 9202 | |
| BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE L'ENTREPRISE, S'ILS NE SONT PAS PORTÉS AU BILAN | | |
| ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS | | |
| ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSION D'IMMOBILISATIONS | | |
| MARCHÉ À TERME | | |
| Marchandises achetées (à recevoir) | 9213 | |
| Marchandises vendues (à livrer) | 9214 | |
| Devises achetées (à recevoir) | 9215 | |
| Devises vendues (à livrer) | 9216 | |
| ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHÉES À DES VENTES OU PRESTATIONS DÉJÀ EFFECTUÉES | | |
| MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS | | |
| Cautionnement en faveur des Douanes et Accises relatif à la perception de la cotisation énergie | | 40.818 |
| Garantie en notre faveur pour les redevance de transit | | 4.193.000 |
| Garantie constituée vis-à-vis d'ORES SCRL dans le cadre du programme d'émission de billets de trésorerie et d'emprunts obligataires | | 1.602.500.000 |
| Garantie prêt de Sowafinal dans le cadre du remplacement des lampes HGHP | | 9.086.825 |
| RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉS AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS | | |
| Description succincte Mesures prises pour en couvrir la charge | | |
| PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À L'ENTREPRISE ELLE-MÊME | | |
| Montant estimé des engagements résultant de prestations déjà effectuées Bases et méthodes de cette estimation | 9220 | |
| NATURE ET IMPACT FINANCIER DES ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE, NON PRIS EN COMPTE DANS LE BILAN OU LE COMPTE DE RÉSULTATS | | |
| ENGAGEMENTS D'ACHAT OU DE VENTE DONT LA SOCIÉTÉ DISPOSE COMME ÉMETTEUR D'OPTIONS DE VENTE OU D'ACHAT | | |
| NATURE, OBJECTIF COMMERCIAL ET CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN À condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société | | |
| AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN DONT CEUX NON SUSCEPTIBLES D'ÊTRE QUANTIFIÉS | | |

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|--------------|-----------------------|-----------------------|
| ENTREPRISES LIÉES | | | |
| Immobilisations financières | 280/1 | 456.072 | 456.072 |
| Participations | 280 | 456.072 | 456.072 |
| Créances subordonnées | 9271 | | |
| Créances | 9281 | | |
| Créances | 9291 | 1.365,54 | 549,95 |
| À plus d'un an | 9301 | | |
| À un an au plus | 9311 | 1.365,54 | 549,95 |
| Placements de trésorerie | 9321 | | |
| Actions | 9331 | | |
| Créances | 9341 | | |
| Dettes | 9351 | 970.735.472,52 | 844.634.453,53 |
| À plus d'un an | 9361 | 810.750.000 | 731.324.689 |
| À un an au plus | 9371 | 159.985.472,52 | 113.309.764,53 |
| Garanties personnelles et réelles | | | |
| Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées | 9381 | 1.602.500.000 | 1.602.500.000 |
| Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise | 9391 | | |
| Autres engagements financiers significatifs | 9401 | | |
| Résultats financiers | | | |
| Produits des immobilisations financières | 9421 | | |
| Produits des actifs circulants | 9431 | | |
| Autres produits financiers | 9441 | | |
| Charges des dettes | 9461 | 30.429.626,56 | 29.371.877,61 |
| Autres charges financières | 9471 | | |
| Cessions d'actifs immobilisés | | | |
| Plus-values réalisées | 9481 | | |
| Moins-values réalisées | 9491 | | |

ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION

| | | | |
|------------------------------------|-------------|----------------------|----------------------|
| Immobilisations financières | 9252 | | |
| Participations | 9262 | | |
| Créances subordonnées | 9272 | | |
| Autres créances | 9282 | | |
| Créances | 9292 | 53.873.264,58 | 53.914.541,87 |
| À plus d'un an | 9302 | | |
| À un an au plus | 9312 | 53.873.264,58 | 53.914.541,87 |
| Dettes | 9352 | 32.921.625,6 | 27.193.661,55 |
| À plus d'un an | 9362 | | |
| À un an au plus | 9372 | 32.921.625,6 | 27.193.661,55 |

(montants en €)

Exercice

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

(montants en €)

| | Codes | Exercice |
|---|-------|------------|
| LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES | | |
| Créances sur les personnes précitées | 9500 | |
| Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé | | |
| Garanties constituées en leur faveur | 9501 | |
| Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur | 9502 | |
| Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable | | |
| Aux administrateurs et gérants | 9503 | 660.491,40 |
| Aux anciens administrateurs et anciens gérants | 9504 | |

(montants en €)

| | Codes | Exercice |
|---|-------|----------|
| LE(S) COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS) | | |
| Émoluments du (des) commissaire(s) | 9505 | 31.722,5 |
| Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s) | | |
| Autres missions d'attestation | 95061 | 3.952,50 |
| Missions de conseils fiscaux | 95062 | |
| Autres missions extérieures à la mission révisoriale | 95063 | 22.170 |
| Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés) | | |
| Autres missions d'attestation | 95081 | |
| Missions de conseils fiscaux | 9508 | |
| Autres missions extérieures à la mission révisoriale | 95083 | |

Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Pour chaque catégorie d'instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur

| Catégorie d'instruments financiers dérivés | Risque couvert | Spéculation/couverture | Volume | Exercice | | Exercice précédent | |
|--|----------------|------------------------|--------|------------------|----------------|--------------------|----------------|
| | | | | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| Swaps | taux d'intérêt | Couverture | 1 | 0 | -20.326.749,26 | 0 | -30.168.152,92 |
| Collar | taux d'intérêt | Couverture | 1 | 0 | 1.138.377,27 | 0 | 0 |
| Immobilisations financières comptabilisées à un montant supérieur à la juste valeur | | | | | | | |
| Montant des actifs pris isolément ou regroupés de manière adéquate | | | | | | | |
| Raisons pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite | | | | | | | |
| Éléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera recouvrée | | | | | | | |

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Informations à compléter par les entreprises soumises aux dispositions du Code des sociétés relatives aux comptes consolidés

L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion

RÈGLES D'ÉVALUATION

ACTIF

I. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

Les frais d'établissement sont comptabilisés à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition et sont amortis sur un maximum de 5 ans.

II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Elles sont enregistrées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition et sont amorties sur une période de 5 ans.

III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEUR D'ACQUISITION

- Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition ou de revient, ou à leur valeur d'apport.

FRAIS ACCESSOIRES

- Les frais accessoires sont inclus dans la valeur d'acquisition des immobilisations corporelles concernées. Ils sont amortis au même rythme que les installations auxquelles ils se rapportent.

INTERVENTIONS DE TIERS

- Les interventions de tiers dans le financement des immobilisations corporelles sont portées en déduction des valeurs d'acquisition de celles-ci. Elles sont, en outre, déduites de la base d'amortissement des dites installations.

AMORTISSEMENTS

- Les amortissements sont calculés sur base de la méthode linéaire. Les installations donnant lieu à amortissement sont celles existant au 31 décembre de l'exercice considéré. Les installations acquises au cours de l'exercice sont, depuis le 1^{er} janvier 2015 et suite à la soumission d'ORES Assets à l'impôt des sociétés, amorties au prorata temporis. Une installation acquise dans le courant du mois n sera amortie à partir du 1^{er} du mois n + 1.

- Les taux d'amortissement à prendre en considération sont les suivants :

| INSTALLATIONS ÉLECTRICITÉ | TAUX D'AMORTISSEMENT EN% | INSTALLATIONS GAZ | TAUX D'AMORTISSEMENT EN% |
|---|--------------------------|--|--------------------------|
| Immobilisations incorporelles | 20 | Immobilisations incorporelles | 20 |
| Terrains | 0 | Terrains | 0 |
| Bâtiments industriels | 3 | Bâtiments industriels | 3 |
| Bâtiments administratifs | 2 | Bâtiments administratifs | 2 |
| Câbles | 2 | Conduites | 2 |
| Lignes | 2 | Cabines / stations | 3 |
| Réseau signalisation gaine câble fibres optiques | 4 | Raccordements / branchements | 3 |
| Postes et cabines (équipements en haute et en basse tensions) | 3 | Appareils de mesure | 3 |
| Raccordements – transformations | 3 | Équipement labo, dispatching | 10 |
| Raccordements – lignes et câbles | 2 | Compteurs à budget, compteurs électroniques, automatiques | 10 |
| Appareillage de mesure | 3 | Commande à distance, équipement dispatching, équipement labo | 10 |
| Compteurs électroniques, compteurs à budget | 10 | Télétransmission et fibres optiques | 10 |
| Compteurs électriques basse tension SMART | 6,7 | Outillage et mobilier | 10 |
| Commande à distance, équipement labo et dispatching | 10 | Matériel roulant (transport personnes et marchandises) | 20 |
| Télétransmission et fibres optiques | 10 | Outillage roulant | 10 |
| Outillage et mobilier | 10 | Matériel informatique | 33 |
| Matériel roulant (transport personnes et marchandises) | 20 | | |
| Outillage roulant | 10 | | |
| Matériel informatique | 33 | | |

Différence initiale entre la RAB technique et la valeur comptable des immobilisations corporelles

Jusque fin 2002, les immobilisations corporelles étaient valorisées à l'actif du bilan sur base de la valeur comptable (soit la valeur d'acquisition diminuée du fonds d'amortissement) réévaluée en conformité avec la dérogation obtenue du Ministère des Affaires économiques en date du 22 novembre 1985.

Depuis 2003, les intercommunales actives dans les marchés de l'électricité et du gaz naturel ont vu leurs activités se recentrer, au rythme de la libéralisation de ces marchés, essentiellement sur la fonction de gestionnaire des réseaux de distribution d'électricité et de gaz, activité monopolistique pour laquelle il existe un cadre réglementaire composé notamment des méthodologies tarifaires.

Celles-ci prévoient une rémunération équitable des capitaux investis calculée sur base d'un taux de rémunération, d'une structure de financement théorique et de la base des capitaux investis à rémunérer (RAB) (a).

Les gestionnaires de réseaux de distribution mixtes d'électricité et de gaz disposant d'un inventaire technique permettant de justifier la valeur des immobilisations corporelles ont pu établir la valeur initiale des capitaux investis au 31 décembre 2001 / 31 décembre 2002 sur la base de la valeur économique de cet inventaire. Les valeurs initiales ont été formellement approuvées par le régulateur compétent puis confirmées en 2007 sur la base des valeurs au 31 décembre 2005 pour l'électricité et au 31 décembre 2006 pour le gaz naturel.

Le régulateur impose que la RAB prise en considération pour déterminer la base de rémunération des capitaux investis évolue selon la formule suivante :

RAB_n = iRAB + investissements n – amortissements n – mises hors service n (b)

Le régulateur exige également de pouvoir, à tout moment, réconcilier la RAB introduite dans les propositions tarifaires avec les états comptables des GRD (c).

Répondre aux contraintes (a), (b) et (c) impliquait la comptabilisation de la RAB et qu'une différence initiale soit dégagée par rapport à la valeur comptable.

Cette différence initiale qui apparaît au bilan d'ORES Assets est d'une part liée au droit d'être le distributeur exclusif d'électricité et de gaz pour une durée définie et sur un territoire fixé et d'autre part reflète l'exercice de valorisation du réseau concerné.

Vu la nature spécifique de cette différence initiale, ORES Assets avait choisi de la comptabiliser au niveau d'une rubrique séparée des immobilisations corporelles et de ne pas l'amortir ni la désaffecter.

En novembre 2007, les accords entre les GRD et la CREG ont débouché sur une transaction et la publication des Arrêtés

royaux du 2 septembre 2008 décrivant la méthodologie tarifaire de la CREG dont les principes ont été repris dans la méthodologie tarifaire CWaPE.

Il y est ainsi indiqué que les coûts à couvrir par les tarifs comprennent notamment la partie de la plus-value relative aux équipements mis hors service dans le courant de l'année concernée, pour autant que les montants correspondant à cette partie de la plus-value soient portés sur une réserve au passif du GRD. Le régulateur contrôle la concordance entre l'évolution de cette réserve et les mises hors services enregistrées. La méthode appliquée par le GRD en vue de déterminer les mises hors service techniques est attestée par le réviseur du GRD concerné. La plus-value est reprise et reportée dans les coûts à un taux de 2% par an.

Par conséquent, les méthodologies tarifaires stipulent également que la valeur de reconstruction économique évolue chaque année depuis le 1^{er} janvier 2007 par notamment la déduction de la partie de la plus-value relative aux équipements mis hors service dans le courant de l'année concernée. Cette plus-value est déduite et reprise dans les coûts à un taux de 2% l'an.

Ces dispositions sont entrées en vigueur à partir de l'exercice tarifaire 2008 et sont toujours d'application aujourd'hui.

IV. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont reprises à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition, diminuée de la partie non appelée.

V. CRÉANCES À PLUS D'UN AN

Les créances à plus d'un an sont reprises à l'actif du bilan à leur valeur nominale.

VI. STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXÉCUTION

Les travaux en cours sont portés à l'actif du bilan à leur prix de revient. En ce qui concerne les travaux pour compte de tiers, les dépenses et les facturations sont transférées en compte de résultats lorsque les travaux sont considérés comme terminés.

VII. CRÉANCES À UN AN AU PLUS

Les créances à un an au plus sont reprises à l'actif du bilan à leur valeur nominale.

Elles comprennent les montants à recevoir de la clientèle pour les fournitures d'énergie (essentiellement la clientèle protégée), les redevances de transit et les travaux divers.

Elles sont amputées de celles considérées comme irrécouvrables en ce compris celles afférentes aux faillites connues. Ces créances irrécouvrables sont prises en charge en totalité par le débit du compte de résultats (autres charges d'exploitation).

Lorsqu'une partie est recouvrée par la suite, le montant récupéré figure au crédit du compte de résultats (autres produits d'exploitation).

Les créances impayées sont couvertes par des réductions de valeur lorsqu'un risque d'irrecouvrabilité certain est constaté.

En 2015, un nouveau marché public a été lancé de telle façon à permettre la récupération des créances pour fourniture d'énergie aux clients finaux ainsi que des créances pour travaux. Ce marché public prévoit un taux de recouvrement par l'attributaire. La quote-part de ces créances couvertes par une réduction de valeur est donc calculée déduction faite du pourcentage de récupération prévu.

Suite à la soumission d'ORES Assets à l'impôt des sociétés, les réductions de valeur s'appliquent par palier, suivant un échancier spécifique, et déduction faite de la partie garantie par les sociétés de recouvrement afin de les prendre en charge progressivement.

Signalons qu'aucune réduction de valeur n'est constituée sur les créances « dégâts réseaux » de moins de deux ans ainsi que sur les créances ouvertes envers les communes car le Conseil d'administration estime que ces créances ne présentent pas de risque d'irrecouvrabilité.

VIII. PLACEMENTS DE TRÉSORERIE

Les placements de trésorerie sont comptabilisés à l'actif du bilan à leur valeur nominale.

IX. VALEURS DISPONIBLES

Les valeurs disponibles sont comptabilisées à l'actif du bilan à leur valeur nominale.

X. COMPTES DE RÉGULARISATION

1. Les charges exposées pendant l'exercice mais imputables en tout ou en partie à un ou plusieurs exercices ultérieurs sont évaluées en adoptant une règle proportionnelle.
2. Les revenus ou fractions de revenus dont la perception n'aura lieu qu'au cours d'un ou plusieurs exercices suivants mais qui sont à rattacher à l'exercice en cause sont évalués au montant de la quote-part afférente à l'exercice en cause.

Les comptes de régularisation de l'actif comprennent principalement des frais correspondants à des charges de pensions liquidées sous forme de capital au bénéfice du personnel de la société exploitante (ORES scrl) antérieurement affecté aux

activités de la distribution sur le territoire de l'intercommunale.

La prise en charge de ces frais par l'intercommunale est étalée sur une durée n'excédant pas 20 ans.

Figure également dans les comptes de régularisation d'actif, la valeur estimée des redevances de transit relatives à l'énergie transportée mais non relevée au 31 décembre.

Les consommations « basse tension » et « basse pression » pour les clients résidentiels et professionnels n'étant relevées qu'une fois par an, il faut estimer les quantités d'énergie transportée pour ces clients entre la date du dernier relevé des compteurs et le 31 décembre et déterminer les redevances de transit y afférentes (quantités totales d'énergie transportée pendant l'exercice civil – quantités transportées et facturées pendant le même exercice) (valorisation des redevances de transit sur base des tarifs applicables au cours de l'exercice considéré).

Les comptes de régularisation de l'actif comprennent les éventuels « actifs réglementaires » comptabilisés en vertu du principe d'annualité des charges et des produits. Ces « actifs réglementaires » relatifs à la période 2008-2016 seront récupérés via les tarifs. Pour la période 2008 à 2013, ils sont déjà récupérés à concurrence d'un acompte de 10% à partir de 2015; cette mesure est également valable pour 2016. L'impact sur les résultats de l'intercommunale de ces actifs réglementaires sera annuel et partiellement neutralisé par une affectation d'une partie des bénéfices aux réserves disponibles.

PASSIF

VII. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

À la clôture de chaque exercice, au regard de la loi comptable du 18 décembre 2015, le Conseil d'administration, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examine les provisions à constituer pour couvrir tous les risques prévus ou pertes éventuelles nées au cours de l'exercice et des exercices antérieurs. Les provisions afférentes aux exercices antérieurs sont régulièrement revues et le Conseil d'administration décide de leur affectation ou destination.

VIII. DETTES À PLUS D'UN AN

Les dettes à plus d'un an sont comptabilisées au passif du bilan à leur valeur nominale.

IX. DETTES À UN AN AU PLUS

Les dettes à un an au plus sont comptabilisées au passif du bilan à leur valeur nominale.



X. COMPTES DE RÉGULARISATION

1. Les charges ou fractions de charges afférentes à l'exercice mais qui ne seront payées qu'au cours d'un exercice ultérieur sont évaluées au montant afférent à l'exercice.
2. Les revenus perçus au cours de l'exercice mais qui sont imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur sont également évalués au montant qui doit être considéré comme un produit pour les exercices ultérieurs.

Les comptes de régularisation du passif comprennent les éventuels « passifs régulateurs » ou « excédents » comptabilisés en vertu du principe d'annualité des charges et des produits. Ces « passifs régulateurs » relatifs à la période 2008-2016 seront restitués via les tarifs futurs. Pour la période 2008 à 2013, ils sont déjà restitués à concurrence d'un acompte de 10% à partir de 2015; cette mesure étant également valable pour 2016. L'impact sur les résultats de l'intercommunale de ces passifs régulateurs est pris en charge intégralement dans l'exercice auquel il se rapporte.

Figure également dans les comptes de régularisation du passif, la valeur estimée des redevances de transit relatives à l'énergie transportée mais non relevée au 31 décembre.

Les consommations « basse tension » et « basse pression » pour les clients résidentiels et professionnels n'étant relevées qu'une fois l'an, il faut estimer les quantités d'énergie transportées pour ces clients entre la date du dernier relevé des compteurs et le 31 décembre et déterminer les redevances de transit y afférentes.

(quantités totales d'énergie transportée pendant l'exercice civil – quantités transportées et facturées pendant le même exercice) (valorisation des redevances de transit sur base des tarifs applicables au cours de l'exercice considéré).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ANNEXE

POINTS SPÉCIAUX

L'intercommunale n'a pas de personnel propre. Les indemnités et jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'administration et des Comités de secteur sont imputés au compte « 61 – Services et biens divers »; par conséquent, la rubrique 9147 de la page 54 mentionne des retenues de précompte professionnel.

Les présents comptes annuels sont soumis à une procédure de tutelle administrative.

RÉPARTITION BÉNÉFICIAIRE 2016

ORES ASSETS TOUS SECTEURS CONFONDUS

(montants en €)

ÉLECTRICITÉ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Gestion réseaux distribution | 42.245.403,05 | 13.490.140,61 | 55.735.543,66 |
| Fourniture | 224.360,31 | 129.204,96 | 353.565,27 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ | 42.469.763,36 | 13.619.345,57 | 56.089.108,93 |

GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| Gestion réseaux distribution | 21.025.916,93 | 7.075.764,74 | 28.101.681,67 |
| Fourniture | 36.892,45 | 19.754,48 | 56.646,93 |
| TOTAL GAZ | 21.062.809,38 | 7.095.519,22 | 28.158.328,60 |

ÉLECTRICITÉ + GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|--------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Gestion réseaux distribution | 63.271.319,98 | 20.565.905,35 | 83.837.225,33 |
| Fourniture | 261.252,76 | 148.959,44 | 410.212,20 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ + GAZ | 63.532.572,74 | 20.714.864,79 | 84.247.437,53 |

ORES ASSETS SECTEUR NAMUR

(montants en €)

ÉLECTRICITÉ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| Gestion réseaux distribution | 8.053.416,03 | 2.748.840,81 | 10.802.256,84 |
| Fourniture | 19.773,65 | 8.540,94 | 28.314,59 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ | 8.073.189,68 | 2.757.381,75 | 10.830.571,43 |

GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Gestion réseaux distribution | 1.979.024,94 | 647.278,19 | 2.626.303,13 |
| Fourniture | 3.834,81 | 2.723,61 | 6.558,42 |
| TOTAL GAZ | 1.982.859,75 | 650.001,80 | 2.632.861,55 |

ÉLECTRICITÉ + GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|--------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| Gestion réseaux distribution | 10.032.440,97 | 3.396.119,00 | 13.428.559,97 |
| Fourniture | 23.608,46 | 11.264,55 | 34.873,01 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ + GAZ | 10.056.049,43 | 3.407.383,55 | 13.463.432,98 |

ORES ASSETS SECTEURS HAINAUT

(montants en €)

ÉLECTRICITÉ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| Gestion réseaux distribution | 14.682.950,61 | 4.048.249,68 | 18.731.200,29 |
| Fourniture | 143.177,98 | 91.248,59 | 234.426,57 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ | 14.826.128,59 | 4.139.498,27 | 18.965.626,86 |

GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| Gestion réseaux distribution | 13.127.287,37 | 4.287.613,46 | 17.414.900,83 |
| Fourniture | 28.886,49 | 14.443,25 | 43.329,74 |
| TOTAL GAZ | 13.156.173,86 | 4.302.056,71 | 17.458.230,57 |

ÉLECTRICITÉ + GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|--------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| Gestion réseaux distribution | 27.810.237,98 | 8.335.863,14 | 36.146.101,12 |
| Fourniture | 172.064,47 | 105.691,84 | 277.756,31 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ + GAZ | 27.982.302,45 | 8.441.554,98 | 36.423.857,43 |

ORES ASSETS SECTEUR EST

(montants en €)

ÉLECTRICITÉ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Gestion réseaux distribution | 2.334.546,77 | 857.043,71 | 3.191.590,48 |
| Fourniture | 4.222,02 | 3.354,77 | 7.576,79 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ | 2.338.768,79 | 860.398,48 | 3.199.167,27 |

ORES ASSETS SECTEUR LUXEMBOURG

(montants en €)

ÉLECTRICITÉ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Gestion réseaux distribution | 7.297.473,75 | 2.308.242,46 | 9.605.716,21 |
| Fourniture | 13.773,93 | 5.950,19 | 19.724,12 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ | 7.311.247,68 | 2.314.192,65 | 9.625.440,33 |

GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Gestion réseaux distribution | 701.729,56 | 257.311,12 | 959.040,68 |
| Fourniture | 813,36 | 582,63 | 1.395,99 |
| TOTAL GAZ | 702.542,92 | 257.893,75 | 960.436,67 |

ÉLECTRICITÉ + GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|--------------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| Gestion réseaux distribution | 7.999.203,31 | 2.565.553,58 | 10.564.756,89 |
| Fourniture | 14.587,29 | 6.532,82 | 21.120,11 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ + GAZ | 8.013.790,60 | 2.572.086,40 | 10.585.877,00 |

ORES ASSETS SECTEUR VERVIERS

(montants en €)

| ÉLECTRICITÉ | | | |
|------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
| Gestion réseaux distribution | 2.697.109,57 | 1.260.532,16 | 3.957.641,73 |
| Fourniture | 12.885,18 | 6.358,74 | 19.243,92 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ | 2.709.994,75 | 1.266.890,90 | 3.976.885,65 |

ORES ASSETS SECTEUR BRABANT WALLON

(montants en €)

| ÉLECTRICITÉ | | | |
|------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
| Gestion réseaux distribution | 5.452.125,22 | 1.709.549,55 | 7.161.674,77 |
| Fourniture | 20.884,27 | 9.045,70 | 29.929,97 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ | 5.473.009,49 | 1.718.595,25 | 7.191.604,74 |

GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Gestion réseaux distribution | 4.267.944,46 | 1.548.714,06 | 5.816.658,51 |
| Fourniture | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GAZ | 4.267.944,46 | 1.548.714,06 | 5.816.658,51 |

ÉLECTRICITÉ + GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|--------------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| Gestion réseaux distribution | 9.720.069,68 | 3.258.263,61 | 12.978.333,28 |
| Fourniture | 20.884,27 | 9.045,70 | 29.929,97 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ + GAZ | 9.740.953,95 | 3.267.309,31 | 13.008.263,25 |

ORES ASSETS SECTEUR MOUSCRON

(montants en €)

ÉLECTRICITÉ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| Gestion réseaux distribution | 865.985,12 | 270.416,92 | 1.136.402,04 |
| Fourniture | 9.643,28 | 4.706,03 | 14.349,31 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ | 875.628,40 | 275.122,95 | 1.150.751,35 |

GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Gestion réseaux distribution | 684.137,42 | 246.250,20 | 930.387,62 |
| Fourniture | 3.357,79 | 2.004,99 | 5.362,78 |
| TOTAL GAZ | 687.495,21 | 248.255,19 | 935.750,40 |

ÉLECTRICITÉ + GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|--------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Gestion réseaux distribution | 1.550.122,54 | 516.667,12 | 2.066.789,66 |
| Fourniture | 13.001,07 | 6.711,02 | 19.712,09 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ + GAZ | 1.563.123,61 | 523.378,14 | 2.086.501,75 |

ORES ASSETS SECTEUR COMMUN

(montants en €)

ÉLECTRICITÉ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| Gestion réseaux distribution | 861.795,98 | 287.265,33 | 1.149.061,31 |
| Fourniture | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ | 861.795,98 | 287.265,33 | 1.149.061,31 |

GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Gestion réseaux distribution | 265.793,19 | 88.597,73 | 354.390,91 |
| Fourniture | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GAZ | 265.793,19 | 88.597,73 | 354.390,91 |

ÉLECTRICITÉ + GAZ

| ACTIVITÉS | POUVOIRS PUBLICS | ELECTRABEL | TOTAL |
|--------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Gestion réseaux distribution | 1.127.589,17 | 375.863,06 | 1.503.452,22 |
| Fourniture | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL ÉLECTRICITÉ + GAZ | 1.127.589,17 | 375.863,06 | 1.503.452,22 |

RAPPORT SPÉCIFIQUE SUR LES PRISES DE PARTICIPATIONS D'ORES ASSETS

Dans le cadre des missions qui lui sont attribuées, le Conseil d'administration a examiné les participations que l'intercommunale détient dans le capital d'autres sociétés.

Ces participations, qui sont décrites ci-après, sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des montants restant éventuellement à libérer.

PARTICIPATION EN ORES SCRL

ORES scrl est la société qui gère et exploite les réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel de 197 communes de Wallonie. Elle mène principalement ses activités pour le compte du gestionnaire de réseau de distribution wallon ORES Assets. ORES scrl prend donc en charge, pour son compte, toutes les activités opérationnelles liées à la gestion et à l'exploitation des réseaux de distribution dans les communes associées : aménagement des réseaux, travaux de raccordement, interventions et dépannages, relevé des index de consommation chez les clients, obligations de service public, gestion de l'éclairage public communal, etc.

Le 6 février 2009, les gestionnaires de réseaux de distribution mixtes wallons IDEG, IEH, IGH, Interest, Interlux, Intermosane, Sedilec et Simogel (ci-après les GRD) ont acquis les parts de la société Netwal constituée le 18 avril 2008, mais renommée ORES à cette occasion. Ces parts étaient détenues alors à 100 % par le groupe Electrabel. Le 3 avril 2009, suite aux apports de branche d'activité Index'is et Igretec, ces mêmes GRD ont acquis des parts supplémentaires d'ORES scrl. Au total, au 31 décembre 2012, ce sont 2.460 parts qui étaient détenues par les GRD.

En 2013, plusieurs cessions de parts ORES scrl ont été réalisées :

- En juin 2013, une part d'ORES scrl détenue par Intermosane a été cédée à Tecteo (RESA). Cette cession s'inscrit dans le cadre du MoU du 5 octobre 2011 prévoyant la scission d'Intermosane, la reprise du secteur situé sur le territoire du centre-ville de Liège par Tecteo (RESA) et l'exploitation de ce secteur par ORES scrl jusqu'au 31 décembre 2016. Cette date a été reportée en 2017 pour rendre possible la reprise par RESA de certaines données informatiques, essentiellement des bases des données clients. La rétrocession à ORES Assets secteur Verviers de la part ainsi cédée à RESA a été conventionnellement reportée à la date de reprise complète de ces bases de données informatiques.

- En décembre 2013, préalablement à la fusion des GRD et afin d'assurer la pluralité des actionnaires de la société à créer, Ideg, IEH, Interest, Interlux, Intermosane, Sedilec et Simogel ont respectivement cédé une de leurs parts à Idefin, IPFH, Finest, Sofilux, Finimo, Sedifin et IEG (c'est-à-dire les intercommunales pures de financement associées aux GRD). Le 31 décembre 2013, les GRD mixtes ont fusionné en créant la société ORES Assets.

Au 31 décembre 2015, ORES Assets détient 2.452 parts d'ORES scrl, pour un montant de 456.072,00 €.

PARTICIPATION EN LABORELEC

Laborelec est le centre de compétences techniques du secteur qui fournit des études et projets, notamment pour la distribution d'énergie, ainsi que des services spécialisés à la demande. Jusqu'en 2005, Laborelec était rémunérée via une cotisation payée par les gestionnaires de réseaux de distribution à Intermixt. Afin d'assurer la meilleure adéquation possible entre les études et projets de Laborelec pour la distribution, et donc pour rencontrer les besoins spécifiques des gestionnaires de réseaux de distribution, ceux-ci ont décidé de participer au capital de Laborelec. Chacun des GRD électricité a ainsi acheté un titre Laborelec à son propriétaire, Electrabel. Les 7 parts sont toujours détenues par ORES Assets au 31 décembre 2016 pour un montant total de 2.018,31 €.

PARTICIPATION EN IGRETEC

Igretec, l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Études Techniques et Économiques de la Région de Charleroi et du Sud-Hainaut, propose des services aux entreprises, administrations et citoyens en matière de développement économique, de bureau d'études ou encore d'efficacité et services énergétiques.

ORES Assets détient 2.400 parts Igretec au 31 décembre 2016 pour une valeur de 14.873,61 €.

Les participations d'ORES Assets au 31 décembre 2016 s'élèvent ainsi à 472.963,92 €, montant qui se décompose comme suit :

| | |
|---------------------------------|-------------|
| • Participations en ORES SCRL : | 456.072,00€ |
| • Participations en LABORELEC : | 2.018,31€ |
| • Participations en IGRETEC : | 14.873,61€ |

| | |
|---------|-------------|
| Total : | 472.963,92€ |
|---------|-------------|

RAPPORT DES COMMISSAIRES



RSM InterAudit

Rue Antoine de Saint-Exupéry 14
B 6041 Gosselies

T +32 (0)71 37 03 13
F +32 (0)71 37 01 39

www.rsmbelgium.be

Ores Assets scrl

Rapport du commissaire sur l'état résumant la situation active et passive au 31 octobre 2016 de Dans le cadre de la proposition de distribution d'un acompte sur dividende

AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM InterAudit is a member of the RSM network and trades as RSM. RSM is the trading name used by the members of the RSM Network. Each member of the RSM network is an independent accounting and consulting firm which practices on its own right. The RSM network is not itself a separate legal entity in any jurisdiction.

RSM InterAudit Scrl ⁽¹⁾ - Diviseurs d'antéprises - Siège social : chaussée de Waterloo 1151 - B - 100 Bruxelles
interaudit@rsmbelgium.be - TVA BE 0436 391.122 - RPM Bruxelles - ⁽²⁾ Société civile à forme commerciale

Member of RSM Toelien Gats Dupont Koevoets - Offices in Antwerp, Brussels, Charleroi, Mons and Zaventem

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|---|
| 1. Introduction | 3 |
| 2. Contrôles effectués | 4 |
| 3. Commentaires sur l'état résumant la situation active et passive | 4 |
| 4. Événements survenus après la clôture intermédiaire | 4 |
| 5. Limitations concernant à répartition bénéficiaire | 4 |
| 6. Conclusion | 5 |

1. Introduction

Le Conseil d'administration propose, conformément à l'article 37 des statuts de distribuer un acompte sur le dividende qui sera octroyé sur les résultats de l'exercice sur le vu d'un état vérifié par le Collège des contrôleurs aux comptes et résumant la situation active et passive.

Conformément à ces dispositions statutaires, je soussigné Thierry LEJUSTE, Reviseur d'Entreprises, commissaire de la société coopérative à responsabilité limitée ORES ASSETS, et représentant la SCRL RSM InterAudit dont les bureaux sont établis au n° 14, Rue Antoine de Saint-Exupéry à 6041 Gosselies, ai été mandaté par le Conseil d'Administration en vue d'établir le rapport requis par les statuts.

Notre rapport est basé sur un état résumant la situation active et passive de la société ne remontant pas à plus de 2 mois. Une situation comptable arrêtée au 31 octobre 2016 nous a été remise à cet effet.

Nous avons procédé à un examen limité de l'état résumant la situation active et passive intermédiaire ci-joint pour la période du 1 janvier 2016 au 31 octobre 2016, dont le total du bilan s'élève à 3.962.341.629,36 EUR.

L'état résumant la situation active et passive intermédiaire a été établi sous la responsabilité du Conseil d'administration afin de lui permettre d'évaluer si le bénéfice disponible, tel que déterminé par les dispositions de l'article 37 ses statuts de la scrl Ores Assets, est suffisant pour permettre la distribution d'un acompte sur dividendes de 47.874.416,31 EUR répartis comme suit par secteur et par énergie :

| ELECTRICITE | |
|------------------------------------|-----------------------|
| Namur | 5.707.066,31€ |
| Hainaut | 11.101.506,32€ |
| Est | 1.799.335,74€ |
| Luxembourg | 5.278.704,80€ |
| Verviers | 2.214.455,86€ |
| Brabant Wallon | 3.880.368,81€ |
| Mouscron | 627.163,66€ |
| Secteur commun | 621.102,63€ |
| Total Electricité | 31.229.704,13€ |
| GAZ | |
| Namur | 1.479.865,57€ |
| Hainaut | 10.669.411,13€ |
| Luxembourg | 531.844,64€ |
| Brabant Wallon | 3.224.823,17€ |
| Mouscron | 555.504,24€ |
| Secteur commun | 183.263,43€ |
| Total Gaz | 16.644.712,18€ |
| Acompte sur dividende total | 47.874.416,31€ |

2. Contrôles effectués

Notre mission a été effectuée conformément aux recommandations de révision de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises relatives à l'examen limité. L'examen limité d'une situation intermédiaire consiste principalement en l'analyse des données financières et la discussion de ces informations avec la Direction.

L'étendue des travaux entrant dans le cadre de cet examen est moins importante que celle qui résulte d'un contrôle plénier conformément aux normes de révision généralement appliquées. De ce fait, nous ne pouvons pas émettre d'opinion sur l'état ci-joint.

Nous nous sommes également assuré que les statuts prévoient expressément que le Conseil d'administration peut distribuer un acompte sur dividende.

3. Commentaires sur l'état résumant la situation active et passive

La situation active et passive intermédiaire au 31 octobre 2016 a été établie sous la responsabilité du Conseil d'administration conformément à la législation comptable et aux règles d'évaluation de la société et concorde avec la comptabilité d'Ores Assets scri. Les règles d'évaluation approuvées par le Conseil d'administration sont identiques à celles utilisées au cours de l'exercice précédent.

4. Événements survenus après la clôture intermédiaire

À la date de ce rapport, sur base des discussions que nous avons eues avec la Direction, il ne s'est produit depuis le 31 octobre 2016, date de l'état résumant la situation active et passive intermédiaire, aucun événement important qui aurait un impact significatif sur celle-ci.

5. Limitations concernant à répartition bénéficiaire

Conformément à l'article 428 du Code des Sociétés, un prélèvement d'un vingtième au moins du bénéfice net doit être affecté à la formation d'un fonds de réserve ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième de la part fixe du capital social.

Conformément à l'article 429, aucune distribution ne peut être faite lorsqu'à la date de clôture du dernier exercice, l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels est, ou deviendrait, à la suite d'une telle distribution, inférieur au montant de la part fixe du capital ou au montant du capital libéré lorsque celui-ci est inférieur à la part fixe du capital, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. Par actif net, il faut entendre le total de l'actif tel qu'il figure au bilan, déduction faite des provisions et dettes. Pour la distribution de dividendes, l'actif ne peut comprendre le montant non encore amorti des frais d'établissement et sauf cas exceptionnel à justifier, le montant non encore amorti des frais de recherche et de développement.

Conformément à l'article 384, sauf disposition statutaire contraire, l'assemblée générale décide de l'affectation des bénéfices et des pertes.



RSM InterAudit

Rue Antoine de Saint-Exupéry 14
B 6041 Gosselies

T +32 (0)71 37 03 13
F +32 (0)71 37 01 39

www.rsmbelgium.be

Ores Assets scrl

**Rapport du commissaire sur l'état résumant la situation active et passive au
31 octobre 2016 de Dans le cadre de la proposition de distribution d'un acompte sur
dividende**

AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM InterAudit is a member of the RSM network and trades as RSM. RSM is the trading name used by the members of the RSM Network. Each member of the RSM network is an independent accounting and consulting firm which practices in its own right. The RSM network is not itself a separate legal entity in any jurisdiction.

RSM InterAudit Scrl ⁽¹⁾ - Dépositaires d'entreprises - Siège social : chaussée de Waterloo 1151 - B - 1800 Bruxelles
interaudit@rsmbelgium.be - TVA BE 0436 391.122 - RPM Bruxelles - ⁽²⁾ Société civile à forme commerciale

Member of RSM Toeslan Cats Dupont Koevoets - Offices in Antwerp, Brussels, Charleroi, Mons and Zaventem



Ores Assets scri

Situation comparative 31 octobre 2016 – 31 décembre 2015

ORES ASSETS TOTAL : BILAN au 31 10 2016 - 31 12 2015

| ACTIF | Codes | TOTAL | |
|--|--------------|-------------------------|-------------------------|
| | | 2016 | 2015 |
| ACTIFS IMMOBILISES | 21/28 | 3.475.804.232,14 | 3.397.203.517,76 |
| II. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 21 | 22.141.487,33 | 20.625.204,09 |
| III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES. | 22/27 | 3.452.991.140,65 | 3.375.922.907,87 |
| A. Terrains et constructions. | 22 | 88.980.617,39 | 85.182.029,62 |
| B. Installations techniques et machines. | 23 | 3.335.666.644,62 | 3.257.667.480,04 |
| C. Mobilier, matériel roulant et outillage. | 24 | 27.649.734,74 | 28.770.274,30 |
| E. Autres immobilisations corporelles | 26 | 694.143,90 | 4.303.123,91 |
| IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES. | 28 | 671.604,16 | 655.405,79 |
| B. Autres entreprises avec lien de participation | | | |
| 1. Participations | 282 | 456.072,00 | 456.072,00 |
| C. Autres immobilisations financières. | | | |
| 1. Actions et parts. | 284 | 16.891,92 | 16.891,92 |
| 2. Créances et cautionnements en numéraires. | 285/8 | 198.640,24 | 182.441,87 |
| ACTIFS CIRCULANTS | 29/58 | 486.537.397,22 | 442.950.715,44 |
| V. CREANCES A PLUS D'UN AN | 29 | 298.649,95 | 74.566,03 |
| B. Autres créances. | 291 | 298.649,95 | 74.566,03 |
| VI. STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXECUTION. | 3 | 9.258.494,75 | 7.672.574,74 |
| B. Commandes en cours d'exécution. | 37 | 9.258.494,75 | 7.672.574,74 |
| VII. CREANCES A UN AN AU PLUS. | 40/41 | 237.300.831,99 | 157.381.898,23 |
| A. Créances commerciales. | 40 | 146.717.133,89 | 154.032.323,59 |
| B. Autres créances. | 41 | 90.583.698,10 | 3.349.574,64 |
| X. COMPTES DE REGULARISATION. | 490/1 | 239.679.420,53 | 277.821.676,44 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 3.962.341.629,36 | 3.840.154.233,19 |

ORES ASSETS TOTAL : BILAN au 31 10 2016 - 31 12 2015



| P A S S I F | Codes | TOTAL | |
|---|--------------|-------------------------|-------------------------|
| | | 2016 | 2015 |
| CAPITAUX PROPRES | 10/15 | 1.748.887.653,89 | 1.681.526.156,01 |
| I. CAPITAL. | 10 | 793.904.619,26 | 793.170.006,99 |
| A. Capital souscrit. | 100 | 793.904.619,26 | 793.170.006,99 |
| III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION. | 12 | 566.185.323,64 | 583.704.646,49 |
| IV. RESERVES. | 13 | 321.304.355,38 | 304.651.502,53 |
| A. Réserve légale. | 130 | 366.819,18 | 366.819,18 |
| B. Réserves indisponibles. | 131 | | |
| 2. Autres. | 1311 | 194.017.270,08 | 177.322.839,01 |
| D. Réserves disponibles. | 133 | 126.920.266,12 | 126.961.844,34 |
| RESULTAT DE LA PERIODE | | 67.493.355,61 | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 16 | 18.024.881,64 | 18.002.727,93 |
| VII. PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES. | 16 | 18.024.881,64 | 18.002.727,93 |
| A. Provisions pour risques et charges. | | | |
| 4. Autres risques et charges | 163/5 | 18.024.881,64 | 18.002.727,93 |
| Provisions environnementales | 163 | 7.442.907,31 | 18.002.727,93 |
| Provisions pour litiges | 164 | 10.581.974,33 | 0,00 |
| DETTES | 17/49 | 2.195.429.093,83 | 2.140.625.349,25 |
| VIII. DETTES A PLUS D'UN AN. | 17 | 1.735.127.045,24 | 1.735.647.634,87 |
| A. Dettes financières. | 170/4 | | |
| 4. Etablissement de crédit | 173 | 999.179.315,72 | 999.179.315,72 |
| 5. Autres emprunts | 174 | 734.767.811,27 | 734.767.811,27 |
| D. Autres dettes. | 178/9 | 1.179.918,25 | 1.700.507,88 |
| IX. DETTES A UN AN AU PLUS. | 42/48 | 337.359.071,83 | 356.545.961,30 |
| A. Dettes + 1 an échéant dans l'année | 42 | 104.318.473,34 | 109.107.877,88 |
| B. Dettes financières | 43 | 50.000.000,00 | 50.000.000,00 |
| C. Dettes commerciales | 44 | | |
| 1. Fournisseurs. | 440/4 | 86.731.933,09 | 104.018.456,98 |
| D. Acomptes reçus sur commandes. | 46 | 24.602.795,24 | 22.423.356,13 |
| E. Dettes fiscales, salariales et sociales. | 45 | 53.980.166,12 | 8.378.257,21 |
| F. Autres dettes. | 47/48 | 17.745.704,04 | 62.618.013,10 |
| X. COMPTES DE REGULARISATION. | 492/3 | 122.942.976,76 | 48.431.753,08 |
| TOTAL DU PASSIF | | 3.962.341.629,36 | 3.840.154.233,19 |

ORES ASSETS SCRL

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ASSOCIÉS DE LA SOCIÉTÉ SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les déclarations complémentaires requises. Les comptes annuels comprennent le bilan au 31 décembre 2016, le compte de résultats de l'exercice clos à cette date et l'annexe.

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS – OPINION SANS RÉSERVE

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 3.899.194.729,88 EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice à affecter de 92.776.526,96 à EUR.

Responsabilité de l'organe de gestion relative à l'établissement des comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées en Belgique. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraude ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM InterAudit is a member of the RSM network and trades as RSM. RSM is the trading name used by the members of the RSM Network. Each member of the RSM network is an independent accounting and consulting firm which trades in its own right. The RSM network is not itself a separate legal entity in any jurisdiction.

RSM InterAudit: Sociëteit voor advies d'entreprises - Siège social: chaussée de Waterloo 1151 - B-1180 Bruxelles
interaudit@rsmbelgium.be - TVA-BE 0436391122 - RSM Bruxelles - Société civile à forme commerciale

Member of RSM Toelien Gats Dubout Koozuets - Offices in Aalst, Antwerp, Brussels, Charleroi, Mons and Zaventem

Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des règles d'évaluation retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'entité les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2016, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.


RAPPORT SUR D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons les déclarations complémentaires suivantes, qui ne sont pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur comptes annuels:

- ▶ Le rapport de gestion, établi conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés et à déposer conformément à l'article 100 du Code des sociétés, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par la loi et concorde avec les comptes annuels et ne comprend pas d'incohérences significatives et ce par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.
- ▶ Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- ▶ L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- ▶ Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.

Gosselies, le 16 mai 2017

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Thierry Lejuste', written over a horizontal line.

RSM INTERAUDIT SCRL
COMMISSAIRE
REPRÉSENTÉE PAR
THIERRY LEJUSTE
ASSOCIÉ

ANNEXE 1 POINT 1 – LISTE DES ASSOCIÉS – MISE À JOUR AU 31 DÉCEMBRE 2016

| Secteur | Associés | Parts A Électricité | Parts A Gaz | Parts R Électricité | Parts R Gaz |
|---------------------|-------------------------|---------------------|-------------|---------------------|-------------|
| ORES Namur | AISEAU-PRESLES | 1 | - | - | - |
| ORES Hainaut | AISEAU-PRESLES | 42 | 12 | - | - |
| ORES Est | AMEL | 1 | - | - | - |
| ORES Hainaut | ANDERLUES | 57 | 34 | - | - |
| ORES Namur | ANHEE | 29 | 1 | 4 | - |
| ORES Hainaut | ANTOING | 1 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | ARLON | 573 | 13 | - | - |
| ORES Namur | ASSESE | 19 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | ATH | 1 | 66 | - | - |
| ORES Luxembourg | ATTERT | 21 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | AUBANGE | 200.262 | 2 | - | - |
| ORES Verviers | AUBEL | 1 | - | 1.500 | - |
| ORES Verviers | BAELEN | 1 | - | 1.500 | - |
| ORES Luxembourg | BASTOGNE | 205 | 1 | - | - |
| ORES Namur | BEAURAING | 96 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | BEAUVECHAIN | 1 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | BELOEIL | 1 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | BERNISSART | 1 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | BERTOGNE | 11 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | BERTRIX | 87 | 1 | - | - |
| ORES Namur | BIEVRE | 1.295 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | BINCHE | 167 | 104 | - | - |
| ORES Luxembourg | BOUILLON | 80 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | BOUSSU | 128 | 148 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | BRAINE L'ALLEUD | 1 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | BRAINE-LE-CHÂTEAU | 1 | 1 | 7.217 | 161 |
| ORES Hainaut | BRAINE-LE-COMTE | - | 62 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | BRAINE-LE-COMTE | 1 | - | - | - |
| ORES Hainaut | BRUGELETTE | 1 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | BRUNEHAUT | 1 | - | - | - |
| ORES Est | BÜLLINGEN | 1 | - | - | - |
| ORES Est | BURG-REULAND | 1 | - | - | - |
| ORES Est | BÜTGENBACH | 1 | - | - | - |
| ORES Hainaut | CELLES | 1 | - | - | - |
| ORES Namur | CERFONTAINE | 5 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT | 80 | 70 | - | - |
| ORES Hainaut | CHARLEROI | 1.416 | 1.023 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | CHASTRE | - | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | CHATELET | 186 | 194 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | CHAUMONT-GISTOUX | 1 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | CHIEVRES | 1 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | CHINY | 43 | 1 | - | - |
| ORES Namur | CINEY | 12 | 1 | - | - |
| ORES Verviers | CLAVIER | 1 | - | - | - |

| Secteur | Associés | Parts A Électricité | Parts A Gaz | Parts R Électricité | Parts R Gaz |
|---------------------|-----------------------|---------------------|-------------|---------------------|-------------|
| ORES Hainaut | COLFONTAINE | 136 | 104 | - | - |
| ORES Hainaut | COURCELLES | 282 | 124 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | COURT-ST-ETIENNE | 1 | 1 | 6.491 | 760 |
| ORES Namur | COUVIN | 2.770 | 1 | - | - |
| ORES Verviers | DALHEM | 1 | - | - | - |
| ORES Luxembourg | DAVERDISSE | 11 | 1 | - | - |
| ORES Namur | DINANT | 12 | 1 | - | - |
| ORES Namur | DOISCHE | 4 | 1 | 1 | - |
| ORES Hainaut | DOUR | 107 | 66 | - | - |
| ORES Luxembourg | DURBUY | 101 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | ECAUSSINNES | 1 | 1 | 14.209 | 1.553 |
| ORES Namur | EGHEZEE | 6.026 | 1 | 1.091 | - |
| ORES Hainaut | ELLEZELLES | 1 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | ENGHIEN | 1 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | EREZEE | 16 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | ERQUELINNES | 51 | 25 | - | - |
| ORES Mouscron | ESTAIMPUIS | 14.008 | 1.271 | - | - |
| ORES Hainaut | ESTINNES | 33 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | ETALLE | 39 | 1 | - | - |
| ORES Est | EUPEN | 1 | - | - | - |
| ORES Hainaut | FARCIENNES | 1 | 11 | - | - |
| ORES Luxembourg | FAUVILLERS | 11 | 1 | - | - |
| ORES Namur | FERNELMONT | 6 | 1 | - | - |
| ORES Verviers | FERRIERES | 1 | - | 3.664 | - |
| ORES Hainaut | FLEURUS | 1 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | FLOBECQ | 1 | 1 | - | - |
| ORES Namur | FLOREFFE | 6 | 1 | 1 | - |
| ORES Namur | FLORENNES | 38 | 1 | 7 | - |
| ORES Luxembourg | FLORENVILLE | 74 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | FONTAINE-L'EVEQUE | 110 | 55 | - | - |
| ORES Namur | FOSSÉS-LA-VILLE | 8 | 1 | - | - |
| ORES FOURONS | FOURONS | - | - | - | - |
| ORES Hainaut | FRAMERIES | 137 | 119 | - | - |
| ORES Hainaut | FRASNES-LEZ-ANVAING | 49.891 | 1 | - | - |
| ORES Namur | GEDINNE | 13 | 1 | 3 | - |
| ORES Namur | GEMBLOUX | 17 | 2.130 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | GENAPPE | 1 | 1 | 50 | 37 |
| ORES Namur | GERPINNES | 5.337 | - | 966 | - |
| ORES Hainaut | GERPINNES | - | 8 | - | - |
| ORES Namur | GESVES | 104 | 1 | 19 | - |
| ORES Luxembourg | GOUVY | 32 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | GREZ-DOICEAU | 1 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | HABAY | 77 | 1 | - | - |
| ORES Verviers | HAMMOIR | 1 | - | - | - |
| ORES Namur | HAMOIS | 6 | 1 | 1 | - |
| ORES Hainaut | HAM-SUR-HEUR/NALINNES | 60 | 17 | - | - |
| ORES Namur | HASTIERE | 6 | 1 | 1 | - |
| ORES Namur | HAVELANGE | 158 | 1 | 29 | - |
| ORES Brabant Wallon | HELECINE | 1 | 1 | - | - |

| Secteur | Associés | Parts A Électricité | Parts A Gaz | Parts R Électricité | Parts R Gaz |
|---------------------|---------------------|---------------------|-------------|---------------------|-------------|
| ORES Hainaut | HENSIES | 26 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | HERBEUMONT | 11 | 1 | - | - |
| ORES Verviers | HERVE | 1 | - | 3.227 | - |
| ORES Hainaut | HONNELLES | 32 | - | - | - |
| ORES Luxembourg | HOTTON | 53 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | HOUFFALIZE | 45 | 1 | - | - |
| ORES Namur | HOUYET | 5 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | INCOURT | - | 1 | - | 3 |
| ORES Brabant Wallon | ITTRE | 1 | 1 | 5.359 | 114 |
| ORES Namur | JEMEPPE-SUR-SAMBRE | 8.103 | 1 | 1.466 | - |
| ORES Brabant Wallon | JODOIGNE | 1 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | JURBISE | 1 | 1 | - | - |
| ORES Est | KELMIS | 1 | - | - | - |
| ORES Namur | LA BRUYERE | 6 | 1 | 1 | - |
| ORES Brabant Wallon | LA HULPE | 1 | 1 | 8.062 | 1.882 |
| ORES Hainaut | LA LOUVIERE | 382 | 429 | - | - |
| ORES Luxembourg | LA ROCHE-EN-ARDENNE | 57 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | LASNE | 1 | 1 | 11.794 | 241 |
| ORES Hainaut | LE ROEULX | 38 | 28 | - | - |
| ORES Luxembourg | LEGLISE | 17 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | LENS | 1 | 1 | - | - |
| ORES Namur | LES BONS VILLERS | 7 | - | - | - |
| ORES Hainaut | LES-BONS-VILLERS | - | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | LESSINES | 1 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | LEUZE-EN-HAINAUT | 1 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | LIBIN | 32 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | LIBRAMONT-CHEVIGNY | 112 | 1 | - | - |
| ORES Verviers | LIERNEUX | 1 | - | 1.000 | - |
| ORES Verviers | LIMBOURG | 1 | - | - | - |
| ORES Brabant Wallon | LINCENT | 1 | 1 | 3.723 | 7 |
| ORES Hainaut | LOBBES | 27 | 1 | - | - |
| ORES Est | LONTZEN | 1 | - | - | - |
| ORES Est | MALMEDY | 1 | - | - | - |
| ORES Hainaut | MANAGE | 104 | 133 | - | - |
| ORES Luxembourg | MANHAY | 19 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | MARCHE-EN-FAMENNE | 260 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | MARTELANGE | 21 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | MEIX-DEVANT-VIRTON | 26 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | MERBES-LE-CHÂTEAU | 21 | 9 | - | - |
| ORES Luxembourg | MESSANCY | 65 | 2 | - | - |
| ORES Namur | METTET | 18 | 1 | 3 | - |
| ORES Hainaut | MONS | 589 | 708 | - | - |
| ORES Hainaut | MONTIGNY-LE-TILLEUL | 97 | 23 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | MONT-ST-GUIBERT | 1 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | MORLANWELZ | 88 | 90 | - | - |
| ORES Mouscron | MOUSCRON | 2 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | MUSSON | 40 | 1 | - | - |
| ORES Namur | NAMUR | 15.820 | 1.238 | - | - |
| ORES Luxembourg | NASSOGNE | 425 | 1 | - | - |

| Secteur | Associés | Parts A Électricité | Parts A Gaz | Parts R Électricité | Parts R Gaz |
|---------------------|--------------------|---------------------|-------------|---------------------|-------------|
| ORES Luxembourg | NEUFCHATEAU | 61 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | NIVELLES | 1 | 1 | 36.558 | 6.714 |
| ORES Namur | ONHAYE | 4 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | ORP-JAUCHE | 1 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | OTTIGNIES | 1 | 1 | 5.000 | 5.000 |
| ORES Verviers | OUFFET | 1 | - | 2.175 | - |
| ORES Luxembourg | PALISEUL | 54 | 1 | - | - |
| ORES Mouscron | PECQ | 7.447 | 1 | 725 | - |
| ORES Hainaut | PERUWELZ | 1 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | PERWEZ | - | 1 | - | - |
| ORES Namur | PHILIPPEVILLE | 21 | 1 | - | - |
| ORES Est | PLOMBIERES | 1 | - | - | - |
| ORES Hainaut | PONT-A-CELLES | 141 | 17 | - | - |
| ORES Namur | PROFONDEVILLE | 9 | 1 | 2 | - |
| ORES Hainaut | QUAREGNON | 120 | 152 | - | - |
| ORES Hainaut | QUEVY | 41 | 3 | - | - |
| ORES Hainaut | QUIEVRAIN | 43 | 40 | - | - |
| ORES Est | RAEREN | 1 | - | - | - |
| ORES Brabant Wallon | RAMILLIES | 1 | - | - | - |
| ORES Brabant Wallon | REBECQ | 1 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | RENDEUX | 21 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | RIXENSART | 1 | 1 | 3.036 | 1.972 |
| ORES Namur | ROCHEFORT | 3 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | ROUVROY | 18 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | SAINTE-ODE | 17 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | SAINT-GHISLAIN | 134 | 57 | - | - |
| ORES Luxembourg | SAINT-HUBERT | 567 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | SAINT-LEGER | 31 | 1 | - | - |
| ORES Namur | SAMBREVILLE | 59.246 | 1 | 1.500 | - |
| ORES Est | SANKT VITH | 1 | - | - | - |
| ORES Hainaut | SENEFFE | 64 | 22 | - | - |
| ORES Hainaut | SILLY | 1 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | SOIGNIES | 17 | 86 | - | - |
| ORES Namur | SOMBREFFE | 7 | 1 | 1 | - |
| ORES Namur | SOMME-LEUZE | 16 | 1 | - | - |
| ORES Verviers | SPA | 1 | - | - | - |
| ORES Verviers | STOUMONT | 1 | - | - | - |
| ORES Luxembourg | TELLIN | 22 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | TENNEVILLE | 25 | 1 | - | - |
| ORES Verviers | THEUX | 1 | - | - | - |
| ORES Verviers | THIMISTER-CLERMONT | 1 | - | - | - |
| ORES Hainaut | THUIN | 69 | 4 | - | - |
| ORES Verviers | TINLOT | 1 | - | - | - |
| ORES Luxembourg | TINTIGNY | 31 | 1 | - | - |
| ORES Hainaut | TOURNAI | 1 | 1 | - | - |
| ORES Verviers | TROIS-PONTS | 1 | - | - | - |
| ORES Brabant Wallon | TUBIZE | 1 | 1 | 1 | 1 |
| ORES Luxembourg | VAUX-SUR-SURE | 22 | 1 | - | - |
| ORES Verviers | VERVIERS | 1 | - | - | - |

| Secteur | Associés | Parts A Électricité | Parts A Gaz | Parts R Électricité | Parts R Gaz |
|---------------------|-----------------|---------------------|-------------------|---------------------|----------------|
| ORES Luxembourg | VIELSALM | 82 | 1 | - | - |
| ORES Namur | VIROINVAL | 6.967 | 1 | - | - |
| ORES Luxembourg | VIRTON | 201 | 1 | - | - |
| ORES Namur | VRESSE | 45 | 1 | 8 | - |
| ORES Est | WAIMES | 1 | - | - | - |
| ORES Namur | WALCOURT | 14 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | WALHAIN | 1 | 1 | - | - |
| ORES Brabant Wallon | WATERLOO | 1 | 1 | 2.661 | 2.341 |
| ORES Brabant Wallon | WAVRE | - | 1 | - | 4.768 |
| ORES Luxembourg | WELLIN | 32 | 1 | - | - |
| ORES Namur | YVOIR | 21.859 | 145 | 1.000 | - |
| | COMMUNES | 408.575 | 8.968 | 124.056 | 25.554 |
| ORES Namur | I D E F I N | 5.751.810 | 1.403.523 | 531.851 | 73.500 |
| ORES Commun | I D E F I N | 71.688 | 11.952 | - | - |
| ORES Hainaut | IPFH | 10.877.859 | 9.966.615 | 1.352.091 | 673.286 |
| ORES Commun | IPFH | 175.421 | 90.488 | - | - |
| ORES Est | FINEST | 2.251.189 | - | - | - |
| ORES Commun | FINEST | 17.622 | - | - | - |
| ORES Luxembourg | SOFILUX | 5.005.128 | 478.592 | 493.643 | 20.407 |
| ORES Commun | SOFILUX | 46.461 | 2.780 | - | - |
| ORES Verviers | FINIMO | 2.842.116 | - | 2.221 | - |
| ORES Commun | FINIMO | 24.567 | - | - | - |
| ORES Brabant Wallon | SEDIFIN | 4.290.936 | 3.125.158 | 174.503 | 54.184 |
| ORES Commun | SEDIFIN | 52.868 | 25.716 | - | - |
| ORES Mouscron | IEG | 744.996 | 576.870 | 25.020 | 19.563 |
| ORES Commun | IEG | 11.211 | 8.060 | - | - |
| ORES Hainaut | IGRETEC | 2 | 2 | - | - |
| | IPF | 32.163.874 | 15.689.756 | 2.579.329 | 840.940 |
| | TOTAL | 32.572.449 | 15.698.724 | 2.703.385 | 866.494 |
| | | 48.271.173 | | 3.569.879 | |
| | | Parts A | | Parts R | |



II. COMPTES CONSOLIDÉS

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

Mesdames, Messieurs,

Conformément au Code des sociétés et à nos statuts, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur les activités du groupe ORES durant l'exercice 2016, et de soumettre à votre approbation les comptes annuels consolidés clôturés au 31 décembre 2016.

Exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation du groupe ORES

A. REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Le groupe ORES (ci-après désigné le « Groupe ») est constitué, d'une part, d'ORES Assets scrl, créée à partir de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution de gaz et d'électricité survenue en 2013 (ci-après désignée « GRD » ou « ORES Assets »), et d'autre part, d'ORES scrl, dont la quasi-totalité des parts est détenue par ORES Assets (99,68%) ; le solde étant détenu par les intercommunales pures de financement associées dans ORES Assets et par RESA.

Dans le Groupe est également reprise une société détenue partiellement par la société ORES scrl : Atrias, détenue à concurrence de 16,7%. Du fait de l'influence notable d'ORES scrl sur cette société, le Groupe a décidé de la consolider par mise en équivalence.

Comme mentionné dans notre rapport de gestion relatif à la clôture des comptes consolidés de 2015, la participation de 30% détenue par ORES scrl sur la société Index'is a été

vendue avec prise d'effet comptable au 1^{er} janvier 2016. De ce fait, cette participation autrefois mise en équivalence est sortie du périmètre de consolidation sans aucune conséquence sur le compte de résultats consolidé au 31 décembre 2016.

Engie/Electrabel ayant cédé sa participation dans ORES Assets aux intercommunales pures de financement qui y sont associées en date du 31 décembre 2016, ORES Assets est à présent détenue à concurrence de 100% par les pouvoirs publics (communes sur le territoire desquelles elle opère ou intercommunales pures de financement).

Le Groupe est uniquement actif en Belgique et, exclusivement en Wallonie depuis le 1^{er} janvier 2016, sur le territoire des communes qui sont associées à ORES Assets. L'adresse du Groupe est le siège social d'ORES scrl : avenue Jean Monnet, 2 à 1348 Louvain-la-Neuve (Belgique).

COMMENTAIRES DES ÉVÈNEMENTS DE L'ANNÉE 2016

- En janvier, ORES a lancé son programme « Optimum ». Ce programme, mis en place dans le contexte de la préparation d'une nouvelle méthodologie tarifaire pour la période 2019–2023, vise à améliorer les performances et à créer de la valeur au sein de l'entreprise afin de permettre la réalisation de ses grands projets stratégiques dans les années à venir (notamment relatifs à Atrias, ainsi qu'aux réseaux et comptage intelligents).
- Au 1^{er} janvier 2016, l'apport en nature d'une partie la commune de Frasnes-lez-Anvaing est effectif, de même que la scission partielle ORES Assets/Fourons, la commune de Fourons étant transférée à Inter-Energa/Infrac.
- En février, soit six mois après le début de notre opération de promotion du gaz naturel, l'ensemble des gestionnaires des réseaux de distribution, Fluxys (le gestionnaire du réseau de transport) et l'ARGB (l'Association Royale des Gaziers Belges) s'associent pour une campagne marketing nationale.
- Fin 2016, ORES a décidé de participer au mécanisme dit du « tax shelter », via le financement d'une œuvre audiovisuelle.
- Tout comme cela a été le cas en 2015, une recapitalisation a été réalisée par les associés à la fin de l'exercice.
- Le 31 décembre 2016, Engie/Electrabel est sortie du capital d'ORES Assets par la cession de ses participations aux intercommunales pures de financement associées. Engie/Electrabel n'a pas participé à la recapitalisation de 2016, mais a droit au dividende 2016 complet relatif à sa participation, celle-ci ayant été détenue durant l'ensemble de l'exercice.
- Le protocole d'accord de 2011 relatif au réseau de distribution d'électricité sur le territoire de la Ville de Liège, ainsi que sa convention d'exécution, prévoyaient notamment qu'à partir du 1^{er} janvier 2017, l'exploitation de ce réseau, réalisée jusqu'à cette date par ORES, serait reprise par RESA. Dans ce cadre, une part d'ORES avait été cédée par ORES Assets à RESA et devait lui être rétrocédée le 31 décembre 2016. Il est apparu toutefois qu'il ne serait pas possible pour RESA de reprendre certaines données informatiques au 1^{er} janvier 2017 (essentiellement des bases de données clients). À cette date, à l'exception de ces bases de données, la gestion opérationnelle et journalière sur le territoire du centre-ville de Liège a effectivement été reprise par RESA. La rétrocession de la part d'ORES par RESA à ORES Assets a été reportée à la date de reprise complète de ces bases de données informatiques.

B. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS EN VUE D'EXPOSER D'UNE MANIÈRE FIDÈLE L'ÉVOLUTION DES AFFAIRES ET LA SITUATION DE LA SOCIÉTÉ

a) Éléments du compte de résultats au 31 décembre 2016

| | (montants en k€) | |
|--|------------------|----------------|
| ÉVOLUTION DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
| Ventes et prestations | 1.127.955 | 1.129.274 |
| Coût des ventes et prestations | - 926.747 | -923.477 |
| Bénéfice d'exploitation | 201.208 | 205.797 |
| Produits financiers | 456 | 2.042 |
| Charges financières | - 66.296 | -67.827 |
| Bénéfice de l'exercice avant impôts | 135.368 | 140.012 |
| Impôts sur le résultat | - 41.924 | -53.883 |
| Transfert aux réserves immunisées | - 744 | |
| Bénéfice consolidé de l'exercice | 92.700 | 86.129 |

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 1.087.759 k€ en 2016 contre 1.087.879 k€ en 2015. Il comprend principalement les redevances de transit facturées aux fournisseurs d'énergie, les ventes d'énergie aux clients protégés, ainsi que les produits relatifs aux travaux pour compte de tiers.

Les autres produits d'exploitation se sont élevés en 2016 à 40.196 k€ contre 41.395 k€ en 2015.

Les coûts des ventes et prestations s'élèvent en 2016 à 926.747 k€, soit une diminution de 3.270 k€ par rapport à 2015.

- Signalons à ce sujet que les services et biens divers s'élèvent en 2016 à 570.343 k€ (en diminution de 4.262 k€) ; la redevance Elia constitue l'élément le plus important de cette rubrique de coûts, elle s'élève en 2016 à 349.330 k€.
- Les rémunérations et charges sociales s'élèvent quant à elles en 2016 à 172.519 k€ contre 173.460 k€ en 2015.
- Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles augmentent de 7.389 k€ et s'élèvent à 139.175 k€ en 2016.
- En ce qui concerne les réductions de valeur sur les créances commerciales, en 2015, les reprises et utilisations étaient largement supérieures aux dotations, un produit de 19.153 k€ avait été enregistré. En 2016, un produit de 337 k€ a été enregistré.
- En 2015, des dotations aux provisions pour risques et charges avaient été comptabilisées pour 10.772 k€. En 2016, ce sont globalement des reprises ou utilisations de provisions qui ont été comptabilisées pour 898 k€, soit une diminution du coût de 11.670 k€

Le résultat financier du Groupe s'élève à 65.840 k€ contre 65.785 k€ en 2015. Il s'agit principalement des intérêts payés pour emprunts bancaires, obligataires et billets de trésorerie.

Les impôts, constitués principalement de l'impôt des sociétés s'élèvent en 2016 à 41.924 k€ contre 53.883 k€ en 2015. La diminution de 11.959 k€ s'explique en grande partie par la régularisation relative à l'exercice comptable 2015 pour 8.212 k€.

Le bénéfice de l'exercice, après le transfert aux réserves immuniées (tax shelter) de 744 k€, s'élève à 92.700 k€ en 2016 contre 86.129 k€ en 2015, soit une augmentation de 12.643 k€.

Après mouvements sur réserves disponibles de 8.529 k€ (affectations) en 2016, les dividendes à verser aux associés pour l'activité « Gestion des réseaux » d'ORES Assets s'élèvent à :

- Électricité : 55.736 k€ c/ 44.683 k€ en 2015, soit + 24,7%
- Gaz : 28.102 k€ c/ 25.912 k€ en 2015, soit + 8,5%

Cette hausse des dividendes s'explique notamment par le fait qu'en 2016, les affectations aux réserves disponibles réalisées en application de la politique de dividende ont diminué de 6.484 k€ par rapport à 2015. À noter que le résultat de l'activité « autres » se chiffre à 410 k€ en 2016 contre 520 k€ en 2015.

La REMCI, rémunération équitable moyenne des capitaux investis, rémunération à laquelle ORES Assets a droit pour son activité « Gestion des Réseaux » et qui constitue l'essentiel du bénéfice du groupe s'est élevée en 2016 à :

- Électricité : 56.638 k€ c/ 55.747 k€ en 2015, soit + 1,6%
- Gaz : 29.014 k€ c/ 28.183 k€ en 2015, soit + 3%.

Rappelons que les éléments permettant la détermination de la REMCI sont décrits dans le rapport de gestion d'ORES Assets (en p.4 du présent document).

b) Éléments du bilan au 31 décembre 2016

Le total bilantaire s'élève à 4.079.874 k€ par rapport à 4.005.400 k€ à fin 2015.

ACTIF

Les frais d'établissement sont constitués des frais d'émission d'emprunts.

Les immobilisations incorporelles d'un montant de 37.437 k€ (c/ 24.599 k€ en 2015) sont constituées de dépenses relatives à des projets informatiques (notamment le projet Atrias) et de frais de développement (smart grids – « développement de réseaux intelligents » et smart metering – « comptage intelligent »).

Les immobilisations corporelles s'élèvent à 3.459.500 k€ en 2016 par rapport à 3.375.923 k€ en 2015 (+ 83.577 k€). Cette évolution s'explique par les nouveaux investissements de l'année (228.712 k€), par les amortissements pratiqués sur les immobilisés et sur la plus-value en 2016 pour 129.261 k€. À noter qu'au 1^{er} janvier 2016, l'apport en nature du réseau de la commune de Frasnes-lez-Anvaing est effectif (+ 7.428 k€ compris dans les investissements de l'année), de même que le transfert de la commune de Fourons vers Inter-Energa/Infrac (- 7.135 k€).

Les immobilisations financières d'un montant de 6.891 k€ (c/ 6.491 k€ en 2015) sont constituées principalement de :

- Une avance des associés à Atrias pour 5.388 k€
- Un portefeuille titres de N-Allo pour une valeur de 824 k€
- Des garanties locatives et cautionnements pour une valeur de 659 k€
- Une participation dans Igretec et dans Laborelec pour 17 k€
- Une participation dans Atrias, cette société étant mise en équivalence pour 3 k€

La participation détenue dans la société Index'is a été vendue au 1^{er} janvier 2016 à Eandis cvba.

Les stocks et commandes en cours d'exécution s'élèvent à 42.880 k€ et sont composés de marchandises (33.570 k€), ainsi que des travaux en cours pour compte des particuliers et des communes (9.310 k€).

Les créances commerciales s'élèvent à 153.311 k€ (c/ 159.247 k€ en 2015) et se composent notamment des créances vis-à-vis des fournisseurs d'énergie dans le cadre de la facturation des redevances de transit, ainsi que des créances envers la clientèle protégée et sous « fournisseur X ».

La rubrique « autres créances » (18.531 k€ c/ 6.510 k€ en 2015) comprend principalement les impôts et précomptes à récupérer (12.118 k€), la TVA à récupérer (3.364 k€), ainsi que les créances relatives aux dégâts au réseau occasionnés par des tiers (2.336 k€).

Les placements, pour un montant total de 52.321 k€ (c/ 105.482 k€ en 2015), sont principalement constitués de placements en sicav et sur comptes à terme.

Les valeurs disponibles (59.840 k€) regroupent les liquidités détenues en comptes à vue et dans les fonds sociaux.

Les comptes de régularisation (244.826 k€ c/279.071 k€ en 2015) comprennent principalement le solde des capitaux pensions restant à prendre en charge pour un montant de 57.364 k€, la redevance de voirie gaz de 16.719 k€, les actifs régulatoires pour 135.415 k€, ainsi que la RTNR (redevance transit non-relevée) pour 27.470 k€.

PASSIF

Le capital souscrit s'élève au 31 décembre 2016 à 795.979 k€, en hausse de 2.809 k€ par rapport au 31 décembre 2015 et se compose de :

- Parts A : 438.991 k€
- Parts R : 356.988 k€

Le capital a augmenté de 2.809 k€ suite à la recapitalisation de 11.059 k€ survenue fin 2016 pour financer les investissements de l'exercice. Une partie de cette augmentation de capital (8.986 k€) a été financée par les associés publics par la conversion de parts R en parts A.

Signalons également le transfert de la commune de Fourons au 1^{er} janvier 2016 vers Inter-Energa/Infrac, avec un impact à la baisse sur le capital pour – 505 k€, ainsi que la reprise, au 1^{er} janvier 2016, des réseaux de la commune de Frasnes-lez-Anvaing gérés jusque-là par Gaselwest avec un impact à la hausse sur le capital pour 1.240 k€ (apport en nature ayant fait l'objet d'une augmentation de capital).

La réévaluation des immobilisations corporelles s'élevant à 562.796 k€ représente la différence initiale entre la RAB et la valeur comptable de ces mêmes immobilisations. Cette rubrique

est en diminution de 20.908 k€ suite à l'amortissement de la plus-value pratiqué au taux de 2% l'an (20.334 k€), mais également suite à la cession de la commune de Fourons (- 574 k€).

Les réserves consolidées augmentent de 29.238 k€ suite :

- Au transfert en réserves indisponibles de l'amortissement de la plus-value de réévaluation pour un montant de 20.334 k€ (à partir de la rubrique « Plus-value de réévaluation »)
- Au transfert de la commune de Fourons vers Inter-Energa/Infrac : pour un montant de 251 k€ (impact à la baisse) au niveau des réserves indisponibles et pour un montant de 41 k€ au niveau des réserves disponibles
- À la dotation, dans le cadre de l'affectation des résultats, aux réserves disponibles pour un montant de 11.372 k€
- Au prélèvement sur les réserves disponibles constituées en 2016 et qui concerne la quote-part d'Engie/ Electrabel : - 2.843 k€
- Au transfert aux réserves immunisées pour 744 k€ relatif au tax shelter
- À la plus-value réalisée sur la vente de la participation en Index'is de 77K€.

Le compte subside en capital (23 k€) représente le subside reçu de la Wallonie dans le cadre d'un projet de gestion des réseaux électriques de distribution ouverts au renouvelable (GREDOR).

Les intérêts de tiers représentent la quote-part de la filiale ORES scrl cédée en 2013 par ORES Assets aux intercommunales pures de financement et à RESA (cession totale de 8 parts sociales).

Les provisions pour risques et charges diminuent de 898 k€ et passent de 25.503 k€ à 24.605 k€ au 31 décembre 2016 (les provisions existantes ont été actualisées).

Les dettes à plus d'un an (1.713.726 k€ c/ 1.824.073 k€ à fin 2015) sont constituées principalement d'emprunts contractés auprès des établissements de crédit (949.763 k€), de placements privés (130.750 k€) et des emprunts obligataires (630.000 k€).

Les dettes à plus d'un an échéant dans l'année (159.631 k€) sont constituées par le capital des emprunts bancaires à rembourser en 2017. Les dettes financières court terme (130.000 k€) sont uniquement constituées de billets de trésorerie. Ceux-ci permettent de couvrir le solde des besoins de financement du Groupe.

Les fournisseurs divers ainsi que les factures à recevoir (146.757 k€ c/ 139.637 k€ en 2015) constituent l'essentiel des dettes commerciales.

Les acomptes reçus sur commande (24.235 k€) comprennent les facturations intermédiaires adressées à la clientèle protégée et sous « fournisseur X », ainsi que les acomptes de clients pour travaux à effectuer.

Les dettes fiscales, salariales et sociales d'un montant de 55.222 k€ (c/ 51.836 k€ en 2015) reprennent :

- Parmi les dettes fiscales (10.603 k€) : le solde de précompte professionnel à payer, le précompte mobilier à payer sur l'acompte sur les dividendes 2016 ainsi que la provision fiscale basée sur le résultat de l'exercice 2016
- Parmi les dettes salariales et sociales (44.619 k€) : les provisions pour primes à payer (gratifications) et rémunérations (congrés non pris, heures supplémentaires, jetons de présence), l'ONSS, ainsi que de la provision pour pécule de vacances à payer en 2016-2017 et diverses cotisations annuelles (Inami, ONSS).

La rubrique autres dettes (60.975 k€), en augmentation de 23.368 k€, comprend principalement le solde des dividendes à verser après l'Assemblée générale ordinaire de juin 2017 (36.373 k€), le solde du compte courant envers RESA (10.326 k€) et envers le personnel (via les fonds sociaux pour 3.379 k€).

Les comptes de régularisation du passif (75.530 k€ c/ 67.151 k€) sont principalement constitués :

- Des soldes régulateurs (53.926 k€) ;
- D'un montant de 14.777 k€ de charges financières essentiellement relatives à nos placements privés et aux emprunts obligataires

C. REMARQUES COMPLÉMENTAIRES

a. Description des mesures prises face aux risques et incertitudes auxquels ORES est confrontée

Le lecteur est renvoyé au rapport figurant en p. 13 du présent document.

b. Données sur les événements importants survenus après la clôture de l'exercice

« néant »

c. Indications sur les circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société

« néant »

d. Indications relatives aux activités en matière de recherche et de développement

L'évolution des techniques en matière de gestion de réseaux, compteurs intelligents et autres développements montrent que des coûts importants de développement sont générés et qu'il est fort probable qu'ils se répartissent sur des périodes plus longues que par le passé.

Dans cette optique, ORES scrl a pris l'option de procéder à l'activation de dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autre personnel d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation d'un projet qualifié de « développement ».

e. Indications relatives à l'existence de succursales de la société

« néant »

f. Le bilan ne fait apparaître aucune perte reportée ou le compte de résultats ne fait pas apparaître pendant deux exercices successifs une perte de l'exercice

g. Toutes les informations qui doivent y être insérées en vertu du présent code

« néant »

h. L'utilisation des instruments financiers par la société.

ORES Assets dispose d'un compte courant auprès de la société exploitante en cas de besoin de fonds.

ORES Assets a conclu ses emprunts bancaires auprès de grands organismes financiers belges dans le respect des procédures de marché public de services.

Pour rappel, un programme de billets de trésorerie avait été instauré début 2011 par ORES scrl avec garantie des 8 GRD mixtes. Ce programme a été adapté en 2016 pour devenir un programme de 550 M € avec une durée indéterminée.

Depuis 2013, ORES scrl est chargée par ORES Assets de trouver le financement nécessaire à son activité. ORES scrl a, en 2016, contracté un nouvel emprunt bancaire pour 50 M€. Signalons en outre que deux lignes de crédit court terme ont été souscrites par ORES scrl pour un montant global de 100 M€. ORES devra poursuivre à l'avenir une politique de financement faisant appel à des sources diversifiées sur le marché des capitaux.

Une modification des taux d'intérêt a un impact sur la hauteur des charges financières. Pour réduire ce risque au minimum, ORES scrl et ORES Assets appliquent une politique de financement qui cherche à atteindre un équilibre optimal entre taux d'intérêt fixes et variables. En outre, des instruments financiers de couverture sont utilisés pour couvrir les évolutions incertaines. La politique de financement tient compte de la différence de durée de vie des emprunts et de la durée de vie des actifs. Ces trois points (taux d'intérêt, durée des emprunts et utilisation des produits dérivés de couverture) ont fait l'objet de décisions dans les organes compétents d'ORES Assets / des 8 GRD mixtes avant la fusion et d'ORES scrl qui ont permis de fixer une politique financière nécessaire à la gestion active de la dette. Cette politique financière a été adaptée aux circonstances de marché en 2016.

En vue de maîtriser le risque de taux, ORES scrl et ORES Assets utilisent des instruments financiers dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt (taux court terme vers taux long terme), ainsi que des CAP de taux d'intérêt. La gestion de la dette et les données du marché sont suivies attentivement. Aucun instrument dérivé n'est utilisé à des fins de spéculation.

i. Missions complémentaires confiées aux commissaires.

Les autres missions confiées au réviseur sortant (fin de mandat le 23 juin 2016) représentent un montant de 19.592,50 €. Les autres missions confiées au réviseur nommé par l'Assemblée générale du 23 juin 2016 représentant un montant de 8.330,00 €.

COMPTES ANNUELS 2016 CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ APRÈS RÉPARTITION⁽¹⁾

| | (montants en €) | | | |
|---|-----------------|-------|------------------|--------------------|
| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
| ACTIF | | | | |
| FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | 5.7 | 20 | 3.828.460,40 | 4.415.368,96 |
| ACTIFS IMMOBILISÉS | | 21/28 | 3.503.827.896,77 | 3.408.797.829,94 |
| Immobilisations incorporelles | 5.8 | 21 | 37.436.929,35 | 24.598.712,26 |
| Ecarts de consolidation positifs | 5.12 | 9920 | | 1.785.139,83 |
| Immobilisations corporelles | 5.9 | 22/27 | 3.459.500.184,66 | 3.375.922.907,87 |
| Terrains et constructions | | 22 | 90.672.570,46 | 85.182.029,62 |
| Installations, machines et outillage | | 23 | 3.339.229.156,62 | 3.257.667.480,04 |
| Mobilier et matériel roulant | | 24 | 28.908.485,65 | 28.770.274,30 |
| Location-financement et droits similaires | | 25 | | |
| Autres immobilisations corporelles | | 26 | 689.971,93 | 4.303.123,91 |
| Immobilisations en cours et acomptes versés | | 27 | | |
| Immobilisations financières | 5.1-5.4/5.10 | 28 | 6.890.782,76 | 6.491.069,98 |
| Sociétés mises en équivalence | 5.10 | 9921 | 5.391.408,70 | 5.012.129,43 |
| Participations | | 99211 | 3.100,00 | 989.331,70 |
| Créances | | 99212 | 5.388.308,70 | 4.022.797,73 |
| Autres entreprises | 5.10 | 284/8 | 1.499.374,06 | 1.478.940,55 |
| Participations, actions et parts | | 284 | 841.108,18 | 841.108,18 |
| Créances | | 285/8 | 658.265,88 | 637.832,37 |
| ACTIFS CIRCULANTS | | 29/58 | 572.218.020,22 | 592.186.953,72 |
| Créances à plus d'un an | | 29 | 509.476,10 | 74.566,03 |
| Créances commerciales | | 290 | | |
| Autres créances | | 291 | 509.476,10 | 74.566,03 |
| Impôts différés | | 292 | | |
| Stocks et commandes en cours d'exécution | | 3 | 42.879.527,14 | 36.914.967,84 |
| Stocks | | 30/36 | 33.569.304,55 | 29.242.393,10 |
| Approvisionnements | | 30/31 | 33.569.304,55 | 29.242.393,10 |
| En-cours de fabrication | | 32 | | |
| Produits finis | | 33 | | |
| Marchandises | | 34 | | |
| Immeubles destinés à la vente | | 35 | | |
| Acomptes versés | | 36 | | |
| Commandes en cours d'exécution | | 37 | 9.310.222,59 | 7.672.574,74 |
| Créances à un an au plus | | 40/41 | 171.842.283,38 | 165.757.068,62 |
| Créances commerciales | | 40 | 153.311.071,78 | 159.247.211,80 |
| Autres créances | | 41 | 18.531.211,60 | 6.509.856,82 |
| Placements de trésorerie | | 50/53 | 52.320.743,34 | 105.482.080,49 |
| Actions propres | | 50 | | |
| Autres placements | | 51/53 | 52.320.743,34 | 105.482.080,49 |
| Valeurs disponibles | | 54/58 | 59.840.230,58 | 4.886.807,53 |
| Comptes de régularisation | | 490/1 | 244.825.759,68 | 279.071.463,21 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 20/58 | 4.079.874.377,39 | 4.005.400.152,62 |

(1) Article 124 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés.

(montants en €)

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|-------|------------------|--------------------|
| PASSIF | | | | |
| CAPITAUX PROPRES | | 10/15 | 1.689.192.796,00 | 1.678.059.472,46 |
| Capital | | 10 | 795.978.580,93 | 793.170.006,99 |
| Capital souscrit | | 100 | 795.978.580,93 | 793.170.006,99 |
| Capital non appelé | | 101 | | |
| Primes d'émission | | 11 | | |
| Plus-values de réévaluation | | 12 | 562.796.234,87 | 583.704.646,49 |
| Réserves consolidées (+)/(-) | 5.11 | 9910 | 330.394.787,23 | 301.156.712,81 |
| Ecarts de consolidation négatifs | 5.12 | 9911 | | |
| Imputations des écarts de consolidation positifs | | 99201 | | |
| Ecarts de conversion (+)/(-) | | 9912 | | |
| Subsides en capital | | 15 | 23.192,97 | 28.106,17 |
| INTÉRÊTS DE TIERS | | | | |
| Intérêts de tiers | | 9913 | 1.625,38 | 1.641,11 |
| PROVISIONS, IMPÔTS DIFFÉRÉS ET LATENCES FISCALES | | 16 | 24.604.975,06 | 25.502.727,93 |
| Provisions pour risques et charges | | 160/5 | 24.604.975,06 | 25.502.727,93 |
| Pensions et obligations similaires | | 160 | | |
| Charges fiscales | | 161 | | |
| Grosses réparations et gros entretien | | 162 | | |
| Obligations environnementales | | 163 | 6.352.515,01 | 6.374.213,01 |
| Autres risques et charges | | 164/5 | 18.252.460,05 | 19.128.514,92 |
| Impôts différés et latences fiscales | 5.6 | 168 | | |
| DETTES | | 17/49 | 2.366.074.980,95 | 2.301.836.311,12 |
| Dettes à plus d'un an | 5.13 | 17 | 1.713.725.599,29 | 1.824.072.945,87 |
| Dettes financières | | 170/4 | 1.712.569.946,02 | 1.822.372.437,99 |
| Emprunts subordonnés | | 170 | | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | | 171 | 630.000.000,00 | 630.000.000,00 |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | | 172 | | |
| Etablissements de crédit | | 173 | 1.080.512.803,16 | 1.188.929.315,72 |
| Autres emprunts | | 174 | 2.057.142,86 | 3.443.122,27 |
| Dettes commerciales | | 175 | | |
| Fournisseurs | | 1750 | | |
| Effets à payer | | 1751 | | |
| Acomptes reçus sur commandes | | 176 | | |
| Autres dettes | | 178/9 | 1.155.653,27 | 1.700.507,88 |
| Dettes à un an au plus | 5.13 | 42/48 | 576.819.428,10 | 410.612.410,06 |
| Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | | 42 | 159.631.063,37 | 109.107.877,88 |
| Dettes financières | | 43 | 130.000.000,00 | 50.000.000,00 |
| Etablissements de crédit | | 430/8 | 130.000.000,00 | 50.000.000,00 |
| Autres emprunts | | 439 | | |
| Dettes commerciales | | 44 | 146.756.632,20 | 139.637.313,40 |
| Fournisseurs | | 440/4 | 146.756.632,20 | 139.637.313,40 |
| Effets à payer | | 441 | | |
| Acomptes reçus sur commandes | | 46 | 24.234.664,58 | 22.423.356,13 |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | | 45 | 55.221.746,67 | 51.836.445,37 |
| Impôts | | 450/3 | 10.602.711,07 | 9.569.602,41 |
| Rémunérations et charges sociales | | 454/9 | 44.619.035,60 | 42.266.842,96 |
| Autres dettes | | 47/48 | 60.975.321,28 | 37.607.417,28 |
| Comptes de régularisation | | 492/3 | 75.529.953,56 | 67.150.955,19 |
| TOTAL DU PASSIF | | 10/49 | 4.079.874.377,39 | 4.005.400.152,62 |

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

(ventilation des résultats d'exploitation en fonction de leur nature)

| | | | (montants en €) | |
|---|------|---------------|-------------------------|-------------------------|
| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
| Ventes et prestations | | 70/76A | 1.127.955.100,67 | 1.129.274.258,13 |
| Chiffre d'affaires | 5.14 | 70 | 1.087.759.393,57 | 1.087.879.345,62 |
| En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (réduction) (+)/(-) | | 71 | 1.640.087,22 | -954.422,49 |
| Production immobilisée | | 72 | 6.109.199,65 | 5.113.173,75 |
| Autres produits d'exploitation | | 74 | 32.446.420,23 | 37.236.161,25 |
| Produits d'exploitation non récurrents | 5.14 | 76A | | |
| Coût des ventes et des prestations | | 60/66A | 926.747.358,50 | 923.477.333,23 |
| Approvisionnements et marchandises | | 60 | 18.295.459,31 | 18.350.104,17 |
| Achats | | 600/8 | 22.622.370,76 | 23.503.791,31 |
| Stocks: réduction (augmentation) (+)/(-) | | 609 | -4.326.911,45 | -5.153.687,14 |
| Services et bien divers | | 61 | 570.342.843,57 | 574.604.361,89 |
| Rémunérations, charges sociales et pensions (+)/(-) | 5.14 | 62 | 172.518.605,73 | 173.459.831,19 |
| Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 630 | 137.390.087,09 | 130.001.112,19 |
| Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-) | | 631/4 | -336.879,65 | -19.153.362,98 |
| Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises) (+)/(-) | | 635/8 | -897.752,87 | 10.771.751,68 |
| Autres charges d'exploitation | | 640/8 | 27.649.855,49 | 33.658.395,29 |
| Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-) | | 649 | | |
| Amortissements sur écarts de consolidation positifs | | 9960 | 1.785.139,83 | 1.785.139,80 |
| Charges d'exploitation non récurrentes | 5.14 | 66A | | |
| Bénéfice (Perte) d'exploitation (+)/(-) | | 9901 | 201.207.742,17 | 205.796.924,90 |
| Produits financiers | | 75/76B | 456.081,98 | 2.041.550,34 |
| Produits financiers récurrents . | | 75 | 456.081,98 | 2.041.550,34 |
| Produits des immobilisations financières | | 750 | | |
| Produits des actifs circulants | | 751 | 318.906,53 | 1.165.022,82 |
| Autres produits financiers | | 752/9 | 137.175,45 | 876.527,52 |
| Produits financiers non récurrents | 5.14 | 76B | | |
| Charges financières | | 65/66B | 66.296.389,75 | 67.826.940,95 |
| Charges financières récurrentes | | 65 | 66.296.389,75 | 67.826.940,95 |
| Charges des dettes | | 650 | 66.082.543,60 | 67.510.976,35 |
| Amortissements sur écarts de consolidation positifs | | 9961 | | |
| Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-) | | 651 | | |
| Autres charges financières | | 652/9 | 213.846,15 | 315.964,60 |
| Charges financières non récurrentes | 5.14 | 66B | | |

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ (SUITE)

(ventilation des résultats d'exploitation en fonction de leur nature)

(montants en €)

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|-------|----------------|--------------------|
| Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts (+)/(-) | | 9903 | 135.367.434,40 | 140.011.534,29 |
| Prélèvements sur les impôts différés et latences fiscales | | 780 | | |
| Transfert aux impôts différés et latences fiscales | | 680 | | |
| Impôts sur le résultat (+)/(-) | 4.14 | 67/77 | 41.923.879,78 | 53.882.716,03 |
| Impôts sur le résultat | | 670/3 | 50.135.414,90 | 53.885.212,50 |
| Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales | | 77 | 8.211.535,12 | 2.496,47 |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice (+)/(-) | | 9904 | 93.443.554,62 | 86.128.818,26 |
| Quote-part dans le bénéfice (perte) des sociétés mises en équivalence (+)/(-) | | 9975 | | |
| Résultats en bénéfice (+) | | 99751 | | |
| Résultats en perte (-) | | 99752 | | |
| Bénéfice (Perte) consolidé (+)/(-) | | 9976 | 93.443.554,62 | 86.128.818,26 |
| Part des tiers (+)/(-) | | 99761 | | |
| Part du groupe (+)/(-) | | 99762 | 93.443.554,62 | 86.128.818,26 |

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

LISTE DES FILIALES CONSOLIDÉES ET DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

| DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et, pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE | MÉTHODE UTILISÉE (G/P/E1/E2/E3/ E4) (1)(2) | FRACTION DU CAPITAL DÉTENUE (3) (EN %) | VARIATION DU % DE DÉTENTION DU CAPITAL (PAR RAPPORT À L'EXERCICE PRÉCÉDENT) (4) |
|--|--|--|--|
| OPÉRATEUR DE RÉSEAUX D'ENERGIES SCRL Avenue Jean Monnet 2 1348 Louvain-la-Neuve Belgique 0897.436.971 | G | 99,68 | 0,00 |
| INDEX'IS SCRL Galerie Ravenstein 4, boîte 2 1000 Bruxelles 1 Belgique 0477.884.257 | | 0 | -30,00 |
| ATRIAS SCRL Galerie Ravenstein 4, boîte 2 1000 Bruxelles 1 Belgique 0836.258.873 | E1 | 16,67 | 0,00 |

(1) **G** Consolidation globale

P Consolidation proportionnelle (avec mention, dans la première colonne, des éléments desquels résulte la direction conjointe)

E1 Mise en équivalence d'une société associée (article 134, alinéa 1^{er}, 3^o de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés)

E2 Mise en équivalence d'une filiale de fait si son inclusion dans la consolidation serait contraire au principe de l'image fidèle (article 108 jo.110 de l'arrêté royal précité)

E3 Mise en équivalence d'une filiale en liquidation, d'une filiale ayant renoncé à poursuivre ses activités, d'une filiale sans perspective de continuité des activités (article 109 jo. 110 de l'arrêté royal précité)

E4 Mise en équivalence d'une filiale commune dont l'activité n'est pas étroitement intégrée dans l'activité de la société disposant du contrôle conjoint (article 134, alinéa 2 de l'arrêté royal précité)

(2) Si une variation du pourcentage de détention du capital entraîne une modification de la méthode utilisée, la nouvelle méthode est suivie d'un astérisque.

(3) Fraction du capital détenue dans ces entreprises par les entreprises comprises dans la consolidation et par des personnes agissant en leur nom propre mais pour le compte de ces entreprises.

(4) Si la composition de l'ensemble consolidé a été, au cours de l'exercice, affectée de manière notable par des variations de ce pourcentage, des renseignements complémentaires sont fournis dans les règles d'évaluation. (article 112 de l'arrêté précité).

SOCIÉTÉS AUTRES QUE LES FILIALES ET LES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

Ci-dessous sont reprises les sociétés, autres que celles visées dans la liste des filiales consolidées et des sociétés mises en équivalence, dans lesquelles les entreprises comprises dans la consolidation et celles laissées en dehors (au titre des article 107 et 108 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés) détiennent, soit elles-mêmes, soit par une personne agissant en son nom mais pour leur compte, un pourcentage de capital de 10% au moins. Ces informations peuvent être omises lorsqu'elles ne sont que d'intérêt négligeable au regard du principe de l'image fidèle.

| DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et, pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE | FRACTION DU CAPITAL DÉTENUE (1) (EN %) | INFORMATIONS REPRISSES DES DERNIERS COMPTES ANNUELS (2) | | | |
|--|--|--|----------------|---|-----------------|
| | | COMPTES ANNUELS ARRÊTÉS LE | CODE DEVISE | CAPITAUX PROPRES | RÉSULTAT NET |
| | | | | (+) OU (-) (EN MILLIERS DE DEVISES) | |
| N-ALLO SCRL Chaussée de Louvain 658 1030 Bruxelles 3 Belgique 0466.200.311 | 13,88 | 31/12/15 | EUR | 3.000 | 962 |

(1) Fraction du capital détenue par les entreprises comprises dans la consolidation et celles laissées en dehors.

(2) Ces informations peuvent être omises lorsque la société concernée n'est pas tenue de rendre ces indications publiques

ÉTAT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

| | | (montants en €) | |
|--|-------------|---------------------|---------------------|
| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | 20P | XXXXXXXXXX | 4.415.368,96 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Nouveaux frais engagés | 8002 | | |
| Amortissements | 8003 | 586.908,56 | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 9980 | | |
| Autres (+)/(-) | 8004 | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | (20) | 3.828.460,40 | |
| Dont | | | |
| Frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission d'emprunts, primes de remboursement et autres frais d'établissement | 200/2 | 3.828.460,40 | |
| Frais de restructuration | 204 | | |

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|--------------|----------------------|--------------------|
| FRAIS DE DÉVELOPPEMENT | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8051P | XXXXXXXXXX | 35.738.729,69 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8021 | 20.967.225,46 | |
| Cessions et désaffectations | 8031 | | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8041 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99811 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99821 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8051 | 56.705.955,15 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8121P | XXXXXXXXXX | 11.140.017,43 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8071 | 8.129.008,37 | |
| Repris | 8081 | | |
| Acquis de tiers | 8091 | | |
| Annulés | 8101 | | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8111 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99831 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99841 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8121 | 19.269.025,80 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 81311 | 37.436.929,35 | |

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------------|----------------------|--------------------|
| TERRAINS ET CONSTRUCTIONS | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8191P | XXXXXXXXXX | 113.875.620,60 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8161 | 4.062.190,66 | |
| Cessions et désaffectations | 8171 | 75.571,28 | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8181 | 5.854.392,67 | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99851 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99861 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8191 | 123.716.632,65 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8251P | XXXXXXXXXX | 5.038.163,59 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8211 | | |
| Acquis de tiers | 8221 | | |
| Annulés | 8231 | 368,12 | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8241 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99871 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99881 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8251 | 5.037.795,47 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8321P | XXXXXXXXXX | 33.731.754,57 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8271 | 2.074.132,25 | |
| Repris | 8281 | | |
| Acquis de tiers | 8291 | | |
| Annulés | 8301 | 58,95 | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8311 | 2.276.029,79 | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99891 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99901 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8321 | 38.081.857,66 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | (22) | 90.672.570,46 | |

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------------|-------------------------|--------------------|
| INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8192P | XXXXXXXXXX | 4.343.244.613,85 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8162 | 218.465.302,26 | |
| Cessions et désaffectations | 8172 | 47.115.140,05 | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8182 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99852 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99862 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8192 | 4.514.594.776,06 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8252P | XXXXXXXXXX | 1.012.966.419,88 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8212 | | |
| Acquis de tiers | 8222 | | |
| Annulés | 8232 | 2.048.454,98 | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8242 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99872 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99882 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8252 | 1.010.917.964,90 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8322P | XXXXXXXXXX | 2.098.543.553,69 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8272 | 121.122.022,62 | |
| Repris | 8282 | | |
| Acquis de tiers | 8292 | | |
| Annulés | 8302 | 33.381.991,97 | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8312 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99892 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99902 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8322 | 2.186.283.584,34 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | (23) | 3.339.229.156,62 | |

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------------|----------------------|--------------------|
| MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8193P | XXXXXXXXXX | 140.840.665,74 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8163 | 6.184.145,55 | |
| Cessions et désaffectations | 8173 | 4.126.926,85 | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8183 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99853 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99863 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8193 | 142.897.884,44 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8253P | XXXXXXXXXX | 769.326,59 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8213 | | |
| Acquis de tiers | 8223 | | |
| Annulés | 8233 | | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8243 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99873 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99883 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8253 | 769.326,59 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8323P | XXXXXXXXXX | 112.839.718,03 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8273 | 6.030.134,75 | |
| Repris | 8283 | | |
| Acquis de tiers | 8293 | | |
| Annulés | 8303 | 4.111.127,40 | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8313 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99893 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99903 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8323 | 114.758.725,38 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | (24) | 28.908.485,65 | |

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------------|-------------------|--------------------|
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8195P | XXXXXXXXXX | 8.307.086,37 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8165 | | |
| Cessions et désaffectations | 8175 | | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8185 | -5.854.392,67 | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99855 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99865 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8195 | 2.452.693,70 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | | | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8215 | | |
| Acquis de tiers | 8225 | | |
| Annulés | 8235 | | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8245 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99875 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99885 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8255 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | | | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8275 | 34.789,10 | |
| Repris | 8285 | | |
| Acquis de tiers | 8295 | | |
| Annulés | 8305 | | |
| Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8315 | -2.276.029,79 | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99895 | | |
| Autres variations (+)/(-) | 99905 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8325 | 1.762.721,77 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | (26) | 689.971,93 | |

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|----------------|---------------------|---------------------|
| SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE - PARTICIPATIONS | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8391P | XXXXXXXXXX | 989.331,70 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions | 8361 | | |
| Cessions et retraits | 8371 | 986.231,70 | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8381 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99911 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8391 | 3.100,00 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8451P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8411 | | |
| Acquis de tiers | 8421 | | |
| Annulés | 8431 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99921 | | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8441 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8451 | | |
| Réductions de valeur au terme de l'exercice | 8521P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8471 | | |
| Reprises | 8481 | | |
| Acquises de tiers | 8491 | | |
| Annulées | 8501 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99931 | | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8511 | | |
| Réductions de valeur au terme de l'exercice | 8521 | | |
| Montants non appelés au terme de l'exercice | 8551P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice (+)/(-) | 8541 | | |
| Montants non appelés au terme de l'exercice | 8551 | | |
| Variations des capitaux propres au terme de l'exercice (+)/(-) | 9994P | XXXXXXXXXX | |
| Variation des capitaux propres des sociétés mises en équivalence (+)/(-) | 99941 | | |
| Quote-part dans le résultat de l'exercice | 999411 | | |
| Éliminations du montant des dividendes afférents à ces participations | 999421 | | |
| Autres types de variations des capitaux propres | 999431 | | |
| Variations des capitaux propres au terme de l'exercice | 9994 | | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 99211 | 3.100,00 | |
| SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE - CRÉANCES | | | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 99212P | XXXXXXXXXX | 4.022.797,73 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Additions | 8581 | 1.365.510,97 | |
| Remboursements | 8591 | | |
| Réductions de valeur actées | 8601 | | |
| Réductions de valeur reprises | 8611 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99951 | | |
| Autres (+)/(-) | 8631 | | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | (99212) | 5.388.308,70 | |
| RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE | 8651 | | |

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|----------------|-------------------|--------------------|
| AUTRES ENTREPRISES - PARTICIPATIONS | | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8392P | XXXXXXXXXX | 841.108,18 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions | 8362 | | |
| Cessions et retraits | 8372 | | |
| Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8382 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99912 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8392 | 841.108,18 | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8452P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8412 | | |
| Acquises de tiers | 8422 | | |
| Annulées | 8432 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99922 | | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8442 | | |
| Plus-values au terme de l'exercice | 8452 | | |
| Réductions de valeur au terme de l'exercice | 8522P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actées | 8472 | | |
| Reprises | 8482 | | |
| Acquises de tiers | 8492 | | |
| Annulées | 8502 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99932 | | |
| Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-) | 8512 | | |
| Réductions de valeur au terme de l'exercice | 8522 | | |
| Montants non appelés au terme de l'exercice | 8552P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice (+)/(-) | 8542 | | |
| Montants non appelés au terme de l'exercice | 8552 | | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | (284) | 841.108,18 | |
| AUTRES ENTREPRISES - CRÉANCES | | | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 285/8P | XXXXXXXXXX | 637.832,37 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Additions | 8582 | 37.165,32 | |
| Remboursements | 8592 | 15.731,81 | |
| Réductions de valeur actées | 8602 | | |
| Réductions de valeur reprises | 8612 | | |
| Écarts de conversion (+)/(-) | 99952 | | |
| Autres (+)/(-) | 8632 | -1.000,00 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | (285/8) | 658.265,88 | |
| RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE | 8652 | | |

ÉTAT DES RÉSERVES CONSOLIDÉES

| | | (montants en €) | | |
|--|---------|-----------------|----------------|--------------------|
| | | Codes | Exercice | Exercice précédent |
| Réserves consolidées au terme de l'exercice | (+)/(-) | 9910P | XXXXXXXXXX | 301.156.712,81 |
| Mutations de l'exercice | | | | |
| Quote-part du groupe dans le résultat consolidé | (+)/(-) | 99002 | 29.238.074,42 | |
| Autres variations | (+)/(-) | 99003 | | |
| Autres variations (à ventiler pour les montants significatifs non attribués à la quote-part du groupe dans le résultat consolidé) | | | | |
| Réserves consolidées au terme de l'exercice | (+)/(-) | (9910) | 330.394.787,23 | |

ÉTAT DES ÉCARTS DE CONSOLIDATION ET DE MISE EN ÉQUIVALENCE

| | | (montants en €) | | |
|--|--|-----------------|---------------|--------------------|
| | | Codes | Exercice | Exercice précédent |
| CONSOLIDATION - ÉCARTS POSITIFS | | | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | | 99201P | XXXXXXXXXX | 1.785.139,83 |
| Mutations de l'exercice | | | | |
| Variations dues à une augmentation du pourcentage de détention | | 99021 | | |
| Variations dues à une diminution du pourcentage de détention | | 99031 | | |
| Amortissements | | 99041 | -1.785.139,83 | |
| Écarts portés en résultats | | 99051 | | |
| Autres variations | | 99061 | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | | 99201 | | |
| CONSOLIDATION - ÉCARTS NÉGATIFS | | | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | | 99111P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice | | | | |
| Variations dues à une augmentation du pourcentage de détention | | 99022 | | |
| Variations dues à une diminution du pourcentage de détention | | 99032 | | |
| Amortissements | | 99042 | | |
| Écarts portés en résultats | | 99052 | | |
| Autres variations | | 99062 | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | | 99111 | | |
| MISE EN ÉQUIVALENCE - ÉCARTS POSITIFS | | | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | | 99202P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice | | | | |
| Variations dues à une augmentation du pourcentage de détention | | 99023 | | |
| Variations dues à une diminution du pourcentage de détention | | 99033 | | |
| Amortissements | | 99043 | | |
| Écarts portés en résultats | | 99053 | | |
| Autres variations | | 99063 | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | | 99202 | | |
| MISE EN ÉQUIVALENCE - ÉCARTS NÉGATIFS | | | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | | 99112P | XXXXXXXXXX | |
| Mutations de l'exercice | | | | |
| Variations dues à une augmentation du pourcentage de détention | | 99024 | | |
| Variations dues à une diminution du pourcentage de détention | | 99034 | | |
| Amortissements | | 99044 | | |
| Écarts portés en résultats | | 99054 | | |
| Autres variations | | 99064 | | |
| Valeur comptable nette au terme de l'exercice | | 99112 | | |

ÉTAT DES DETTES

(montants en €)

| | Codes | Exercice |
|--|-------------|-----------------------|
| VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE | | |
| Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | | |
| Dettes financières | 8801 | 159.631.063,37 |
| Emprunts subordonnés | 8811 | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8821 | |
| Dettes de location-financement et assimilées | 8831 | |
| Etablissements de crédit | 8841 | 158.416.512,53 |
| Autres emprunts | 8851 | 1.214.550,84 |
| Dettes commerciales | 8861 | |
| Fournisseurs | 8871 | |
| Effets à payer | 8881 | |
| Acomptes reçus sur commandes | 8891 | |
| Autres dettes | 8901 | |
| TOTAL DES DETTES À PLUS D'UN AN ÉCHÉANT DANS L'ANNÉE | (42) | 159.631.063,37 |
| Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir | | |
| Dettes financières | 8802 | 929.259.036,23 |
| Emprunts subordonnés | 8812 | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8822 | 350.000.000,00 |
| Dettes de location-financement et assimilées | 8832 | |
| Établissements de crédit | 8842 | 578.573.321,57 |
| Autres emprunts | 8852 | 685.714,66 |
| Dettes commerciales | 8862 | |
| Fournisseurs | 8872 | |
| Effets à payer | 8882 | |
| Acomptes reçus sur commandes | 8892 | |
| Autres dettes | 8902 | 1.155.653,27 |
| TOTAL DES DETTES AYANT PLUS D'UN AN MAIS 5 ANS AU PLUS À COURIR | 8912 | 930.414.689,50 |
| Dettes ayant plus de 5 ans à courir | | |
| Dettes financières | 8803 | 783.310.909,79 |
| Emprunts subordonnés | 8813 | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8823 | 280.000.000,00 |
| Dettes de location-financement et assimilées | 8833 | |
| Établissements de crédit | 8843 | 501.939.481,59 |
| Autres emprunts | 8853 | 1.371.428,20 |
| Dettes commerciales | 8863 | |
| Fournisseurs | 8873 | |
| Effets à payer | 8883 | |
| Acomptes reçus sur commandes | 8893 | |
| Autres dettes | 8903 | |
| TOTAL DES DETTES AYANT PLUS DE 5 ANS À COURIR | 8913 | 783.310.909,79 |

ÉTAT DES DETTES (SUITE)

| | (montants en €) | | |
|---|-----------------|----------|--------------------|
| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
| DETTES (OU PARTIE DES DETTES) GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES SUR LES ACTIFS DES ENTREPRISES COMPRISES DANS LA CONSOLIDATION | | | |
| Dettes financières | 8922 | | |
| Emprunts subordonnés | 8932 | | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8942 | | |
| Dettes de location-financement et assimilées | 8952 | | |
| Établissements de crédit | 8962 | | |
| Autres emprunts | 8972 | | |
| Dettes commerciales | 8982 | | |
| Fournisseurs | 8992 | | |
| Effets à payer | 9002 | | |
| Acomptes reçus sur commandes | 9012 | | |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | 9022 | | |
| Impôts | 9032 | | |
| Rémunérations et charges sociales | 9042 | | |
| Autres dettes | 9052 | | |
| TOTAL DES DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES SUR LES ACTIFS DES ENTREPRISES COMPRISES DANS LA CONSOLIDATION | 9062 | | |

RÉSULTATS

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------|------------------|--------------------|
| Chiffre d'affaires net | | | |
| Ventilation par catégorie d'activité | | | |
| Gestionnaire de réseaux de distribution | | 1.087.759.393,57 | 1.087.879.345,62 |
| Ventilation par marché géographique | | | |
| Belgique | | 1.087.759.393,57 | 1.087.879.345,62 |
| Chiffre d'affaires agrégé du groupe en Belgique | 99083 | 1.087.759.393,57 | 1.087.879.345,62 |
| EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (EN UNITÉS) ET FRAIS DE PERSONNEL | | | |
| Entreprise consolidante et filiales consolidées par intégration globale | | | |
| Effectif moyen du personnel | 90901 | 2.356 | 2.400 |
| Ouvriers | 90911 | | |
| Employés | 90921 | 2.103 | 2.166 |
| Personnel de direction | 90931 | 253 | 234 |
| Autres | 90941 | | |
| Frais de personnel | | | |
| Rémunérations et charges sociales | 99621 | 164.425.657,93 | 162.946.449,77 |
| Pensions | 99622 | 8.092.947,80 | 10.513.381,42 |
| Effectif moyen du personnel en Belgique occupé par les entreprises concernées | 99081 | 2.356 | 2.400 |
| Filiales consolidées par intégration proportionnelle | | | |
| Effectif moyen du personnel | 90902 | | |
| Ouvriers | 90912 | | |
| Employés | 90922 | | |
| Personnel de direction | 90932 | | |
| Autres | 90942 | | |
| Frais de personnel | | | |
| Rémunérations et charges sociales | 99623 | | |
| Pensions | 99624 | | |
| Effectif moyen du personnel en Belgique occupé par les entreprises concernées | 99082 | | |
| Produits non récurrents | 76 | | |
| Produits d'exploitation non récurrents | 76A | | |
| Reprises d'amortissements et de réduction de valeur sur immobilisation incorporelles et corporelles | 760 | | |
| Reprises d'amortissements sur écarts de consolidations | 9970 | | |
| Reprise de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels | 7620 | | |
| Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles | 7630 | | |
| Autres produits d'exploitation non récurrents | 764/8 | | |
| Produits financiers non récurrents | 76B | | |
| Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières | 761 | | |
| Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels | 7621 | | |
| Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières | 7631 | | |
| Autres produits financiers non récurrents | 769 | | |

RÉSULTATS (SUITE)

| | | (montants en €) | |
|--|-------------|-----------------|--------------------|
| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
| Charges non récurrentes | 66 | | |
| Charges d'exploitation non récurrentes | 66A | | |
| Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | 660 | | |
| Amortissements sur écarts de consolidation positifs | 9962 | | |
| Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels: dotations (utilisations) (+)/(-) | 6620 | | |
| Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles | 6630 | | |
| Autres charges d'exploitation non récurrentes | 664/7 | | |
| Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-) | 6690 | | |
| Charges financières non récurrentes | 66B | | |
| Réductions de valeur sur immobilisations financières | 661 | | |
| Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels: dotations (utilisations) (+)/(-) | 6621 | | |
| Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières | 6631 | | |
| Autres charges financières non récurrentes | 668 | | |
| Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-) | 6691 | | |
| Prise en résultats d'écarts de consolidation négatifs (-) | 9963 | | |
| Impôt sur le résultat | | | |
| Différence entre la charge fiscale imputée au compte de résultats consolidé de l'exercice et des exercices antérieurs, et la charge fiscale déjà payée ou à payer au titre de ces exercices, dans la mesure où cette différence est d'un intérêt certain au regard de la charge fiscale future | 99084 | | |
| Influence des résultats non-récurrents sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice | 9905 | | |

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

(montants en €)

| | Codes | Exercice |
|--|-------------|----------|
| GARANTIES PERSONNELLES constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation pour sûreté de dettes ou d'engagements de tiers | 9149 | |
| GARANTIES RÉELLES constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs actifs propres, pour sûreté de dettes et engagements respectivement : | | |
| d'entreprises comprises dans la consolidation | 99086 | |
| de tiers | 99087 | |
| Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits des entreprises comprises dans la consolidation, s'ils ne sont pas portés au bilan | 9217 | |
| Engagements importants d'acquisition d'immobilisations | 9218 | |
| Engagements importants de cession d'immobilisations | 9219 | |
| Droits résultant d'opérations relatives: | | |
| aux taux d'intérêt | 99088 | |
| aux taux de change | 99089 | |
| aux prix des matières premières ou marchandises | 99090 | |
| autres opérations similaires | 99091 | |
| Engagements résultant d'opérations relatives: | | |
| aux taux d'intérêt | 99092 | |
| aux taux de change | 99093 | |
| aux prix des matières premières ou marchandises | 99094 | |
| autres opérations similaires | 99095 | |

Engagements résultant de garanties techniques attachées à des ventes ou prestations déjà effectuées

MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS

| | |
|---|---------------|
| Cautionnement en faveur des douanes et accises relatif à la perception de la cotisation d'énergie | 40.818,00 |
| Garantie en notre faveur pour les redevances de transit et marchés publics | 20.474.697,05 |
| Garantie d'un prêt de Sowafinal dans le cadre du remplacement des lampes HGHP | 9.086.825,00 |
| Plan Stock Options | 9.193.823,88 |

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PENSIONS DE RETRAITE ET DE SURVIE AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS, À CHARGE DES ENTREPRISES COMPRISES DANS LA CONSOLIDATION

Sur base de la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommés des administrations locales, le Groupe a un engagement de pension d'un montant de 9,3 M€ relatif à des anciens agents de l'intercommunale AIE repris par Electrabel le 1^{er} juin 1991. De par le caractère régulé de notre activité, il a été décidé de prendre la charge annuelle de ces pensions au fur et à mesure de sa survenance.

NATURE ET IMPACT FINANCIER DES ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLOTURE, non pris en compte dans le bilan ou le compte de résultats

NATURE, OBJECTIF COMMERCIAL ET CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

À condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière des entreprises qui sont intégrées dans la consolidation.

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION QUI NE SONT PAS COPMRIES DANS LA CONSOLIDATION

(montants en €)

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------|---------------|--------------------|
| ENTREPRISES LIÉES | | | |
| Immobilisations financières | | | |
| Participations et actions | 9261 | | |
| Créances | | | |
| À plus d'un an | 9301 | | |
| À un an au plus | 9311 | | |
| Placements de trésorerie | | | |
| Actions | 9331 | | |
| Créances | 9341 | | |
| Dettes | | | |
| À plus d'un an | 9361 | | |
| À un an au plus | 9371 | | |
| Garanties personnelles et réelles Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées | 9381 | | |
| Autres engagements financiers significatifs | 9401 | | |
| Résultats financiers | | | |
| Produits des immobilisations financières | 9421 | | |
| Produits des actifs circulants | 9431 | | |
| Autres produits financiers | 9441 | | |
| Charges des dettes | 9461 | | |
| Autres charges financières | 9471 | | |
| ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION | | | |
| Immobilisations financières | | | |
| Participations et actions | 9262 | 824.216,26 | 824.216,26 |
| Créances | | | |
| À plus d'un an | 9302 | | |
| À un an au plus | 9312 | 53.886.397,24 | 54.473.047,29 |
| Dettes | | | |
| À plus d'un an | 9362 | 33.460.178,51 | 33.571.119,07 |
| À un an au plus | 9372 | 33.460.178,51 | 33.571.119,07 |

Exercice

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, à l'exception des transaction au sein du groupe, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière des entreprises qui sont intégrées dans la consolidation en tant qu'un ensemble :

Nihil

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC :

| | (montants en €) | |
|---|-----------------|--------------|
| | Codes | Exercice |
| LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS DE L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE | | |
| Montant global des rémunérations allouées en raison de leurs fonctions dans l'entreprise consolidante, dans ses filiales et dans ses sociétés associées, y compris le montant des pensions de retraite allouées à ce titre aux anciens administrateurs ou gérants | 99097 | 1.458.802,45 |
| Montant global des avances et des crédits accordés par l'entreprise consolidante, par une filiale ou par une société associée | 99098 | |
| LE(S) COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS) | | |
| Émoluments du (des) commissaire(s) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête | 9507 | 47.772,50 |
| Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de la société concernée et de ses filiales par le(s) commissaire(s) | | |
| Autres missions d'attestation | 95071 | 3.952,5 |
| Missions de conseils fiscaux | 95072 | |
| Autres missions extérieures à la mission révisoriale | 95073 | 23.970,00 |
| Émoluments des personnes avec lesquelles le (les) commissaire(s) est lié (sont liés) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête | 9509 | |
| Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de la société concernée et de ses filiales par des personnes avec lesquelles le (les) commissaire(s) est lié (sont liés) | | |
| Autres missions d'attestation | 95091 | |
| Missions de conseils fiscaux | 95092 | |
| Autres missions extérieures à la mission révisoriale | 95093 | |
| Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés | | |

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Pour chaque catégorie d'instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur

| Catégorie d'instruments financiers dérivés | Risque couvert | Spéculation/couverture | Volume | Exercice | | Exercice précédent | |
|--|----------------|------------------------|--------|------------------|------------------|--------------------|------------------|
| | | | | Valeur comptable | Valeur comptable | Valeur comptable | Valeur comptable |
| Swaps | taux d'intérêt | couverture | 1 | 0,00 | -20.326.749,26 | 0,00 | -30.168.152,92 |
| Collar | taux d'intérêt | couverture | 1 | 0,00 | 1.138.377,27 | 0,00 | 0,00 |

(montants en €)

| | Valeur comptable | Exercice |
|--|------------------|----------|
|--|------------------|----------|

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES COMPTABILISÉES À UN MONTANT SUPÉRIEUR À LA JUSTE VALEUR

| Montants des actifs pris isolément ou regroupés de manière adéquate | Valeur comptable | Exercice |
|---|------------------|------------|
| ATRIAS srl | 3.100,00 | 3.100,00 |
| N-ALLO srl | 824.216,26 | 824.216,26 |

Raison pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite

| | | |
|--|--|--|
| <p>ATRIAS srl: Atrias travaille au prix coûtant pour les GRD belges (part ORES : 16,6%) Compte tenu de ce qui précède, ORES considère que la participation détenue dans sa filiale (qui correspond à un montant équivalent au pourcentage de détention dans les fonds propres) est évaluée à sa juste valeur et ne nécessite pas de dépréciation.</p> <p>N-ALLO srl: compte tenu des résultats positifs dégagés depuis la recapitalisation en 2014 et de la confiance de management de N-Allo à pouvoir maintenir cette tendance, ORES considère que la participation détenue dans sa filiale est correctement évaluée et ne doit faire l'objet d'aucune dépréciation.</p> | | |
| Éléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera recouvrée | | |

RÈGLES D'ÉVALUATION

I. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les huit intercommunales mixtes wallonnes ont fusionné au 31 décembre 2013 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013 et ont donné naissance à ORES Assets scrl (ci-après désignée « GRD » ou ORES Assets). ORES Assets est donc un gestionnaire de réseaux de distribution d'électricité et de gaz (ci-après GRD) en Wallonie qui détient au 31 décembre 2016 le contrôle exclusif de son unique filiale ORES scrl. Pour l'établissement des états financiers consolidés du Groupe, ORES Assets a consolidé par intégration globale sa filiale.

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent l'ensemble des états financiers des entités qu'il contrôle (ses filiales). La notion de contrôle est définie comme étant le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. L'évaluation du type de contrôle est établie au cas par cas en conformité avec la loi du 7 mai 1999 du code des sociétés.

Les filiales sont les entités contrôlées par le Groupe, et sont consolidées par intégration globale dès l'instant où l'existence du contrôle a été établie et ce jusqu'à ce que ce contrôle prenne fin.

Les soldes et transactions intragroupes, ainsi que tout bénéfice résultant de transactions intragroupes, sont intégralement éliminés lors du processus de consolidation pour la préparation des états financiers consolidés.

1. L'ÉCART DE CONSOLIDATION

Lorsque la société consolidante intègre pour la première fois une filiale dans ses comptes consolidés, les capitaux propres de la filiale comprise dans la consolidation sont:

- A) À concurrence de la fraction de ses capitaux propres représentée par ses actions et parts détenues par la société consolidante et les filiales comprises dans la consolidation, compensés par la valeur comptable de ces actions et parts dans les comptes de la société consolidante et des filiales qui la détiennent, et
- B) À concurrence de la fraction de ses capitaux propres représentée par ses actions et parts détenues par des personnes autres que la société consolidante et les filiales comprises dans la consolidation, inscrits au passif du bilan consolidé sous la rubrique "Intérêts de tiers".

La différence résultant de cette compensation est, dans les comptes consolidés, imputée, dans la mesure du possible, aux éléments de l'actif et du passif qui ont une valeur supérieure ou inférieure à leur valeur comp-

table dans la comptabilité de la filiale.

L'écart subsistant, après cette opération, est inscrit au bilan consolidé sous la rubrique "Écarts de consolidation", à l'actif s'il est positif, au passif s'il est négatif.

Les écarts de consolidation positifs et les écarts de consolidation négatifs ne peuvent être compensés, sauf s'ils sont afférents à une même filiale; en ce dernier cas, ils doivent être compensés.

Les écarts de consolidation négatifs ne peuvent être portés au compte de résultats consolidé. Toutefois, lorsqu'un écart de consolidation négatif correspond à la prévision, à la date retenue, d'une faiblesse des résultats futurs de la filiale concernée ou de charges qu'elle occasionnera, il est porté au compte de résultats consolidé dans la mesure et au moment où cette prévision se réalise.

L'écart de consolidation positif, constaté dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2016, provient de la différence entre le prix payé par ORES Assets pour acquérir sa filiale ORES scrl et la valeur comptable des fonds propres de la filiale lors de sa première consolidation en 2012. Il est amorti linéairement sur 5 ans.

2. LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les entreprises associées sont les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, mais ne détient pas le contrôle. Elles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date à laquelle l'influence notable a été établie et ce jusqu'à ce que cette influence notable prenne fin.

Lorsqu'une participation est mise en équivalence, elle est inscrite au bilan consolidé pour le montant correspondant à la fraction des capitaux propres de la société en cause, y compris le résultat de l'exercice, représentée par cette participation.

ACTIF

II. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

Sont portés sous cette rubrique, les frais qui se rattachent à la constitution, au développement ou la restructuration de l'entreprise tels que les frais de la constitution ou d'augmentation de capital ou les frais d'émission d'emprunt.

L'amortissement des frais d'établissement doit suivre le prescrit du § 1^{er} de l'article 59 de l'Arrêté royal du 30 janvier 2001 stipulant que les frais d'établissement font l'objet d'amortissements appropriés, par tranches annuelles de 20 % au moins des sommes réellement dépensées. Toutefois, l'amortissement des frais d'émission d'emprunts peut être réparti sur toute la durée de l'emprunt.

Pour ce qui nous concerne, les frais portés en compte sous cette rubrique sont relatifs aux frais d'émission de nos emprunts obligataires, ils sont amortis, comme le propose la loi, sur toute la durée de l'emprunt.

III. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont des moyens de production immatériels. Elles représentent des actifs immobilisés du fait que l'entreprise souhaite les utiliser comme moyens d'exploitation. Elles impliquent, en d'autres termes, une capacité d'exploitation de durée limitée ou illimitée. Selon l'Arrêté royal du 30 janvier 2001 (art. 95, § 1^{er}), il faut distinguer :

- les frais de développement ;
- les concessions, brevets et licences, le savoir-faire, les marques et autres droits similaires ;
- le goodwill.

Des immobilisations incorporelles sont comptabilisées si et seulement s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à la société et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles sont initialement évaluées à leur coût. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses encourues à partir de la date à laquelle cette immobilisation incorporelle satisfait aux critères de comptabilisation selon les normes belges. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'immobilisation.

Le Groupe a pris l'option de procéder à l'activation de frais de développement au titre d'immobilisations incorporelles.

Les frais de développement susceptibles d'être portés à l'actif au titre d'immobilisations incorporelles sont les frais de fabrication et de mise au point de prototypes, de produits, d'inventions et de savoir-faire, utiles aux activités futures de l'entreprise.

Dans ce cadre, les frais suivants ont été activés :

- les dépenses du personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autre personnel d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation d'un projet répondant à la définition ci-dessus ;
- les coûts des instruments et matériel dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour la réalisation du projet. Si ceux-ci ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie à la réalisation du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée de vie du projet sont alors admissibles ;
- les coûts des services de consultants et de services équivalents utilisés pour la réalisation du projet ;
- les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet.

L'immobilisation incorporelle provenant tant de l'activité de frais de développement que de l'achat de licences informatiques est ensuite amortie de manière linéaire sur sa durée d'utilité (fixée à 5 ans) et diminuée des pertes de valeur éventuelles.

IV. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEUR D'ACQUISITION

- Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, de revient ou à leur valeur d'apport.

FRAIS ACCESSOIRES

- Les frais accessoires sont inclus dans la valeur d'acquisition des immobilisations corporelles concernées. Les frais accessoires sont amortis au même rythme que les installations auxquelles ils se rapportent.

INTERVENTIONS DE TIERS

- Les interventions de tiers dans le financement des immobilisations corporelles sont portées en déduction des valeurs d'acquisition de celles-ci. Elles sont, en outre, déduites de la base d'amortissement des dites installations.

AMORTISSEMENTS

- Les amortissements sont calculés sur base de la méthode linéaire. Les installations acquises au cours de l'exercice sont, depuis le 1^{er} janvier 2015 et suite à la soumission d'ORES Assets à l'impôt des sociétés, amorties au prorata temporis. Une installation acquise dans le courant du mois n sera amortie à partir du 1^{er} du mois n+1.

- Les taux d'amortissement à prendre en considération sont les suivants :

| INSTALLATIONS ÉLECTRICITÉ | TAUX D'AMORTISSEMENT EN% |
|---|--------------------------|
| Terrains | 0 |
| Bâtiments industriels | 3 |
| Bâtiments administratifs | 2 |
| Câbles | 2 |
| Lignes | 2 |
| Réseau signalisation gaine câble fibres optiques | 4 |
| Postes et cabines (équipements en haute et en basse tensions) | 3 |
| Raccordements – transformations | 3 |
| Raccordements – lignes et câbles | 2 |
| Appareillage de mesure | 3 |
| Compteurs électroniques, compteurs à budget | 10 |
| Compteurs électriques basse tension SMART | 6,7 |
| Commande à distance, équipement labo et dispatching | 10 |
| Télétransmission et fibres optiques | 10 |
| Outillage et mobilier | 10 |
| Matériel roulant (transport personnes et marchandises) | 20 |
| Outillage roulant | 10 |
| Matériel informatique | 33 |

| INSTALLATIONS GAZ | TAUX D'AMORTISSEMENT EN% |
|--|--------------------------|
| Terrains | 0 |
| Bâtiments industriels | 3 |
| Bâtiments administratifs | 2 |
| Conduites | 2 |
| Cabines / stations | 3 |
| Raccordements / branchements | 3 |
| Appareils de mesure | 3 |
| Équipement labo, dispatching | 10 |
| Compteurs à budget, compteurs électroniques, automatiques | 10 |
| Commande à distance, équipement dispatching, équipement labo | 10 |
| Télétransmission et fibres optiques | 10 |
| Outillage et mobilier | 10 |
| Matériel roulant (transport personnes et marchandises) | 20 |
| Outillage roulant | 10 |
| Matériel informatique | 33 |

Différence initiale entre la RAB et la valeur comptable des immobilisations corporelles

Jusque fin 2002, les immobilisations corporelles étaient valorisées à l'actif du bilan sur base de la valeur comptable (soit la valeur d'acquisition diminuée du fonds d'amortissement) réévaluée en conformité avec la dérogation obtenue du Ministère des Affaires économiques en date du 22 novembre 1985.

Depuis 2003, les intercommunales actives dans les marchés de l'électricité et du gaz naturel ont vu leurs activités se recentrer, au rythme de la libéralisation de ces marchés, essentiellement sur la fonction de gestionnaire des réseaux de distribution d'électricité et de gaz, activité monopolistique pour laquelle il existe un cadre réglementaire composé notamment des méthodologies tarifaires. Celles-ci prévoient une rémunération équitable des capitaux investis calculé sur base d'un taux de rémunération, d'une structure de financement théorique et de la base des capitaux investis à rémunérer (RAB) (a).

Les gestionnaires de réseau de distribution mixtes d'électricité et de gaz disposant d'un inventaire technique permettant de justifier la valeur des immobilisations corporelles ont pu établir la valeur initiale des capitaux investis au 31 décembre 2001 / 31 décembre 2002 sur la base de la valeur économique de cet inventaire. Les valeurs initiales ont été formellement approuvées par le régulateur compétent puis confirmées en 2007 sur la base des valeurs au 31 décembre 2005 pour l'électricité et au 31 décembre 2006 pour le gaz naturel.

Le régulateur impose que la RAB prise en considération pour déterminer la base de rémunération des capitaux investis évolue selon la formule suivante :

$$\text{RAB}_n = \text{iRAB} + \text{investissements } n - \text{amortissements } n - \text{mises hors service } n \text{ (b)}$$

Le régulateur exige également de pouvoir, à tout moment, réconcilier la RAB introduite dans les propositions tarifaires avec les états comptables des GRD (c).

Répondre aux contraintes (a), (b) et (c) impliquait la comptabilisation de la RAB et qu'une différence initiale soit dégagée par rapport à la valeur comptable.

Cette différence initiale qui apparaît au bilan du GRD est d'une part liée au droit d'être le distributeur exclusif d'électricité et de gaz pour une durée définie et sur un territoire fixé et d'autre part reflète l'exercice de valorisation du réseau concerné.

Vu la nature spécifique de cette différence initiale, le GRD avait choisi de la comptabiliser au niveau d'une rubrique séparée des immobilisations corporelles et de ne pas l'amortir ni la désaffecter.

En novembre 2007, des accords ont été trouvés entre les GRD et la CREG, accords qui ont débouché sur une transaction et la publication des Arrêtés royaux en septembre 2008 décrivant la méthodologie tarifaire de la CREG dont les principes ont été repris dans la méthodologie tarifaire CWaPE.

Il y est ainsi indiqué que les coûts à couvrir par les tarifs comprennent notamment la partie de la plus-value relative aux équipements mis hors service dans le courant de l'année concernée, pour autant que les montants correspondant à cette partie de la plus-value soient portés sur une réserve au passif du GRD. Le régulateur contrôle la concordance entre l'évolution de cette réserve et les mises hors services enregistrées. La méthode appliquée par le GRD en vue de déterminer les mises hors service techniques est attestée par le réviseur du GRD concerné. La plus-value est reprise et reportée dans les coûts à un taux de 2% par an.

Par conséquent, les méthodologies tarifaires stipulent également que la valeur de reconstruction économique évolue chaque année depuis le 1^{er} janvier 2007 par notamment la déduction de la partie de la plus-value relative aux équipements mis hors service dans le courant de l'année concernée. Cette plus-value est déduite et reprise dans les coûts à un taux de 2% l'an.

Ces dispositions sont entrées en vigueur à partir de l'exercice tarifaire 2008 et sont toujours d'application aujourd'hui.

V. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont reprises à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition, diminuée de la partie non appelée.

À la fin de chaque exercice social, une évaluation individuelle de chaque titre de portefeuille est effectuée de manière à refléter, de façon aussi satisfaisante que possible, la situation, la rentabilité et les perspectives de la société dans laquelle la participation ou les actions sont détenues.

VI. CRÉANCES À PLUS D'UN AN

Les créances à plus d'un an sont reprises à l'actif du bilan à leur valeur nominale.

VII. STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXÉCUTION

Les stocks sont valorisés au prix moyen pondéré.

Les travaux en cours sont portés à l'actif du bilan à leur prix de revient. En ce qui concerne les travaux pour compte de tiers, les dépenses et les facturations sont transférées en compte de résultats lorsque les travaux sont considérés comme terminés.

VIII. CRÉANCES À UN AN AU PLUS

Les créances à un an au plus sont reprises à l'actif du bilan à leur valeur nominale.

Elles comprennent les montants à recevoir de la clientèle pour les fournitures d'énergie (essentiellement la clientèle protégée), les redevances de transit et les travaux divers.

Elles sont amputées de celles considérées comme irrécouvrables en ce compris celles afférentes aux faillites connues. Ces créances irrécouvrables sont prises en charge en totalité par le débit du compte de résultats (autres charges d'exploitation). Lorsqu'une partie est recouvrée par la suite, le montant récupéré figure au crédit du compte de résultats (autres produits d'exploitation).

Les créances impayées sont couvertes par des réductions de valeur lorsqu'un risque d'irrécouvrabilité certain est constaté.

En 2015, un nouveau marché public a été lancé de telle façon à permettre la récupération des créances pour fourniture d'énergie aux clients finaux ainsi que des créances pour travaux. Ce marché public prévoit un taux de recouvrement par l'attributaire. La quote-part de ces créances couvertes par une réduction de valeur est donc calculée déduction faite du pourcentage de récupération prévu.

Suite à la soumission d'ORES Assets à l'impôt des sociétés, les réductions de valeur s'appliquent par palier, suivant un échéancier spécifique, et déduction faite de la partie garantie par les sociétés de recouvrement afin de les prendre en charge progressivement.

Signalons qu'aucune réduction de valeur n'est constituée sur les créances « dégâts réseaux » de moins de deux ans ainsi que sur les créances ouvertes envers les communes car le Conseil d'administration estime que ces créances ne présentent pas de risque d'irrécouvrabilité.

IX. PLACEMENTS DE TRÉSORERIE

Les titres de placement sont portés à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus, ou à leur valeur d'apport.

À la clôture de l'exercice, ils sont évalués à la plus basse des valeurs suivantes : prix d'achat ou valeur d'apport ou la valeur boursière en fin d'exercice.

X. VALEURS DISPONIBLES

Les valeurs disponibles sont comptabilisées à l'actif du bilan à leur valeur nominale.

XI. COMPTES DE RÉGULARISATION

- Les charges exposées pendant l'exercice mais imputables en tout ou en partie à un ou plusieurs exercices ultérieurs sont évaluées en adoptant une règle proportionnelle.
- Les revenus ou fractions de revenus dont la perception n'aura lieu qu'au cours d'un ou plusieurs exercices suivants mais qui sont à rattacher à l'exercice en cause sont évalués au montant de la quote-part afférente à l'exercice en cause.

Les comptes de régularisation de l'actif comprennent principalement des frais correspondants à des charges de pensions liquidées sous forme de capital au bénéfice du personnel de la société exploitante (ORES scrl) antérieurement affecté aux activités de la distribution sur le territoire de l'intercommunale.

La prise en charge de ces frais par l'intercommunale est étalée sur une durée n'excédant pas 20 ans.

Figure également dans les comptes de régularisation d'actif, la valeur estimée des redevances de transit relatives à l'énergie transportée mais non relevée au 31 décembre.

Les consommations « basse tension » et « basse pression » pour les clients résidentiels et professionnels n'étant relevées qu'une fois par an, il faut estimer les quantités d'énergie transportée pour ces clients entre la date du dernier relevé des compteurs et le 31 décembre et déterminer les redevances de transit y afférentes (quantités totales d'énergie transportées pendant l'exercice civil – quantités transportées et facturées pendant le même exercice) (valorisation des redevances de transit sur base

des tarifs applicables au cours de l'exercice considéré).

Les comptes de régularisation de l'actif comprennent les éventuels « actifs régulatoires » comptabilisés en vertu du principe d'annualité des charges et des produits. Ces « actifs régulatoires » relatifs à la période 2008-2016 seront récupérés via les tarifs futurs. Pour la période 2008 à 2013, ils sont déjà récupérés à concurrence d'un acompte de 10% à partir de 2015; cette mesure est également valable pour 2016.

L'impact sur les résultats de l'intercommunale de ces actifs régulatoires sera annuellement et partiellement neutralisé par une affectation d'une partie des bénéfices aux réserves disponibles.

PASSIF

XII. RÉSERVES IMMUNISÉES

Sont classés sous cette rubrique, les plus-values et les bénéfices dont l'immunisation est subordonnée à leur maintien dans le patrimoine de l'entreprise.

XIII. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

À la clôture de chaque exercice, au regard de la loi comptable du 18 décembre 2015, le Conseil d'administration, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examine les provisions à constituer pour couvrir tous les risques prévus ou pertes éventuelles nées au cours de l'exercice et des exercices antérieurs. Les provisions afférentes aux exercices antérieurs sont régulièrement revues et le Conseil d'administration décide de leur affectation ou destination.

XIV. DETTES À PLUS D'UN AN

Les dettes à plus d'un an sont comptabilisées au passif du bilan à leur valeur nominale.

XV. DETTES À UN AN AU PLUS

Les dettes à un an au plus sont comptabilisées au passif du bilan à leur valeur nominale.

XVI. COMPTES DE RÉGULARISATION

- Les charges ou fractions de charges afférentes à l'exercice mais qui ne seront payées qu'au cours d'un exercice ultérieur sont évaluées au montant afférent à l'exercice;
- Les revenus perçus au cours de l'exercice mais qui sont imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur sont également évalués au montant qui doit être considéré comme un produit pour les exercices ultérieurs.

Les comptes de régularisation du passif comprennent les éventuels « passifs régulatoires » ou « excédents » comptabilisés en vertu du principe d'annualité des charges et des produits. Ces « passifs régulatoires » relatifs à la période 2008-2016 seront restitués via les tarifs futurs. Pour la période 2008 à 2013, ils sont déjà restitués à concurrence d'un acompte de 10% à partir de 2015, cette mesure étant également valable pour 2016. L'impact sur les résultats de l'intercommunale de ces passifs régulatoires est pris en

charge intégralement dans l'exercice auquel il se rapporte.

Figure également dans les comptes de régularisation du passif, la valeur estimée des redevances de transit relatives à l'énergie transportée mais non relevée au 31 décembre.

Les consommations « basse tension » et « basse pression » pour les clients résidentiels et professionnels n'étant relevées qu'une fois par an, il faut estimer les quantités d'énergie transportées pour ces clients entre la date du dernier relevé des compteurs et le 31 décembre et déterminer les redevances de transit y afférentes (quantités totales d'énergie transportées pendant l'exercice civil – quantités transportées et facturées pendant le même exercice) (valorisation des redevances de transit sur base des tarifs applicables au cours de l'exercice considéré).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ANNEXE

POINTS SPÉCIAUX

L'intercommunale n'a pas de personnel propre. Les indemnités et jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'administration et des Comités de secteur sont imputés au compte « 61 – Services et biens divers »; par conséquent, la rubrique 9147 de la page 54 mentionne des retenues de précompte professionnel.

Les présents comptes annuels sont soumis à une procédure de tutelle administrative.



ORES ASSETS SCRL

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ASSOCIÉS DE LA SOCIÉTÉ SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS BGAAP POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la déclaration complémentaire requise. Ces comptes consolidés comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2016, l'état du résultat global consolidé et l'état consolidé des variations de capitaux propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que les annexes.

RAPPORT SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS – OPINION SANS RÉSERVE

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société pour l'exercice clos 31 décembre 2016, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan consolidé s'élève à 4.079.874.377,39 EUR et dont le compte de résultats consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice de 93.443.554,62 EUR.

Responsabilité de l'organe de gestion relative à l'établissement des comptes consolidés

L'organe de gestion est responsable de l'établissement de comptes consolidés donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées en Belgique. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement de comptes consolidés donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures de

AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM InterAudit is a member of the RSM network and trades as RSM. RSM is the trading name used by the members of the RSM Network. Each member of the RSM network is an independent accounting and consulting firm which exercises in its own right. The RSM network is not itself a separate legal entity in any jurisdiction.

RSM InterAudit Scrl¹⁾ - réviseurs d'entreprises - Siège social: chaussée de Waterloo 1151 - B 1180 Bruxelles
rsm.audit@rsmbelgium.be - TVA BE 0436.391.122 - RPM Bruxelles - ²⁾ Société civile à forme commerciale

¹⁾ Member of RSM Toeten Cats Dupont Koopveers - Offices in Aalst, Antwerp, Brussels, Charleroi, Mons and Zaventem

contrôle appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et la présentation d'ensemble des comptes consolidés.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'entité les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

À notre avis, les comptes consolidés de la société au 31 décembre 2016, donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble consolidé ainsi que de ses résultats consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en Belgique.

RAPPORT SUR D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons la déclaration complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes consolidés :

- ▶ Le rapport de gestion sur les comptes consolidés traite des informations requises par la loi, concorde avec les comptes consolidés et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.

Gosselies, le 16 mai 2017

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Thierry Lejuste', written over a horizontal line.

RSM INTERAUDIT SCRL
COMMISSAIRE
REPRÉSENTÉE PAR
THIERRY LEJUSTE
ASSOCIÉ

III. LISTE DES ADJUDICATAIRES

| | ADJUDICATAIRE | DESCRIPTION | PROCÉDURE |
|----|---|--|-----------------------------------|
| 1 | GEO-IT BVBA | Marché de services de renouvellement et acquisition de solutions de conception assistée par ordinateur | adjudication ouverte |
| 2 | TECONEX S.A. | Fourniture de kit motorisation Fluokit | procédure négociée sans publicité |
| 3 | NIZET ENTREPRISE SA | Marché de fournitures d'armoires "Frontière" et "Auxiliaire" | procédure négociée sans publicité |
| 4 | ETABLISSEMENTS OCTAVE TASIAUX S.A. | Travaux d'installation des équipements électriques dans les cabines de distribution MT/BT sur base du système de qualification WQECEWA | procédure négociée avec publicité |
| 5 | TEI S.A. | Travaux d'installation des équipements électriques dans les cabines de distribution MT/BT sur base du système de qualification WQECEWA | procédure négociée avec publicité |
| 6 | NIZET ENTREPRISE SA | Travaux d'installation des équipements électriques dans les cabines de distribution MT/BT sur base du système de qualification WQECEWA | procédure négociée avec publicité |
| 7 | ETABLISSEMENTS A. HEINEN SA | Travaux d'installation des équipements électriques dans les cabines de distribution MT/BT sur base du système de qualification WQECEWA | procédure négociée avec publicité |
| 8 | ETABLISSEMENTS VERHULST SPRL | Travaux d'installation des équipements électriques dans les cabines de distribution MT/BT sur base du système de qualification WQECEWA | procédure négociée avec publicité |
| 9 | ACCENTURE SA | Services informatiques de réalisation d'un logiciel BPMS | procédure négociée sans publicité |
| 10 | APRICO CONSULTANTS SA | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 11 | PricewaterhouseCoopers Enterprise Advisory scrl | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 12 | DEVOTEAM SA | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 13 | GIM Wallonie - GIM (Association momentanée) | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 14 | Wavenet SPRL - BuSI SPRL (Consortium) | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 15 | ONEPOINT | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 16 | SOGETI BELGIUM SA | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 17 | Network Research Belgium SA | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 18 | ATOS BELGIUM sa | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 19 | SOA People sa | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 20 | CRONOS NV | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 21 | BEPHONIC SA | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |

| | ADJUDICATAIRE | DESCRIPTION | PROCÉDURE |
|----|--|---|-----------------------------------|
| 22 | Dimension Data Belgium S.A. | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 23 | ICT Control S.A. | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 24 | ARCH INTERNATIONAL NV | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 26 | Tetrade Consulting S.A. | Accord-cadre de services IT d'analyses, de développements et de supports techniques et organisationnels | procédure négociée avec publicité |
| 27 | SUDTRAFOR S.A. | Travaux de pose de câbles souterrains et/ou gaines pour fibres optiques à Hastière sur base du système de qualification WQESAWA (Marché spécifique) | procédure négociée avec publicité |
| 28 | TRTC - BONFOND FILS S.A. | Travaux de pose de câbles souterrains et/ou gaines pour fibres optiques à Hastière sur base du système de qualification WQESAWA (Marché spécifique) | procédure négociée avec publicité |
| 29 | VD CABLING S.A. | Travaux sur compteurs électriques sur base de la qualification WQCPEWA | procédure négociée avec publicité |
| 30 | COLLET LAURENT ELECTRICITE SPRL | Travaux sur compteurs électriques sur base de la qualification WQCPEWA | procédure négociée avec publicité |
| 31 | WAUTHIER CTP S.A. | Travaux sur compteurs électriques sur base de la qualification WQCPEWA | procédure négociée avec publicité |
| 32 | FODETRA INFRA S.A. | Travaux sur compteurs gaz sur base de la qualification WQCPGWA | procédure négociée avec publicité |
| 33 | ENGIE FABRICOM INFRA SUD S.A. | Travaux sur compteurs gaz sur base de la qualification WQCPGWA | procédure négociée avec publicité |
| 34 | ETWAL INFRA S.A. | Travaux sur compteurs gaz sur base de la qualification WQCPGWA | procédure négociée avec publicité |
| 35 | FJC-METUBEL S.A. | Travaux sur compteurs gaz sur base de la qualification WQCPGWA | procédure négociée avec publicité |
| 36 | TMS S.A. | Travaux sur compteurs gaz sur base de la qualification WQCPGWA | procédure négociée avec publicité |
| 37 | GEOLYS | Marché de services pour tests de réponse thermique du sous-sol dans le cadre de la construction du siège social de Gosselies | procédure négociée sans publicité |
| 38 | SYSTEMAT BELGIUM SA/NV | Fourniture licences informatiques Microsoft | procédure négociée avec publicité |
| 39 | FRANKI S.A. | Marché de travaux de gros-oeuvre fermé pour la construction du nouveau bâtiment du siège social d'ORES scrl sur le site de l'Aéropôle à Gosselies | procédure négociée avec publicité |
| 40 | TMS S.A. | Travaux de raccordements gaz sur base de la qualification WQGRBWA (Ref: WTGRBWA18) | procédure négociée avec publicité |
| 41 | FABRICOM INFRA SUD | Travaux de raccordements gaz sur base de la qualification WQGRBWA (Ref: WTGRBWA18) | procédure négociée avec publicité |
| 42 | CONDUITES ET CABLES ENTREPRISES S.P.R.L. | Travaux de raccordements gaz sur base de la qualification WQGRBWA (Ref: WTGRBWA18) | procédure négociée avec publicité |
| 43 | FODETRA INFRA S.A. | Travaux de raccordements gaz sur base de la qualification WQGRBWA (Ref: WTGRBWA18) | procédure négociée avec publicité |
| 47 | CARRIERES ET TERRASSEMENTS S.A. | Travaux de raccordements gaz sur base de la qualification WQGRBWA (Ref: WTGRBWA18) | procédure négociée avec publicité |
| 49 | ETWAL INFRA S.A. | Travaux de raccordements gaz sur base de la qualification WQGRBWA (Ref: WTGRBWA18) | procédure négociée avec publicité |

LISTE DES ADJUDICATAIRES (SUITE)

| | ADJUDICATAIRE | DESCRIPTION | PRCÉDURE |
|----|---|---|-----------------------------------|
| 50 | FJC-METUBEL S.A. | Travaux de raccordements gaz sur base de la qualification WQGRBWA (Ref: WTGRBWA18) | procédure négociée avec publicité |
| 51 | TRAXECO S.A. | Travaux de raccordements gaz sur base de la qualification WQGRBWA (Ref: WTGRBWA18) | procédure négociée avec publicité |
| 54 | COLLET LAURENT ELECTRICITE SPRL | Marché de travaux de raccordements électriques sur base de la qualification WQERBWA | procédure négociée avec publicité |
| 55 | ABLEC S.P.R.L. | Marché de travaux de raccordements électriques sur base de la qualification WQERBWA | procédure négociée avec publicité |
| 56 | FABRICOM INFRA SUD | Marché de travaux de raccordements électriques sur base de la qualification WQERBWA | procédure négociée avec publicité |
| 57 | SIMON JEAN-LUC SPRL | Marché de travaux de raccordements électriques sur base de la qualification WQERBWA | procédure négociée avec publicité |
| 58 | ROGER GEHLEN S.A. | Marché de travaux de raccordements électriques sur base de la qualification WQERBWA | procédure négociée avec publicité |
| 59 | FABRICOM INFRA SUD | Marché de travaux de raccordements basse tension + Gaz sur base de la qualification WQXRBA | procédure négociée avec publicité |
| 60 | FJC-METUBEL S.A. | Marché de travaux de raccordements basse tension + Gaz sur base de la qualification WQXRBA | procédure négociée avec publicité |
| 61 | ETABLISSEMENTS DEMOL S.P.R.L. | Marché de travaux de raccordements basse tension + Gaz sur base de la qualification WQXRBA | procédure négociée avec publicité |
| 62 | FODETRA INFRA S.A. | Marché de travaux de raccordements basse tension + Gaz sur base de la qualification WQXRBA | procédure négociée avec publicité |
| 63 | ETEC S.A. | Marché de travaux de raccordements basse tension + Gaz sur base de la qualification WQXRBA | procédure négociée avec publicité |
| 64 | ETEC S.A. | Travaux sur compteurs gaz dans la région du Brabant Wallon sur base de la qualification WQCPGWA | procédure négociée avec publicité |
| 65 | MICROSOFT | Assistance et expertise Microsoft | procédure négociée sans publicité |
| 66 | MB TRANSPORTS | Service de transports et de manutention du matériel | procédure négociée sans publicité |
| 67 | EURO-TRAFIC S.A. | Service de transports et de manutention du matériel | procédure négociée sans publicité |
| 68 | ELECTRABEL S.A. | Marché de fourniture d'électricité et de gaz pour compensation des pertes, OSP et besoins propres en 2018 et 2019 | procédure négociée avec publicité |
| 69 | EDF LUMINUS S.A. | Marché de fourniture d'électricité et de gaz pour compensation des pertes, OSP et besoins propres en 2018 et 2019 | procédure négociée avec publicité |
| 70 | ENI gas & power nv/S.A. | Marché de fourniture d'électricité et de gaz pour compensation des pertes, OSP et besoins propres en 2018 et 2019 | procédure négociée avec publicité |
| 71 | GAS NATURAL EUROPE SAS (SUCCURSALE BELGE) | Marché de fourniture d'électricité et de gaz pour compensation des pertes, OSP et besoins propres en 2018 et 2019 | procédure négociée avec publicité |
| 72 | IMBEMA BELGIUM S.A. | Fourniture d'enregistreurs de données de pression "communiquant" (dataloggers) | procédure négociée sans publicité |
| 73 | IMBEMA BELGIUM S.A. | Robinets à compteurs à gaz | procédure négociée avec publicité |
| 74 | SEPPELFRICKE ARMATUREN GmbH | Robinets à compteurs à gaz | procédure négociée avec publicité |

| | ADJUDICATAIRE | DESCRIPTION | PROCÉDURE |
|----|--|--|-----------------------------------|
| 75 | Teco S.r.l., IT- | Robinets à compteurs à gaz | procédure négociée avec publicité |
| 76 | SECO CVBA | Service certification BREEAM pour le siège social de Gosselies | procédure négociée sans publicité |
| 77 | GE Lighting SAS | Lampes d'éclairage public | appel d'offres restreint |
| 78 | TOTAL BELGIUM S.A. | Marché de services conjoint pour l'achat de cartes carburant pour les véhicules cadres et utilitaires | procédure négociée avec publicité |
| 79 | ETHIAS S.A. | Marché de services d'assurance-loi | procédure négociée avec publicité |
| 80 | ETHIAS S.A. | Assurance responsabilité civile auto et protection juridique | procédure négociée avec publicité |
| 81 | SECURITAS S.A. | Marché de services pour une étude de couverture Wimax | procédure négociée sans publicité |
| 82 | WANTY S.A. | Marché de travaux de raccordements électriques dans la région de La Louvière/Mons sur base de la qualification WQERBWA | procédure négociée avec publicité |
| 83 | A.M. SPRL Giuliani Malice & Associés et SASPJ Manuella SENECAUT, Doris SALAMON & Sylvie VALLEE | Marché de services juridiques de recouvrement d'impayés en phase judiciaire | procédure négociée avec publicité |
| 84 | SAP BELGIUM | Services d'expertise, de maintenance des licences et de licences SAP | procédure négociée sans publicité |
| 85 | Philips Lighting Belgium | Fournitures d'auxiliaires électroniques pour éclairage public | procédure négociée sans publicité |
| 86 | ETS E. RONVEAUX S.A. | Marché de travaux sur fibres optiques (soufflage et jointage) sur base du système de qualification WQFOPWA | procédure négociée avec publicité |
| 87 | I.R.I.S. Solutions & Experts S.A. | Service scanning factures fournisseurs et e-facturation | procédure négociée sans publicité |
| 88 | TRAVOCO S.A. | Marché de travaux de pose de câbles et de gaines pour fibres optiques à Wodecq sur base de la qualification WQESAWA (dossier spécifique) | procédure négociée avec publicité |
| 89 | CLICKSOFTWARE EUROPE Ltd | Statement of work Upgrade Click Schedule | procédure négociée sans publicité |
| 90 | ETHIAS S.A. | Assurance patrimoine tous risques | procédure négociée avec publicité |
| 91 | FERRANTI COMPUTER SYSTEMS N.V. | Services informatiques de conception, de développement, d'intégration de l'application MDM/MERCURE avec la clearing house ATRIAS et de maintenance corrective et évolutive | procédure négociée sans publicité |
| 93 | Entreprises DUMARGIL S.A. | Travaux sur compteurs électriques (région du Brabant Wallon et Wallonie) sur base de la qualification WQCPWA | procédure négociée avec publicité |
| 94 | CARRIERES ET TERRASSEMENTS S.A. | Travaux sur compteurs gaz (région de Charleroi et Wallonie) sur base de la qualification WQCPGWA | procédure négociée avec publicité |
| 95 | TMS S.A. | Travaux sur compteurs gaz (région de Charleroi et Wallonie) sur base de la qualification WQCPGWA | procédure négociée avec publicité |
| 96 | RSM InterAudit scsrl | Service de réviseurs d'entreprises | procédure négociée avec publicité |

Contacts

ORES - Avenue Jean Monnet, 2
1348 Louvain-la-Neuve

www.ores.be

Service clientèle: 078/15.78.01
Service dépannage: 078/78.78.00
Urgence odeur de gaz: 0800/87.087